

**ADMINISTRATION COMMUNALE
DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT**

**GEMEENTEBESTUUR VAN
SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE**

**Séance du Conseil communal du 18/04/2016
Zitting van de Gemeenteraad van 18/04/2016**

PRÉSENTS/AANWEZIG : M./dhr. FRANKIGNOUL, Président/Voorzitter, M./dhr. MAINGAIN, Bourgmestre/Burgemeester, M./dhr. BOTT, Mmes/mevrouwen NAHUM, DESTREE-LAURENT, MM./de heren MATGEN, THAYER, LIENART, JAQUEMYNS, Echevins/Schepenen, Mme/mw. CARON, MM./de heren LEMAIRE, VANDERWAEREN, DE SMUL, Mmes/mevrouwen HENRY, BETTE, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MM./de heren IDE, VAN DER AUWERA, Mmes/mevrouwen DE VALKENEER, MELARD, DRION du CHAPOIS, DRANSART, CALMEYN, MM./de heren VANDEVELDE, DEVILLE, Mme/mw. BEGYN, MM./de heren DEROUBAIX, GEELHAND, de HARENNE, ALLAER, SCHUERMANS, DEREPEPE, Membres/Leden et/en M./dhr. LAMBERT, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.

EXCUSÉS/VERONTSCHULDIGD :

Mme/mw. MOLENBERG, MM./de heren DÉsir, de MAERE d'AERTRYCKE et/en Mme/mw. BROCHÉ.

**SÉANCE PUBLIQUE
OPENBARE VERGADERING**

**Communications :
Mededelingen:**

Le Président communique les différentes absences.

Il informe également l'assemblée de la teneur d'un courrier émanant des chefs de groupes de la liste du bourgmestre, Mme Delphine DE VALKENEER et M. Quentin DEVILLE, l'informant de l'exclusion de M. Olivier SCHUERMANS, conseiller communal, de cette liste en raison de propos déplacés sur les réseaux sociaux.

S'en suit une prise de parole par l'intéressé ainsi qu'un droit de réponse de la part de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre.

De Voorzitter deelt de verschillende afwezigheden mee.

Hij licht de bijeenkomst ook in over de inhoud van een brief - gekregen van de fractieleiders van de lijst van de burgemeester, mw. Delphine DE VALKENEER et dhr. Quentin DEVILLE - over de uitsluiting van dhr. Olivier SCHUERMANS, gemeenteraadslid, van die lijst vanwege misplaatste uitlatingen op sociale netwerken.

Vervolgens neemt de betrokkene het woord en volgt er een recht van antwoord vanwege dhr. Olivier MAINGAIN, burgemeester.

SÉANCE PUBLIQUE
OPENBARE VERGADERING

1. Approbation du procès-verbal du 07/03/2016.
Goedkeuring van het proces-verbaal van 07/03/2016.

Le procès-verbal de la séance du 07/03/2016 est approuvé.
 Het proces-verbaal van de vergadering van 07/03/2016 wordt goedgekeurd.
 #018/18.04.2016/A/0001#

2. ASBL Cinéfilms – Compte, bilan et rapport d'activités – Information – Subside – Octroi – Approbation.
Cinéfilms VZW – Rekening, balans en activiteitenverslag – Inlichting – Subsidie – Toekenning – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'une subvention, d'un montant de 5.000 EUR, a été prévue au budget 2016 à l'article 76215/332-02 en faveur de l'ASBL Cinéfilms ;

Considérant qu'il s'indique, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2015, le compte et le rapport d'activités pour la période 2015 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 07/04/2016 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2015, du compte 2015 et du rapport d'activités de l'ASBL Cinéfilms ;
- de confirmer l'octroi d'une subvention d'un montant de 5.000 EUR, inscrite au budget 2016 à l'article 76215/332-02/4237, à l'ASBL Cinéfilms.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0002#

3. Plan bruxellois de prévention et de proximité 2015 – Convention avec la Région bruxelloise – Approbation.
Brussels plaatselijk preventie- en buurtplan 2015 – Overeenkomst met het Brussels Gewest – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du 20/11/2015 du Gouvernement de la Région bruxelloise ;

Considérant que cet arrêté accorde aux communes bruxelloises des subventions dans le cadre de la politique de prévention et de proximité ;

Considérant que le plan local de prévention et de proximité 2015 s'inscrit dans la continuité du plan 2012-2014 ;

Considérant que le montant de la subvention pour 2015 est de 589.621,17 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 24/03/2016 ;

DECIDE d'approuver la signature du contrat relatif au plan local de proximité et de prévention 2015 avec la Région bruxelloise tel que repris ci-dessous :

<p>PLAN LOCAL DE PRÉVENTION ET DE PROXIMITÉ 2015 DE LA COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT</p>

ENTRE la Région de Bruxelles-Capitale,
représentée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux ;

ci-après dénommée « la Région »,

ET la commune de WOLUWE-SAINT-LAMBERT,
représentée par le bourgmestre et le secrétaire communal ;

ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

- Article 1 - Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de 589 621,17 euros pour l'année 2015, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 novembre 2015 accordant une subvention globale de 20 347 037,88 euros aux communes bruxelloises, dans le cadre de la politique bruxelloise de prévention et de proximité pour l'année 2015.

La subvention est allouée au bénéficiaire pour couvrir partiellement ou en totalité les frais liés à la mise en place de différents projets relatifs au Plan local de prévention et de proximité, tels que détaillés dans les documents annexés à la présente convention, à savoir : les fiches-projets, les cadres financiers détaillant la répartition du budget alloué et le personnel y relatif et les tableaux de bord permettant le suivi et l'évaluation des projets.

Conformément aux dispositions d'application pour la période 2012-2014, les actions communales doivent s'inscrire dans des dispositifs contribuant aux objectifs généraux suivants :

- l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens ;
- la prise en compte des besoins locaux en matière de sécurité, permettant de tendre à un niveau de sécurité acceptable ;
- le développement des dispositifs de sanctions, notamment la lutte contre les incivilités, dans un contexte intégrant l'élément pédagogique.

Les moyens alloués aux communes doivent proposer une série de mesures permettant de lutter contre le sentiment d'insécurité et cadrant avec les axes de travail régionaux suivants :

- la présence visible et rassurante dans les espaces publics ;
- la lutte contre le décrochage scolaire ;
- la lutte contre les incivilités ;

- la médiation des conflits ;
- la lutte contre le radicalisme (à partir du 1er juillet 2015).

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, l'autorité subsidiaire peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle (cf. article 5, « Contrôle des subventions »).

- Article 2 - Durée

La convention porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

- Article 3 - Obligations générales du bénéficiaire

a) Les dispositifs mis en œuvre au niveau local afin de contribuer à la politique régionale doivent s'intégrer dans une véritable politique communale de prévention. C'est la raison pour laquelle le Plan local de prévention et de proximité est soumis à l'approbation du Conseil communal. Dans le même ordre d'idées, le Conseil communal, le Collège des bourgmestre et échevins ou le bourgmestre ne sont en aucun cas dégagés de leurs responsabilités.

Le bénéficiaire veillera à donner la priorité au renforcement des structures existantes et sera particulièrement attentive au développement de synergies entre le dispositif de prévention subventionné par la Région et les autres services, dispositifs et projets coexistant sur le terrain (notamment ceux liés à la cohésion sociale et à la rénovation urbaine) mais également ceux qui émanent des instances fédérales, communautaires ou européennes.

Pour ce faire, le bénéficiaire désigne un Fonctionnaire de prévention, chargé de la coordination du dispositif et de son articulation avec les autres politiques mises en œuvre au niveau du territoire communal. En l'absence d'un Evalueur interne, le Fonctionnaire de prévention a également pour tâche de veiller à l'évaluation du plan (cf. *infra*).

b) le bénéficiaire s'engage à tenir compte des chiffres de criminalité et des autres indicateurs locaux pour déterminer ses besoins en matière de sécurité et de prévention, créer et gérer ses dispositifs de prévention.

c) le bénéficiaire s'engage à prendre les mesures organisationnelles nécessaires (en termes humains et matériels) permettant de garantir un suivi systématique et un soutien permanent aux initiatives développées dans le cadre du plan.

d) le bénéficiaire s'engage, afin d'éviter les doubles emplois, à identifier les ressources locales, qu'elles soient publiques ou privées, dans le but de favoriser les partenariats et le travail en réseau. Il s'agit plus particulièrement d'assurer l'articulation entre le plan et le Plan zonal de sécurité, par le biais notamment du Conseil consultatif de prévention. Une collaboration avec les services de police ainsi qu'avec le milieu associatif doit être assurée.

e) le bénéficiaire s'engage à faire connaître les acteurs locaux chargés de la mise en œuvre du plan (coordination générale, évaluation, gestion administrative et financière...), auxquels l'administration régionale pourra se référer.

- Article 4 - Principes généraux

a) Personnel

Toutes les dispositions de la Charte sociale (Circulaire du 28 avril 1994 – Harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ; *Moniteur belge* du 26 janvier 1995) sont applicables au personnel engagé dans le cadre du plan.

Le bénéficiaire veillera à faire part systématiquement, et sans délai, à l'administration, de tout changement survenu au niveau du personnel. A cette fin, il transmettra à la Direction des Initiatives subventionnées un état du cadre du personnel engagé dans le cadre du plan (cf. rubriques « Personnel : cadre et budget » des fiches-projets); tout membre du personnel non ou mal répertorié dans ce document ne sera pas considéré engagé dans le cadre de cette convention. Les éléments à transmettre concernent les données budgétaires et le cadre du personnel tels que prévus dans les formulaires élaborés par l'administration (nom, prénom, sexe, fonction, dispositif, etc.).

b) Suivi du plan

D'une manière générale, le suivi des conventions passées avec les communes, donc des plans locaux, est un élément essentiel de la gouvernance locale. L'évaluation des dispositifs mis en œuvre dans le cadre du Plan bruxellois de prévention et de proximité doit contribuer, de manière systématique et continue, à l'analyse de la réalisation des objectifs et à la détermination des moyens d'amélioration des pratiques.

Le suivi du plan (évaluation, gestion administrative et financière) est assuré par le Service public régional de Bruxelles (Bruxelles Pouvoirs locaux, Direction des Initiatives subventionnées).

Outre le suivi administratif et financier, la Direction des Initiatives subventionnées est également chargée de veiller à l'évaluation des différents plans. Cela en concertation étroite avec les acteurs locaux (fonctionnaires de prévention, évaluateurs internes et coordinateurs administratifs et financiers). En effet, l'évaluation des dispositifs doit permettre à l'administration de rendre compte au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de l'état d'avancement des actions et projets développés, des résultats obtenus.

De plus, dans le cadre de chaque plan local est instauré un comité de suivi. Ce comité, dont les membres ne sont pas nommément désignés, est composé de représentants des parties contractantes ainsi que, selon les besoins, d'un membre du corps de la police locale. Le bénéficiaire veillera à se faire représenter par son Fonctionnaire de prévention au moins, ou par son remplaçant désigné.

À la demande d'une des parties, la participation d'autres personnes impliquées dans la politique de prévention peut être envisagée.

Le comité de suivi, convoqué par l'administration régionale, a pour objectif de vérifier le bon déroulement du plan. Les aspects administratifs et financiers y seront donc abordés, ainsi que les questions de fond (contenu et orientation des projets, etc.); toute séance du comité de suivi fait l'objet d'un compte rendu rédigé par l'administration.

c) Évaluation du plan

L'Évaluateur interne (ou, en l'absence d'un Évaluateur interne, le Fonctionnaire de prévention) a pour fonction principale de veiller notamment à ce que les projets et actions développés dans le cadre du plan se déclinent en objectifs généraux et opérationnels et soient évaluables, en termes de résultats, en fonction de critères et d'indicateurs d'évaluation.

L'administration, sur base des fiches-projets et des tableaux de bord, a pour tâche, en concertation avec le bénéficiaire, de déterminer régulièrement, en fonction des besoins et des indicateurs à la disposition des parties prenantes, si les objectifs fixés sont atteints et, en cas de nécessité, de décider si les projets et actions doivent être poursuivis, adaptés ou abandonnés.

L'ensemble des éléments d'évaluation du plan feront l'objet d'un rapport annuel. Ce document de synthèse, rédigé sur base du canevas établi par l'administration, devra être remis à la Direction des Initiatives subventionnées, au plus tard le 28 février 2016, et portera sur les actions menées durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015. Les tableaux de bord, complétés en termes de résultats, seront annexés au rapport d'activité.

- Article 5 - Contrôle des subventions

L'autorité régionale peut demander à tout moment toute pièce et toute information lui permettant de procéder à l'évaluation permanente des actions faisant l'objet de la subvention et se réserve le droit de suspendre, de retirer ou de récupérer la subvention à tout projet ne répondant plus aux objectifs qui ont fait l'objet de son approbation.

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits *in extenso* ci-dessous :

Art. 92. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art. 93. Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003 précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art. 94. Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003 précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;*
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;*
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;*
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.*

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 95. Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003 précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

- Article 6 - Modalités de liquidation

La subvention totale de 589 621,17 euros est destinée à couvrir des frais de personnel et de fonctionnement.

Après signature de la présente convention par les deux parties, ce montant sera liquidé en deux tranches :

- une première tranche (avance) équivalant à 60 % du subside, sur base d'une déclaration de créance introduite au plus tard le 24 décembre 2015.

Le versement de cette avance est lié à la transmission par le bénéficiaire de la convention signée et accompagnée des tableaux de bord (cf. article 4) complétés en ce qui concerne les indicateurs d'évaluation ;

- une seconde tranche (solde) après réception et analyse des pièces justificatives. Si, après le contrôle desdites pièces justificatives, le montant que représentent les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés.

Une fois réalisée la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans un délai de 15 jours calendrier à compter de la réception de l'invitation, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

Le versement du solde est soumis à la transmission par le bénéficiaire d'un rapport d'activités relatif à la période contractuelle et des tableaux de bord (cf. article 4) complétés en ce qui concerne les résultats obtenus.

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

- Article 7 - Pièces à fournir lors de la demande de paiement

Chaque demande de paiement (avance, solde) se fait sous la forme d'une déclaration de créance dont l'original est adressé au Service public régional de Bruxelles, Direction de la Comptabilité, CCN local 8.119, rue du Progrès 80, bte 1 à 1035 Bruxelles.

Chaque déclaration de créance doit mentionner impérativement les éléments suivants :

- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par l'administration ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

- Article 8 - Dépenses éligibles et présentation des pièces justificatives

D'une manière générale, seules seront prises en compte les pièces justificatives relatives aux dépenses facturées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015.

Le contrôle de ces pièces par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

- Dépenses éligibles

- *Frais de personnel*

Les frais de personnel comprennent : le salaire brut, les remboursements ou primes, les cotisations patronales, les allocations de résidence, le paiement éventuel d'un préavis, l'intervention légale dans le cadre du trajet domicile - lieu de travail et les frais de secrétariat social y relatifs.

Les montants accordés sont calculés par travailleur, au prorata du nombre de jours de travail (y compris le pécule de vacances et la prime de fin d'année), en fonction du régime de travail et du

niveau d'engagement.

Le contrôle des pièces doit permettre d'établir que les dépenses concernent du personnel impliqué dans les dispositifs répondant aux priorités régionales en matière de prévention.

- Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement admissibles dans le cadre de la présente convention (cf. circulaire du 22 mars 2013 relative aux directives financières applicables au Plan bruxellois de prévention et de proximité) comprennent exclusivement :

- les frais de formation ou de supervision du personnel (hors gardiens de la paix), en lien direct avec les missions des agents concernés. Le financement de la formation des gardiens de la paix faisant l'objet d'une intervention régionale spécifique, les moyens octroyés dans le cadre des plans locaux ne peuvent être destinés à couvrir ce type de dépense ;
- les frais d'équipement des gardiens de la paix : uniformes (requis par l'arrêté ministériel du SPF Intérieur du 7 décembre 2008) et moyens de communication (GSM ou talkie-walkie, et les frais de fonctionnement y relatifs).

Le contrôle des pièces doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées par le bénéficiaire ont été réellement effectuées afin de réaliser les actions pour laquelle la subvention est prévue. Le bénéficiaire veillera en outre à ce que les dépenses de fonctionnement soient réalisées de façon raisonnable, notamment en termes de quantités, ainsi que dans le respect du plafond fixé à 4 % de l'enveloppe allouée.

- Présentation des pièces

Les pièces justificatives doivent être introduites au plus tard le 31 mars 2016, à l'adresse suivante : Service public régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs locaux - Direction des Initiatives subventionnées, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Le dossier reprenant l'ensemble des pièces justificatives décrites ci-dessous sera accompagné d'un document signé par le Receveur communal (ou son remplaçant habilité), attestant de la conformité desdites pièces et de la réalité des dépenses.

Le bénéficiaire veillera à ce que le dossier complet soit déposé en une fois et dans son intégralité. Aucune pièce supplémentaire ne sera acceptée après la date mentionnée ci-dessus.

Lorsqu'une pièce justificative est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiants, la ventilation entre pouvoirs subsidiants sera également reprise.

- Frais de personnel

Afin d'étayer le juste usage du subside, il convient, pour chaque agent subsidié, de fournir les documents suivants :

- le contrat de travail ou l'extrait de la décision du Collège ou du Conseil communal désignant le travailleur subsidié ;
- une copie du diplôme du travailleur ;
- une copie du certificat de bonne vie et mœurs ;
- une fiche de rémunération mentionnant l'identité de l'agent, la date d'entrée en service, la date de fin de service éventuelle, ainsi que le salaire brut, les cotisations patronales et les remboursements et primes éventuels. Le montant à liquider sera calculé sur base de cette fiche.

Un relevé global (tableau) relatif aux frais de personnel mentionnera clairement, pour chaque travailleur, les éléments suivants :

- les données personnelles (nom et prénom) ;
- le niveau d'engagement ;

- la fonction ;
- la période d'activité ;
- le montant de la subvention prévu ;
- le coût salarial total acquitté.

- Frais de fonctionnement

Pour chaque dépense, une copie de la facture doit être fournie. Chaque facture doit être adressée au bénéficiaire.

Tous les frais afférents aux moyens de fonctionnement doivent être repris dans un tableau récapitulatif mentionnant, de façon chronologique et numérotée, les différentes dépenses, lesquelles doivent avoir été effectuées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015.

- Article 9 - Réclamations

Si, après le contrôle des pièces justificatives, le montant que représentent les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés.

À compter de la date de réception de l'invitation à transmettre une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle, le bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur le montant communiqué.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le bénéficiaire.

- Article 10 - Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

Service public régional de Bruxelles
 Bruxelles Pouvoirs locaux
 Direction des Initiatives subventionnées
 M. Michel Van der Stichele, Directeur général
 Boulevard du Jardin Botanique 20
 1035 Bruxelles

2. Pour le bénéficiaire

Au Collège des bourgmestre et échevins
 de la Commune de WOLUWE-SAINT-LAMBERT
 Avenue Paul Hymans 2
 1200 Woluwe-Saint-Lambert

Établi et signé à Bruxelles en deux exemplaires, le .

Pour la Région de BRUXELLES-CAPITALE,
 Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,
 Rudi VERVOORT.

Pour la commune de WOLUWE-SAINT-LAMBERT,
 Le Secrétaire communal,
 Patrick LAMBERT.

Le Bourgmestre,
 Olivier MAINGAIN.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0003#

DE RAAD,

Gelet op het besluit van 20/11/2015 van de Brusselse Regering;

Overwegende dat dit besluit subsidies toekent inzake veiligheid en preventie aan Brusselse gemeenten;

Overwegende dat het plaatselijk preventie- en buurtplan 2015 in het verlengde ligt van het plan voor 2012-2014;

Overwegende dat de subsidie voor 2015 589.621,17 EUR bedraagt;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 24/03/2016;

BESLIST de ondertekening van het contract betreffende het plaatselijk preventie- en buurtplan 2015 met het Brussels Gewest goed te keuren, zoals volgt:

<p>PLAATSELIJK PREVENTIE- EN BUURTPLAN 2015 VAN DE GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE</p>
--

TUSSEN het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
vertegenwoordigd door de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met
Plaatselijke Besturen, Rudi VERVOORT;

hierna "het Gewest" genoemd

EN de Gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE
vertegenwoordigd door de burgemeester en de gemeentesecretaris;

hierna "de begunstigde" genoemd

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

- Artikel 1 - Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van 589.621,17 euro ter beschikking wordt gesteld door het Gewest voor het jaar 2015, overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 november 2015 tot toekenning van een globale subsidie van 20.347.037,88 euro aan de Brusselse gemeenten in het kader van het Brusselse preventie- en buurtbeleid voor het jaar 2015.

De subsidie wordt aan de begunstigde toegekend om deels of volledig de kosten te dekken voor de uitvoering van verschillende projecten met betrekking tot het plaatselijk preventie- en buurtplan, zoals voorgesteld in de bij deze overeenkomst gevoegde documenten, namelijk: de projectfiches, het financieel kader waarin het toegekende budget en bijhorende personeel gespecificeerd worden, en de boordtabellen die het mogelijk maken de projecten op te volgen en te evalueren.

Conform de bepalingen die van toepassing waren voor de periode 2012-2014, moeten de gemeentelijke acties passen in projecten die bijdragen tot volgende algemene doelstellingen:

- een verbetering van de levenskwaliteit voor alle burgers;
- inachtneming van de plaatselijke behoeften op het vlak van veiligheid om tot een aanvaardbaar veiligheidsniveau te kunnen komen;
- ontwikkeling van strafmaatregelen en meer bepaald de bestrijding van overlast op een pedagogisch verantwoorde wijze.

Die projectoproep voorziet met name dat de plaatselijke besturen, op basis van de vaststellingen die mogelijk zijn door het opstellen van een lokale veiligheidsdiagnose (LVD), een reeks maatregelen voorstellen die het mogelijk maken het onveiligheidsgevoel te bestrijden en die stroken met de volgende gewestelijke krachtlijnen:

- zichtbare en geruststellende aanwezigheid op openbare plaatsen;
- bestrijding van schoolverzuim;
- bestrijding van overlast;
- conflictbemiddeling;
- strijd tegen radicalisering.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan niet gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

Bij niet-uitvoering van een of meerdere bepalingen van deze overeenkomst kan de subsidiërende overheid beslissen om de subsidie te verminderen, te schrappen of de volledige of gedeeltelijke terugbetaling ervan te eisen (cf. artikel 5, "Controle van de subsidies").

- Artikel 2 - Duur

Deze overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2015.

- Artikel 3 - Algemene verplichtingen van de begunstigde

a) De plaatselijke projecten die opgezet worden om bij te dragen tot het gewestelijk beleid moeten kaderen in een echt gemeentelijk preventiebeleid. Daarom moet het plaatselijk preventie- en buurtplan ter goedkeuring voorgelegd worden aan de Gemeenteraad. Het plan ontheft de Gemeenteraad, het College van burgemeester en schepenen en de burgemeester geenszins van hun verantwoordelijkheid.

De begunstigde dient voorrang te geven aan het versterken van bestaande structuren en moet in het bijzonder aandacht hebben voor het ontwikkelen van synergie tussen het door het Gewest gesubsidieerde preventieproject en andere lopende projecten (meer bepaald die in verband met maatschappelijke samenhang en stadsvernieuwing), maar ook projecten die uitgaan van federale, gemeenschaps- of Europese instanties.

De begunstigde wijst daartoe een preventieambtenaar aan die belast is met de coördinatie van het project en de integratie met de andere beleidsmaatregelen die van toepassing zijn op het grondgebied van de gemeente. Bij ontstentenis van een interne evaluator, behoort ook de evaluatie van het plan tot de taak van de preventieambtenaar (zie verder).

b) De begunstigde verbindt zich ertoe rekening te houden met de criminaliteitscijfers en evenals de andere plaatselijke indicatoren te raadplegen om haar behoeften inzake veiligheid en preventie te bepalen en haar preventieprojecten op te zetten en te beheren.

c) De begunstigde verbindt zich ertoe de nodige organisatorische maatregelen (inzake personeel en materiaal) te treffen voor een systematische follow-up en doorlopende ondersteuning van de initiatieven die in het kader van het plan ontwikkeld worden.

d) Om overlappingsen te vermijden verbindt de begunstigde zich ertoe de plaatselijke openbare of privévoorzieningen te identificeren om zo partnerships en netwerkvorming te bevorderen. Het doel bestaat er meer bepaald in de samenhang tussen het plan en het zonaal veiligheidsplan te waarborgen, met name via de Adviesraad voor preventie. Er moet dus gezorgd worden voor

samenwerking met de politiediensten en het verenigingsleven.

e) De begunstigde verbindt zich ertoe de plaatselijke actoren kenbaar te maken die instaan voor de uitvoering van het plan (algemene coördinatie, evaluatie, administratief en financieel beheer...) en die door de gewestelijke administratie geraadpleegd kunnen worden.

- Artikel 4 - Algemene principes

a) Personeel

Alle bepalingen van het Sociaal Handvest (Omzendbrief van 28 april 1994 - Harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; Belgisch Staatsblad van 26 januari 1995) zijn van toepassing op het personeel dat in dienst genomen wordt in het kader van het plan.

De gemeente zal erop toezien om elke personeelswijziging systematisch en onverwijld aan de administratie mee te delen. Daartoe moet zij een overzicht van het personeel dat in het kader van het plan in dienst genomen is bezorgen aan de directie Gesubsidieerde Initiatieven Directie (cf. rubrieken "Personeel: kader en budget" in de projectfiches); elk personeelslid dat niet of slecht in dit document is geïventariseerd, zal niet als in het kader van deze overeenkomst in dienst genomen worden beschouwd. De te bezorgen elementen betreffen de budgettaire gegevens en het personeelskader zoals voorzien in de formulieren die de administratie opstelde (naam, voornaam, geslacht, functie, project, enz.).

b) Follow-up van het plan

Algemeen beschouwd is de follow-up van de overeenkomsten met de gemeenten – en dus de plaatselijke plannen – een belangrijk instrument voor het plaatselijk bestuur. De evaluatie van de projecten die gerealiseerd worden in het kader van het Brussels preventie- en buurtplan moet systematisch en doorlopend bijdragen tot het analyseren van de verwezenlijking van de doelstellingen en de bepaling van de middelen ter verbetering van de bestaande praktijken.

Brussel Plaatselijke Besturen (Gesubsidieerde Initiatieven Directie) van het Gewestelijke Overheidsdienst Brussel staat in voor de follow-up van het plan (evaluatie, administratief en financieel beheer).

Afgezien van de administratieve en financiële follow-up is de Directie gesubsidieerde Initiatieven er ook mee belast toe te zien op de evaluatie van de diverse plannen, en dit in nauw overleg met de plaatselijke actoren (preventieambtenaren, interne evaluatoren en administratieve en financiële coördinatoren). De evaluatie van de projecten moet de administratie immers in staat stellen verslag uit te brengen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering over de vordering van de acties en projecten en over de bereikte resultaten.

Bovendien wordt er voor elk plaatselijk plan een follow-upcomité opgericht. Dit comité, waarvan de leden niet nominatief aangewezen worden, bestaat uit vertegenwoordigers van de contracterende partijen, alsook, naargelang de behoeften, uit een lid van het plaatselijk politiekorps. De Gemeente dient zich minstens te laten vertegenwoordigen door haar preventieambtenaar of zijn aangewezen vervanger.

Op verzoek van een van de partijen is deelname van andere personen die bij het preventiebeleid betrokken zijn mogelijk.

Het follow-upcomité dat samengeroepen wordt door de gewestelijke administratie, heeft tot doel na te gaan of het plan goed verloopt. De administratieve en financiële aspecten zullen er dus aan bod komen, alsook inhoudelijke aangelegenheden (inhoud en strekking van de projecten, enz.); de administratie stelt een verslag op van vergadering van het follow-upcomité.

c) Evaluatie van het plan

De interne evaluator (of, bij ontstentenis daarvan, de preventieambtenaar) heeft meer bepaald als hoofdplicht erop toe te zien dat de projecten en acties die in het kader van het plan ontwikkeld worden, berusten op algemene en operationele doelstellingen en dat de resultaten evalueerbaar zijn aan de hand van criteria en indicatoren.

De administratie, op basis van de projectfiches en boordtabellen, heeft als opdracht om in overleg met de Gemeente regelmatig na te gaan – op basis van de behoeften en de indicatoren waarover de betrokken partijen beschikken - of de doelstellingen bereikt worden en, indien nodig, beslist de administratie of de projecten en acties moeten worden voortgezet, aangepast of stopgezet.

Alle evaluatie-elementen van het plan moeten het voorwerp vormen van een jaarverslag. Dit samenvattende document, ingevuld op basis van het stramien dat de administratie opstelde, moet ten laatste op 28.2.2016 overhandigd worden aan de directie Gesubsidieerde Initiatieven, en moet betrekking hebben op de acties die plaatsvonden in de periode van 1.1.2015 tot 31.12.2015.

- Artikel 5 - Controle van de subsidies

De gewestelijke overheid kan op elk moment alle stukken en alle informatie opvragen die haar in staat stellen de door haar gesubsidieerde acties voortdurend te evalueren en ze behoudt zich het recht voor de subsidie voor elk project dat niet meer beantwoordt aan de door haar goedgekeurde doelstellingen, op te schorten, in te trekken of terug te vorderen.

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder volledig weergegeven:

Art 92: Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93: Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94: Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95: Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

- Artikel 6 – Regels voor de uitbetaling

De totale subsidie van 589.621,17 euro dient om de personeels- en werkingskosten te dekken.

Na ondertekening van deze overeenkomst door beide partijen, wordt elk van deze bedragen uitbetaald in twee schijven:

- de eerste schijf (voorschot) gelijk aan 60 % van de subsidie, die betrekking heeft op het betrokken jaar, op basis van een schuldvordering die ten laatste op 24 december 2015 ingediend moet worden;

Om de uitbetaling van dit voorschot te verkrijgen, moet de begunstigde de ondertekende overeenkomst overmaken, vergezeld van de m.b.t. de evaluatie-indicatoren ingevulde boordtabellen (cf. artikel 4);

- een tweede schijf (saldo) na ontvangst en analyse van de verantwoordingsstukken. Indien het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken na controle van voornoemde verantwoordingsstukken lager blijkt te zijn dan het bedrag van de toegekende subsidie, zal de subsidie slechts uitbetaald worden ten belope van de aanvaarde verantwoordingsstukken.

Eens deze stukken nagezien zijn, zal de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht worden een schuldvordering over te maken, binnen een termijn van 15 kalenderdagen vanaf de ontvangst van de kennisgeving, ten belope van het eindbedrag dat hem op grond van die controle wordt toegekend.

Om de uitbetaling van het saldo te verkrijgen, moet de begunstigde een activiteitenverslag met betrekking tot de contractperiode overmaken, alsook de m.b.t. de resultaten ingevulde boordtabellen (cf. artikel 4).

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de begrotingskredieten. Ze worden zo snel mogelijk uitgevoerd, rekening houdend met de controlevereisten.

- Artikel 7 - Stukken die voorgelegd moeten worden bij de betalingsaanvraag

Elke betalingsaanvraag (voorschot, saldo), opgemaakt op basis van het door de administratie geleverd model, gebeurt in de vorm van een schuldvordering, gericht aan het Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Directie Comptabiliteit, CCN lokaal 8.119, Vooruitgangstraat 80, bus 1 te 1035 Brussel.

Elke schuldvordering moet verplicht de volgende elementen vermelden:

- de reden van betaling;
- het bedrag waarvan betaling gevraagd wordt;
- het visumnummer van de vastlegging verstrekt door de administratie;
- het bankrekeningnummer waarop het bedrag moet gestort worden.

Bovendien moet deze schuldvordering gedateerd en ondertekend zijn door een persoon die ertoe gemachtigd is de begunstigde te verbinden.

- Artikel 8 - Aanvaardbare uitgaven en voorlegging van de bewijsstukken

Algemeen beschouwd worden enkel de bewijsstukken betreffende de tussen 1 januari 2015 en 31 december 2015 gefactureerde uitgaven in aanmerking genomen.

De controle van die bewijsstukken door de beherende administratieve dienst moet toelaten vast te stellen dat alle vastgelegde uitgaven daadwerkelijk gebeurd zijn voor de verwezenlijking van de acties zoals voorzien in deze overeenkomst.

- Aanvaardbare uitgaven

- Personeelskosten

De personeelskosten omvatten: het brutoloon, de terugbetalingen of premies, de werkgeversbijdragen, de standplaatstoelage, de eventuele betaling van een opzegvergoeding, de wettelijke tussenkomst in het kader van het woon-werkverkeer, en de sociale secretariaatskosten die erop betrekking hebben.

De toegekende bedragen worden berekend per werknemer, naar rato van het aantal werkdagen (met inbegrip van het vakantiegeld en de eindejaarspremie), in functie van het arbeidsstelsel en van administratief niveau.

De controle van de bewijsstukken moet toelaten vast te stellen dat de uitgaven betrekking hebben op personeel dat ingeschakeld is in de voorzieningen die beantwoorden aan de gewestelijke prioriteiten inzake preventie.

- Werkingskosten

De in het kader van deze overeenkomst aanvaardbare werkingskosten omvatten uitsluitend:

- de kosten voor de supervisie van of het toezicht op personeel (behalve gemeenschapswachten), die rechtstreeks verband houden met de opdrachten van dat personeel. De financiering van de opleiding van de gemeenschapswachten is het voorwerp van een specifieke gewestelijke tussenkomst; de in het kader van de plaatselijke plannen toegekende middelen mogen niet gebruikt worden om dit type uitgaven te dekken;
- de uitrustingskosten van de stadswachten: uniformen (vereist door het ministerieel besluit van de FOD Binnenlandse Zaken van 7 december 2008) en communicatiemiddelen (GSM of walkietalkies, en de werkingskosten die erop betrekking hebben).

De controle van de bewijsstukken moet toelaten vast te stellen dat de door de begunstigde vastgelegde uitgaven werkelijk verricht werden om de acties tot stand te brengen waarvoor de subsidie voorzien is. De begunstigde zal er daarenboven op toezien dat de werkingsuitgaven op redelijke wijze verricht worden, met name in termen van hoeveelheden en met inachtneming van het op 4 % vastgesteld plafond van de toegekende enveloppe.

- Voorlegging van de stukken

De bewijsstukken moeten jaarlijks ingediend worden, uiterlijk op 31.3.2016, op het volgend adres: Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Gesubsidieerde Initiatieven, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel.

Bij het dossier met alle hieronder beschreven bewijsstukken zal een door de Gemeenteontvanger (of zijn gemachtigde vervanger) document gevoegd worden waaruit de conformiteit van de stukken en de realiteit van de uitgaven blijken.

De begunstigde zal ervoor zorgen dat het volledig dossier in een keer en integraal ingediend wordt. Geen enkel bijkomend stuk zal aanvaard worden na de hierboven vermelde datum. Wanneer een verantwoordingsstuk door verscheidene subsidiërende overheden wordt gesubsidieerd, moet ook de uitsplitsing tussen de verschillende subsidiërende overheden vermeld worden.

- *Personeelskosten*

Om het juiste gebruik van de subsidie te staven moeten, voor elk gesubsidieerd personeelslid, de volgende documenten ingediend worden:

- het arbeidscontract of het uittreksel van de beslissing van het College of van de Gemeenteraad tot aanstelling van de gesubsidieerde werknemer;
- een kopie van het diploma van de werknemer;
- een loonfiche waarop de identiteit van het personeelslid, de datum van indiensttreding, de eventuele datum van uitdiensttreding, het brutoloon, de werkgeversbijdragen en de terugbetalingen en eventuele premies vermeld staan. Het te vereffenen bedrag zal berekend worden op basis van deze fiche.

Een globaal overzicht (tabel) van de personeelskosten zal duidelijk, voor elke werknemer, de volgende elementen vermelden:

- de persoonlijke gegevens (naam en voornaam);
- het administratief niveau;
- de functie;
- de activiteitsperiode;
- het voorziene bedrag van de subsidie;
- de totale vereffende loonkosten.

- *Werkingskosten*

Voor elke uitgave moet een kopie van de factuur voorgelegd worden. Elke factuur moet aan de begunstigde gericht worden.

Alle kosten die betrekking hebben op de werkingmiddelen moeten vermeld worden in een overzichtstabel waarin de verschillende uitgaven, die tussen 1 januari 2015 en 31 december 2015 verricht moeten zijn, chronologisch en genummerd opgenomen zijn.

- **Artikel 9 - Bezwaren**

Indien het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken na controle van alle stukken lager blijkt te zijn dan het bedrag van de toegekende subsidie, zal de subsidie slechts uitbetaald worden ten belope van de aanvaarde verantwoordingsstukken.

In ieder geval zal elke begunstigde, na de controle van het dossier van de bewijsstukken, een brief ontvangen waarin het definitief toegekende bedrag bevestigd wordt en waarin de begunstigde, binnen de 15 dagen, uitgenodigd wordt een schuldvordering met dit bedrag over te maken. Vanaf de ontvangst van deze brief heeft de begunstigde 15 dagen tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen.

De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na analyse van de argumenten van de begunstigde.

- **Artikel 10 - Verzending van de documenten**

Alle officiële kennisgevingen of mededelingen die moeten plaatsvinden op grond van deze overeenkomst moeten om geldig te zijn door de partijen naar de volgende adressen verstuurd worden:

1. Voor het Gewest

Gewestelijke Overheidsdienst Brussel
 Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Gesubsidieerde Initiatieven
 T.a.v. de heer Michel Van der Stichele, Directeur-generaal
 Kruidtuinlaan 20

1035 Brussel

2. Voor de Begunstigde

College van burgemeester en schepenen van de Gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE
Paul Hymanslaan 2
1200 Sint-Lambrechts-Woluwe

Gedaan en ondertekend te Brussel in 2 exemplaren op ...

Voor het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST,
de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen,
Rudi VERVOORT.

Voor de gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE,
De Gemeentesecretaris,
Patrick LAMBERT.

De Burgemeester,
Olivier MAINGAIN.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
#018/18.04.2016/A/0003#

4. Sécurisation des logements sociaux – Nouvelle convention à conclure avec L’HABITATION MODERNE SCRL (Projet 2007) – Modification de l’objet des travaux – Approbation.
Beveiliging van de sociale woningen – Nieuwe overeenkomst af te sluiten met DE MODERNE WONING CVBA (Project 2007) – Wijziging van het type van de werken – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 06/12/2007 par lequel un subside de 65.691,78 EUR est octroyé à la commune en vue de projets spécifiques de sécurisation des logements sociaux situés sur son territoire ;

Considérant qu'il s'indique de conclure une nouvelle convention avec la SCRL L'HABITATION MODERNE, par laquelle cette dernière s'engage à établir le cahier des charges des travaux de sécurisation qu'elle a envisagé, à attribuer le marché dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur et à assurer leur exécution jusqu'à la réception des travaux, la commune s'obligeant à verser les subsides arrêtés dès production des factures relatives aux travaux réalisés ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016 ;

DECIDE de conclure la nouvelle convention suivante avec la société immobilière de service public située sur son territoire, à savoir la SCRL L'HABITATION MODERNE :

CONVENTION POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE SECURISATION DES LOGEMENTS SOCIAUX (projet 2007)

Entre d'une part, la commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par son Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et de M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, ci-après dénommée la commune,

et d'autre part, la SCRL L'HABITATION MODERNE, Mont-Saint-Lambert 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par M. Pierre-Alexandre de MAERE d'AERTRYCKE, président, Mme Aurélie MELARD, administratrice-déléguée, et M. Jean-Jacques RIFFLART, directeur général, ci-après dénommée la société,

Il est convenu ce que suit :

Dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 06/12/2007 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation de logements sociaux, une subvention de 65.691,78 EUR est accordée à la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

Par décision du Conseil communal du 26/01/2009, le subside accepté par la commune a été réparti entre les S.I.S.P. de Woluwe-Saint-Lambert. Un montant de 47.998,87 EUR est attribué à la SCRL L'HABITATION MODERNE qui est chargée de la réalisation de cette opération, comprenant l'établissement du cahier des charges, l'attribution du marché et son exécution jusqu'à la réception des travaux, dans le respect des dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics.

Par décision du Conseil communal du 18/04/2016, la présente convention a pour objet la réalisation de travaux de sécurisation tels que le placement de sécurisations « physiques » pour les accès aux immeubles. Ces travaux concernent les immeubles avenue Andromède 1 et avenue du Capricorne 218, gérés par la S.I.S.P.

Dès production de la ou des factures afférentes aux travaux de sécurisation, la commune transmet le dossier à la Région en vue d'obtenir des fonds. Une fois le subside liquidé sur le compte de la commune, celle-ci s'engage à verser à la SCRL L'HABITATION MODERNE les montants repris sur la ou les factures à concurrence d'un maximum de 47.998,87 EUR. Au fur et à mesure de l'exécution des travaux repris ci-avant, la société en deviendra propriétaire et elle sera seule à en assurer la garde après la réception provisoire.

Sans préjudice des dispositions contractuelles contraires (cahier des charges...), tous les frais d'entretien, de modification ou de réparation seront à charge de la société à partir de la réception provisoire.

La convention conclue le 26/01/2009 et relative au même subside est abrogée.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le en autant d'exemplaires que de droit.
Chaque partie contractante ayant retiré son original.

Pour la commune,

Le Secrétaire communal,
Patrick LAMBERT.

Le Bourgmestre,
Olivier MAINGAIN.

Pour L'Habitation Moderne,

Le Directeur général,
Jean-Jacques RIFFLART.

L'Administratrice-déléguée,
Aurélie MELARD.

Le Président,
Pierre-Alexandre
de MAERE d'AERTRYCKE.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0004#

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 06/12/2007 waarbij een toelage van 65.691,78 EUR wordt toegekend aan de gemeente voor specifieke beveiligingsprojecten voor de sociale woningen gelegen op haar grondgebied;

Overwegende dat een nieuwe overeenkomst met de CVBA DE MODERNE WONING afgesloten moet worden waarin wordt vermeld dat ze verplicht wordt een bestek betreffende de geplande beveiligingswerken op te stellen, een opdracht met naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen te gunnen en het uitvoeren tot de oplevering van de werken te verzekeren en dat de Gemeente verplicht wordt de besloten subsidies te storten na ontvangst van de facturen van de verbouwingen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST de nieuwe volgende overeenkomst af te sluiten met de openbare vastgoedmaatschappij gelegen op haar grondgebied, met name DE MODERNE WONING CVBA:

OVEREENKOMST VOOR DE UITVOERING VAN BEVEILIGINGSWERKEN VAN DE SOCIALE WONINGEN (project 2007)

Tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door haar College van burgemeester en schepenen in hoofde van dhr. Olivier MAINGAIN, burgemeester en dhr. Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, hierna de gemeente genoemd, enerzijds,

en de CVBA DE MODERNE WONING, Sint-Lambertusberg 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door dhr. Pierre-Alexandre de MAERE d'AERTRYCKE, voorzitter, mw. Aurélie MELARD, afgevaardigde bestuurder en dhr. Jean-Jacques RIFFLART, directeur, hierna de maatschappij genoemd, anderzijds,

Wordt het volgende overeengekomen:

In het kader van het besluit van 06/12/2007 van de Brusselse Regering waarbij er aan de gemeenten een subsidie werd toegekend voor beveiligingsprojecten voor sociale woningen, wordt er aan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe een subsidie van 65.691,78 EUR verleend.

Bij beslissing van de Gemeenteraad van 26/01/2009, werd de verdeling van de subsidies goedgekeurd. Een bedrag van 47.998,87 EUR wordt toegekend aan de CVBA DE MODERNE WONING, die belast is met de uitvoering van deze actie, namelijk het opstellen van het bestek, het gunnen van de opdracht en het uitvoeren tot de oplevering van de werken, met naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten.

Bij besluit van de Gemeenteraad van 18/04/2016, heeft deze overeenkomst de realisatie van beveiligingswerken tot voorwerp, zoals de plaatsing van een "fysieke" beveiliging voor de toegangen tot de gebouwen. Deze werken hebben betrekking op de gebouwen in de Andromedalaan 1 en de Steenboklaan 218, die beheerd worden door de OVM.

Vanaf het opmaken van de factu(u)r(en) voor de beveiligingswerken, maakt de gemeente het dossier over aan het Gewest om fondsen te verkrijgen. Zodra de toelage op de bankrekening van de gemeente gestort is, verbindt deze zich ertoe om sommen vermeld op de factu(u)r(en) over te schrijven naar de CVBA DE MODERNE WONING voor een maximum van 47.998,87 EUR. Uiteraard zal, naarmate de voormelde werken worden uitgevoerd, de maatschappij er eigenaar van worden en zelf instaan voor de bewaking na de voorlopige oplevering.

Zonder afbreuk te doen van de tegenstrijdige contractuele bepalingen (lastenboeken...) zijn alle onderhouds-, wijzigings- of herstellingskosten ten laste van de maatschappij vanaf de voorlopige oplevering.

De overeenkomst die op 26/01/2009 besloten is en betreffende dezelfde subsidie wordt ingetrokken.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe, op in zoveel exemplaren als van rechtswege nodig. Elke contracterende partij heeft zijn origineel exemplaar genomen.

Voor de gemeente,

De Gemeentesecretaris,
Patrick LAMBERT.

De Burgemeester,
Olivier MAINGAIN.

Voor De Moderne Woning,

De Directeur,
Jean-Jacques RIFFLART.

De Afgevaardigde bestuurder,
Aurélie MELARD.

De Voorzitter,
Pierre-Alexandre
de MAERE d'AERTRYCKE.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
#018/18.04.2016/A/0004#

5. Ecole La Charmille – Reconstruction – Adaptation du cahier spécial des charges – Approbation.
School "La Charmille" – Heropbouw – Aanpassing van het bestek – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 10/11/2015 décidant, sous réserve de l'approbation du budget 2016 par le Conseil communal et par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2015-902 et le montant estimé du marché « Reconstruction de l'école La Charmille », les conditions étant fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 6.000.000 EUR TVAC ;
- d'approuver les plans d'exécution, les cahiers spéciaux des charges techniques et les métrés estimatifs rédigés par le bureau d'études B612 ASSOCIATES ;
- de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché ;
- de solliciter les subventions prévues pour le projet auprès du Ministère de la Région bruxelloise, de Bruxelles Environnement et du FBSEOS de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- de financer cette dépense par le crédit qui sera prévu à l'article 72200/722-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 ;
- de s'engager à assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié durant 5 ans comme décrit dans le programme d'entretien et d'engager les montants nécessaires au budget ordinaire ;

Considérant que ce dossier a été approuvé par Bruxelles Pouvoirs Locaux le 18/12/2015 par expiration du délai ;

Considérant que différentes observations ont néanmoins été faites par ce dernier ;

Considérant que le cahier spécial des charges administratif a été adapté en ce sens ;

Considérant que le bureau d'études a été amené à corriger quelques erreurs matérielles dans le cahier spécial des charges technique ;

Considérant que ceci ne modifie en rien l'objet du marché ;

Considérant dès lors qu'il convient d'approuver le cahier spécial des charges corrigé ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 17/03/2016 ;

DECIDE :

- d'approover le cahier spécial des charges corrigé relatif au marché public pour la reconstruction de l'école La Charmille.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0005#

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 10/11/2015 waarbij besloten wordt, onder voorbehoud van goedkeuring van de buitengewone begroting 2016 door de Gemeenteraad en door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2015-902 en de raming voor de opdracht "Heropbouw van de school "La Charmille"": de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 6.000.000 EUR BTWI;
- de uitvoeringsplannen, de technische bestekken en de ramingen opgemaakt door het studiebureau B612 ASSOCIATES goed te keuren;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de open aanbesteding;
- de voorziene subsidies aan te vragen voor het project aan het Ministerie van het Brussels Gewest, aan Leefmilieu Brussel en aan de FBSEOS van de "Fédération Wallonie-Bruxelles";
- de uitgave voor deze opdracht te voorzien op artikel 72200/722-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016;
- er zich toe te verbinden het gesubsidieerde goed te onderhouden en te beheren gedurende 5 jaar zoals beschreven in het onderhoudsprogramma en de nodige bedragen in de gewone begroting in te schrijven.

Overwegende dat dit dossier goedgekeurd werd door Brussel Plaatselijke Besturen op datum van 18/12/2015 door het verstrijken van de termijn;

Overwegende dat er desalniettemin verschillende opmerkingen werden gemaakt door deze laatste;

Overwegende dat het administratief bestek in die zin werd aangepast;

Overwegende dat het studiebureau bijgevolg enkele materiele fouten verbeterd heeft in het technisch bestek;

Overwegende dat dit geenszins het voorwerp van de opdracht verandert;

Overwegende dientengevolge dat het verbeterd bestek goedgekeurd moet worden;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 17/03/2016;

BESLIST:

- het verbeterd bestek betreffende de overheidsopdracht voor de heropbouw van de school "La Charmille" goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/18.04.2016/A/0005#

6. Points soumis pour dépense et information :
Punten voorgelegd ter uitgave en inlichting:

6.1. Complexe sportif Poséidon – Nouveaux capteurs – Installation.
Sportcomplex Poseidon – Nieuwe sensoren – Installatie.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande de la division Bâtiments, il s'indique de procéder l'installation de nouveaux capteurs permettant la prise d'échantillons d'eau dans le bac tampon situé entre la grande cuve et le bassin d'apprentissage du complexe sportif Poséidon ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande de la division Bâtiments, il s'indique de procéder l'installation de nouveaux capteurs permettant la prise d'échantillons d'eau dans le bac tampon situé entre la grande cuve et le bassin d'apprentissage du complexe sportif Poséidon ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 § 1-1° a) ;

Vu l'arrêté royal du 15/07/2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 § 1-4° et 110 ;

Considérant que le montant de la dépense globale s'élève à 4.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée constatée sur simple facture acceptée ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense à l'article 76420/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 ;

Vu les articles 234 alinéa 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de marquer son accord sur l'installation de nouveau capteurs permettant la prise d'échantillons d'eau dans le bac tampon situé entre la grande cuve et le bassin d'apprentissage du complexe sportif Poséidon par la firme ENGIE COFELY, boulevard du Roi Albert II 30 – WTC 1 boîte 28 à 1000 Bruxelles, en application des articles 26 § 1-1° a) de la loi du 15/06/2006, 105 § 1-4° et 110 de l'arrêté royal du 15/07/2011 et 234 alinéa 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense globale de 4.500 EUR TVAC, à inscrire à l'article 76420/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0006#

7. Médiateur communal – Rapports d'activités 2013, 2014 et 2015 – Information.
Gemeentebemiddelaar – Activiteitenverslagen 2013, 2014 en 2015 – Inlichting.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale et l'article 23 du règlement portant le code communal de la participation approuvé par le Conseil communal le 24/11/2008 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/03/2016 ;

PREND CONNAISSANCE du rapport d'activités 2013 du médiateur communal.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0007#

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet en artikel 23 van het reglement betreffende de gemeentelijke participatiecode goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24/11/2008;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/03/2016;

NEEMT KENNIS van het activiteitenverslag 2013 van de gemeentebemiddelaar.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
#018/18.04.2016/A/0007#

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale et l'article 23 du règlement portant le code communal de la participation approuvé par le Conseil communal le 24/11/2008 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/03/2016 ;

PREND CONNAISSANCE du rapport d'activités 2014 du médiateur communal.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0008#

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet en artikel 23 van het reglement betreffende de gemeentelijke participatiecode goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24/11/2008;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/03/2016;

NEEMT KENNIS van het activiteitenverslag 2014 van de gemeentebemiddelaar.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/18.04.2016/A/0008#

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale et l'article 23 du règlement portant le code communal de la participation approuvé par le Conseil communal le 24/11/2008 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/03/2016 ;

PREND CONNAISSANCE du rapport d'activités 2015 du médiateur communal.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0009#

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet en artikel 23 van het reglement betreffende de gemeentelijke participatiecode goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24/11/2008;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/03/2016;

NEEMT KENNIS van het activiteitenverslag 2015 van de gemeentebemiddelaar.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/18.04.2016/A/0009#

M. IDE quitte la séance.

Dhr. IDE verlaat de vergaderzaal.

8. Ruches – Convention – Approbation.
Bijenkorven – Overeenkomst – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il existe une demande d'apiculteurs pour l'installation de ruchers sur le territoire de la commune ;

Considérant que les abeilles sont un maillon essentiel de la biodiversité : elles assurent la pollinisation et se révèlent être un très bon indicateur de biodiversité ;

Considérant qu'il est donc de l'intérêt public d'assurer la pérennité de colonies dans la commune ;

Considérant que l'ASBL SRABE (Société royale d'apiculture de Bruxelles et environs), ASBL active et reconnue dans le secteur, se propose d'encadrer et d'apporter son expertise en vue de la création de nouveaux ruchers ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016 ;

DECIDE d'approuver la conclusion de la convention reprise ci-dessous :

CONTRAT D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE POUR L'INSTALLATION DE RUCHERS

Contact : cellule environnement

Tél. : + 32 (0)2

Fax : + 32 (0)2 3.....

E-mail :

ENTRE :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de Mme Michèle NAHUM, échevine des Propriétés communales et du Logement et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 18/04/2016, ci-après dénommée « la commune »,

ET :

La Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs, en abrégé SRABE ASBL, BCE 0414.816.441, représentée par deux de ses représentants, dont le siège social est fixé rue au Bois 365B bte 19 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, ci-après dénommée « la SRABE »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

Le présent contrat a pour objet l'occupation à titre précaire des emplacements suivants pour l'installation de ruchers (trois ruches maximum par site) :

- Ancien cimetière, avenue du dernier repos
- Nouveau cimetière, Wezembeek-Oppem
- Parc de Roodebeek, dans le nouvel enclos des chèvres
- Toit de l'hôtel communal
- Toit du centre sportif Poséidon
- Ancien site du Moulin à vent
- Stade communal, toitures des vestiaires et zone boisée de la piste vita
- Serres communales.

Cette occupation est consentie, à titre gratuit, dans le but exclusif d'exercer une activité apicole à vocation sociale, éducative et environnementale, et à l'exception de tout but lucratif.

En contrepartie, la SRABE s'engage à ce que l'occupant qu'elle désignera participe aux événements organisés par la commune.

Article 2 - Conditions

L'occupation est consentie aux conditions suivantes :

- Installation d'un rucher de maximum trois colonies d'abeilles par site.
- L'emplacement précis des installations sera déterminé de commun accord avec le(s) délégué(s) de la commune avant le placement des infrastructures. La SRABE se conformera et engagera les apiculteurs désignés à se conformer aux instructions techniques qui seraient imposées dans ce cadre. Dans un délai d'une semaine après la première occupation de chaque lieu, un inventaire des équipements installés sera communiqué par la SRABE.

La SRABE doit impérativement s'assurer que l'occupant de chaque site :

- s'adapte au contexte général du site ;
- s'adapte aux instructions données par la commune ou son délégué ou par ses représentants en charge de la gestion du site. Le rucher ne peut en aucun cas gêner ni les riverains, ni les usagers, ni les opérations d'entretien ou de gestion du site ;
- respecte les normes légales relatives aux distances minimales entre les ruchers et les habitations avoisinantes ;
- effectue le travail en « bon père de famille » selon la notion consacrée reprise au code civil et la jurisprudence ;
- effectue le travail selon les prescriptions du « Guide de bonne pratique apicole » de l'AFSCA ;
- enregistre ses ruches auprès de l'AFSCA ;
- utilise des abeilles et des reines sélectionnées pour leur douceur.

Il est expressément convenu que la présente occupation n'est, et ne sera en aucun cas, régie par quelque disposition ou réglementation que ce soit, générale ou particulière, applicable notamment en matière de bail, et plus particulièrement de bail à ferme.

Cette disposition est essentielle du consentement des parties. Celles-ci déclarent disposer de toutes les informations juridiques et administratives permettant d'apprécier les conséquences de leurs engagements respectifs.

Les parties renoncent à invoquer toute erreur de droit ou de fait liée directement ou indirectement au caractère de leurs relations ; elles renoncent pareillement à invoquer toute disposition en matière de dépôt, de bail ou de prêt.

Article 3 - Respect de la législation

La SRABE s'assure que les textes légaux en vigueur, notamment l'ordonnance du 05/06/1997 relative aux permis d'environnement de classe 2, et l'ordonnance du 01/04/2004 relative à la restriction de l'usage des pesticides en Région bruxelloise soient respectés.

Article 4 - Durée

La présente convention est valable pour une période de trois ans prenant cours le premier du mois qui suit la date de sa signature.

Pour ce qui concerne le site du toit du centre sportif du Poséidon, l'entrée en vigueur est postposée jusqu'après la fin des travaux d'isolation et de réfection de la toiture par la commune. La durée conventionnelle d'occupation est réduite d'autant et celle-ci expirera à la même date que pour les autres sites.

La convention pourra toutefois être prolongée par période de trois ans au-delà de la période initiale. Tout renouvellement d'occupation doit être demandé par lettre recommandée envoyée au Collège des bourgmestre et échevins, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, au moins trois mois avant l'expiration du premier terme de trois ans ou des périodes trisannuelles successives.

Chaque partie peut mettre fin à la présente convention à tout moment moyennant un préavis de trois mois adressé par envoi recommandé à la poste.

Article 5 – Sélection des apiculteurs

La SRABE sélectionnera les apiculteurs en charge de chaque site. Elle prévoira une convention d'occupation qu'elle signera avec chacun d'eux.

La SRABE donnera priorité lors de sa sélection des apiculteurs, dans l'ordre suivant, aux :

- 1) habitants la commune de Woluwe-Saint-Lambert,
- 2) personnes exerçant une activité professionnelle sur le territoire de la commune.

Les personnes sélectionnées devront être en possession du certificat d'apiculteur diplômé.

Article 6 - Entretien

La SRABE s'assurera que les différents ruchers soient entretenus en accord avec les directives données par la commune ou son délégué ou par ses représentants en charge de la gestion du site et de manière à ce qu'ils présentent toujours un aspect soigné. Les arbres présents sur le terrain, les haies et les clôtures qui le ceignent, sont entretenus aux frais de la commune.

Tous travaux d'amélioration aux installations peuvent en tout temps être effectués moyennant l'accord préalable et écrit de la commune.

Article 7 - Responsabilité

Pendant toute la durée de la convention, la SRABE est tenue de s'assurer que chaque occupant ait contracté une assurance couvrant son activité et qu'il déclare renoncer sans réserve à tout recours contre la commune sur la base de la responsabilité civile contractuelle ou extracontractuelle du code civil pour les dommages matériels qui pourraient en résulter.

La commune décline toute responsabilité en cas d'accidents ou de dommages causés à des tiers par le fait des installations apicoles.

Article 8 - Contrôle

Les représentants de la commune pourront en tout temps contrôler la bonne exécution de la convention sans devoir en justifier la raison, et auront pour ce faire libre accès aux sites.

Les coordonnées de la SRABE et de l'occupant (adresse et téléphone) devront toujours être affichées sur chaque site concédé ainsi qu'un panneau d'information dont le contenu sera préalablement approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins.

Article 9 – Expiration et résiliation du contrat

A l'expiration de la période d'occupation du contrat, en cas de retrait, de résiliation du contrat ou pour quelque cause que ce soit, la SRABE s'assurera que les sites soient remis dans leur pristin état conformément à l'état des lieux visé à l'article 11.

A défaut de ce faire, cette remise en état pourra être effectuée d'office par la commune, aux frais, risques et périls de la SRABE.

Sans préjudice de la réparation des dommages qui pourraient en résulter, toute contravention à l'une des dispositions de la présente convention entraînera sa résiliation de plein droit après un préavis d'un mois courant à partir de la date du constat concrétisé par l'envoi d'un simple courrier à l'adresse de la SRABE. Aucune indemnité de rupture ne pourra être réclamée.

Article 10 - Cession et exclusivité

La SRABE ne pourra céder ses droits sans le consentement préalable, exprès et écrit de la commune.

La visibilité de la SRABE (logo et nom) sera assurée sur tous types de supports en cas de communication à propos des ruchers.

Article 11 – Etat des lieux

Un procès-verbal constatant l'état des lieux est dressé pour chaque site, contradictoirement, par la commune et la SRABE dès signature du présent contrat d'occupation (sauf pour le toit du centre sportif Poséidon pour lequel on attendra la fin des travaux d'isolation et de réfection de la toiture par la commune).

Article 12 – Droit applicable – Litiges

Le présent contrat est soumis au droit belge. Tout litige relatif à ce contrat relève de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le

Pour la SRABE,

Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert,

Le Secrétaire communal,

Par délégation,
L'Echevine des Propriétés
communales et du Logement,

Patrick LAMBERT

Michèle NAHUM

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0010#

DE RAAD,

Overwegende dat er een vraag van imkers bestaat om bijenkorven op het grondgebied van de gemeente te plaatsen;

Overwegende dat bijen een onmisbare schakel van de biodiversiteit zijn: ze zorgen voor bestuiving en zijn een zeer goede graadmeter van de biodiversiteit;

Overwegende dat het dus in het algemeen belang is om ervoor te zorgen dat de bijenpopulatie in de gemeente de winters overleeft;

Overwegende dat de vzw SRABE ("Société royale d'apiculture de Bruxelles et environs" ofwel Koninklijke imkervereniging voor Brussel en omgeving), een vzw die erg gekend en actief is in deze sector, haar kennis ter zake wil bijdragen voor de inplanting van nieuwe bijenkorven;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

BESLIST de volgende overeenkomst goed te keuren:

TIJDELIJKE GEBRUIKSOVEREENKOMST VOOR DE PLAATSING VAN BIJENKORVEN

Contact: cel leefmilieu

Tel.: + 32 (0)2

Fax: + 32 (0)2 3.....

E-mail:

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van Mw Michèle NAHUM, schepenen voor Gemeente-eigendommen en Huisvesting, en dhr. Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18/04/2016, hierna "de gemeente" genoemd,

EN:

La Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs, afgekort SRABE ASBL, ondernemingsnummer 0414.816.441, vertegenwoordigd door haar twee vertegenwoordigers, waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is in de Bosstraat 365B bus 19 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, hierna "SRABE" genoemd,

Wordt er het volgende overeengekomen:**Artikel 1 – Doel**

Deze overeenkomst heeft tot doel het gebruik tot wederopzegging van de volgende plaatsen voor het inplanten van bijenkorven (maximaal drie korven per site):

- Gewezen begraafplaats, Laatste Rustlaan
- Nieuwe begraafplaats, Wezembeek-Oppem
- Roodebeekpark, in de nieuwe geitenafspanning
- Dak van het gemeentehuis
- Dak van sportcentrum Poseidon
- Gewezen site van de Windmolen
- Gemeentestadion, daken van de vestiaires en beboste zone van het gezondheidsparcours
- Gemeenteserres.

Dit gebruik wordt gratis toegestaan met als exclusieve bedoeling om er een imkeractiviteit te ontwikkelen met een sociale, educatieve en milieuvriendelijke inslag en met uitsluiting van enig winstoogmerk.

Als tegenprestatie verbindt SRABE zich ertoe om de gebruiker die zij zal aanduiden af te vaardigen om deel te nemen aan de evenementen die door de gemeente georganiseerd worden.

Artikel 2 – Voorwaarden

Het gebruik van de plaatsen wordt onder volgende voorwaarden toegestaan:

- De installatie van een bijenstal met maximaal drie bijenkolonies per site.
- De precieze plaats voor de inplanting wordt in onderlinge overeenstemming met de afgevaardigde(n) van de gemeente bepaald voor de infrastructuur worden geplaatst. De SRABE, en de imkers die door haar worden aangeduid, zullen zich richten naar de technische instructies die in het kader hiervan worden opgelegd. De SRABE zal binnen een termijn van een week na de eerste bezetting van iedere plek een inventaris overhandigen van de geplaatste uitrusting.

De SRABE moet zich er absoluut van vergewissen dat de gebruiker van iedere site:

- zich aan de algemene context van de omgeving aanpast;
- zich aanpast aan de instructies die gegeven worden door de gemeente of haar afgevaardigde of haar vertegenwoordigers die belast zijn met het beheer van de site. De bijenstal mag in geen geval de omwonenden of de gebruikers, noch het onderhoud of het beheer van de site hinderen;
- de wettelijke normen betreffende de minimumafstand tussen de bijenstallen en de nabijgelegen woningen naleeft;
- de site beheert als "goede huisvader" zoals dit begrip vermeld staat in het Burgerlijk Wetboek en inde rechtspraak;
- zijn werk verricht volgens de richtlijnen van de "Gids voor goede imkerpraktijken" van het FAVV;

- zijn bijenkorven bij het FAVV registreert;
- bijen en koninginnen gebruikt die geselecteerd werden op hun zachte aard.

Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat onderhavige overeenkomst niet geregeld wordt, noch zal worden, door welke bepaling of regelgeving dan ook, algemeen of meer bepaald, die van toepassing is op het gebied van huurovereenkomsten, en meer bepaald pachtovereenkomsten.

Deze bepaling is essentieel voor de toestemming der beide partijen. Deze verklaren over alle nodige juridische en administratieve informatie te beschikken om de gevolgen van hun wederzijdse verbintenissen te kunnen inschatten.

Beide partijen verzaken aan de mogelijkheid om zich te beroepen op een dwaling in rechte of in feite die rechtstreeks of onrechtstreeks te maken zou hebben met de aard van hun relatie; ze verzaken ook aan de mogelijkheid om zich te beroepen op iedere beschikking betreffende bewaring, huur of lening.

Artikel 3 - Naleven van de wet

De SRABE verzekert zich ervan dat de bestaande wetteksten, meer bepaald de ordonnantie van 05/06/1997 betreffende de milieuvergunningen van klasse 2 en de ordonnantie van 01/04/2004 betreffende de beperking van het gebruik van pesticiden in het Brussels Gewest, nageleefd worden.

Artikel 4 - Looptijd

Deze overeenkomst is geldig voor een periode van drie jaar die start op de eerste dag van de maand die volgt op de ondertekening ervan.

Wat de site op het dak van de Poseidon betreft, wordt de inwerkingtreding uitgesteld tot na het einde der isolatiewerken en de heraanleg van het dak door de gemeente. De overeengekomen bezettingstijd wordt met evenveel tijd verminderd en loopt op het zelfde ogenblik af als op de andere sites.

Deze overeenkomst kan echter, na de eerste periode, telkens verlengd worden met periodes van drie jaar. Iedere hernieuwing van bezetting moet worden aangevraagd d.m.v. een aangetekend schrijven dat verstuurd moet worden naar het College van burgemeester en schepenen, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, en dit ten minste drie maanden voor het verlopen van de eerste termijn van drie jaar of van de daaropvolgende driejarige termijnen.

Beide partijen mogen, mits een vooropzeg van drie maanden die via een aangetekend schrijven per post betekend wordt, deze overeenkomst op ieder ogenblik opzeggen.

Artikel 5 - Selectie der imkers

De SRABE zal de imkers selecteren die iedere site zullen beheren. Ze zal een gebruiksovereenkomst voorzien die ze met ieder van hen zal aangaan.

De SRABE zal tijdens de selectie van de imkers in de volgende volgorde voorrang geven aan:

- 1) inwoners van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe,
 - 2) personen die een beroepsactiviteit uitoefenen op het grondgebied van de gemeente.
- De geselecteerde personen zullen in het bezit moeten zijn van het attest van gediplomeerd imker.

Artikel 6 - Onderhoud

De SRABE verzekert zich ervan dat de verschillende bijenstallen onderhouden worden in overeenstemming met de richtlijnen die verstrekt worden door de gemeente, haar afgevaardigde of haar vertegenwoordigers die belast zijn met het beheer van de site en zo dat ze steeds een verzorgde aanblik vertonen. De bomen op het terrein, en de hagen en omheining errond, worden onderhouden op kosten van de gemeente.

Er mogen steeds werken uitgevoerd worden om de installaties te verbeteren, mits voorafgaande schriftelijke toestemming van de gemeente.

Artikel 7 - Verantwoordelijkheid

De SRABE moet zich er tijdens de hele duur van de overeenkomst van vergewissen dat iedere gebruiker een verzekering heeft afgesloten die zijn activiteit dekt en dat hij verklaart te verzaken aan ieder beroep tegen de gemeente op basis van de contractuele of buitencontractuele burgerlijke aansprakelijkheid van het Burgerlijk Wetboek voor materiële schade die erdoor kan ontstaan.

De gemeente wijst alle verantwoordelijkheid af voor ongevallen of schade die aan derden berokkend worden door de geplaatste bijenteeltinstallaties.

Artikel 8 - Controle

De vertegenwoordigers van de gemeente kunnen op ieder ogenblik de goede uitvoering van de overeenkomst controleren zonder hiervoor verantwoording te moeten afleggen en zullen vrije toegang hebben tot de sites.

De gegevens van de SRABE en van de gebruiker (adres en telefoon) moeten op iedere, in concessie gegeven site worden aangeplakt evenals een informatiebord waarvan de inhoud vooraf door het College van burgemeester en schepenen zal worden goedgekeurd.

Artikel 9 - Beëindiging en verbreking van het contract

Bij het beëindigen van de overeengekomen gebruikstermijn, in geval van terugtrekking, ontbinding van het contract of welke reden dan ook, zal de SRABE zich ervan vergewissen dat de sites in hun oorspronkelijke staat worden hersteld in overeenstemming met de plaatsbeschrijving vermeld in artikel 11.

Indien dit niet gebeurt, kan de gemeente de site in zijn oorspronkelijke staat herstellen op kosten en voor risico van de SRABE.

Zonder afbreuk te doen aan de vergoeding van de schade die erdoor veroorzaakt kan worden, zal iedere overtreding van een van de bepalingen in deze overeenkomst leiden tot de ontbinding van rechtswege ervan na een vooropzeg van een lopende maand vanaf de datum van de vaststelling van de overtreding door middel van een eenvoudig schrijven dat aan de SRABE geadresseerd wordt. Er zal geen enkele verbrekingsvergoeding geëist kunnen worden.

Artikel 10 - Afstand en exclusiviteit

Tenzij voorafgaande schriftelijke toestemming van de gemeente zal de SRABE zijn rechten niet kunnen overdragen.

De SRABE zal zichtbaar (logo en naam) vermeld staan op alle soorten dragers bij alle communicatie over de bijenstallen.

Artikel 11 - Plaatsbeschrijving

Zodra deze gebruiksovereenkomst getekend wordt, wordt er door de gemeente en de SRABE voor iedere site een tegensprekelijk proces-verbaal opgesteld waarbij de staat van de plaats beschreven wordt (behalve voor het dak van het sportcentrum Poseidon waarvoor men het einde der isolatiewerken en de heraanleg van het dak door de gemeente zal afwachten).

Artikel 12 - Geldende wetgeving - Betwistingen

Deze overeenkomst is onderworpen aan het Belgisch Recht. Iedere betwisting betreffende dit contract valt onder de exclusieve bevoegdheid van de Brusselse rechtbanken.

Gedaan te Brussel, in twee exemplaren, op

Voor de SRABE,

Voor de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe,

De Gemeentesecretaris,

In opdracht,
De Schepen voor Gemeente-eigendommen
en Huisvesting,

Patrick LAMBERT

Michèle NAHUM

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeente van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/18.04.2016/A/0010#

M. IDE rentre en séance.

Dhr. IDE komt de vergaderzaal terug binnen.

9. Association des commerçants de la Rive droite de la Woluwe – Subside – Octroi – Approbation.
“Association des commerçants de la Rive droite de la Woluwe” – Subsidie – Toekenning –
Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu la lettre de l'Association des commerçants de la Rive droite de la Woluwe du 06/01/2016, demandant l'autorisation de pouvoir organiser sa braderie et sa brocante annuelle le 05/06/2016 et d'obtenir un subside de la commune ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 03/03/2016 autorisant l'organisation de cet événement ainsi que le prêt de matériel ;

Vu les crédits prévus au budget 2016, à l'article 52003/332-02, intitulé « Subsidies aux associations de commerçants - animations et événements », pour un montant total de 10.000 EUR ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016 ;

DECIDE :

de verser une subvention de 500 EUR, inscrite à l'article 52003/332-02/2873 du budget 2016, au compte n° BE85 3300 9360 0206 de l'Association des commerçants de la Rive droite de la Woluwe, rue des Déportés 21 en c/c, pour l'organisation de la braderie et de la brocante annuelle.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0011#

10. Cultes – Budgets – Avis.
Erediensten – Begrotingen – Advies.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu la modification budgétaire pour l'exercice 2015 de la Fabrique d'église du Divin Sauveur soumise à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse, située sur la commune de Schaerbeek, s'étend sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'après cette modification budgétaire n° 1, le budget reste en équilibre, sans aucune intervention des communes concernées ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016;

DECIDE :

d'émettre un avis favorable sur la modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2015 de la Fabrique d'église du Divin Sauveur qui est présenté en équilibre sans intervention des communes de Schaerbeek et Woluwe-Saint-Lambert, comme suit :

Recettes : 34.428,93 EUR
 Dépenses : 34.428,93 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
 #018/18.04.2016/A/0012#

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de begrotingswijziging voor het dienstjaar 2015 van de Kerkfabriek van de Goddelijke Zaligmaker, die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie, gelegen te Schaarbeek, zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat na deze begrotingswijziging nr. 1 de begroting in evenwicht blijft zonder tussenkomst van de betrokkene gemeenten;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

BESLIST:

een gunstig advies te geven over de begrotingswijziging nr. 1 voor het dienstjaar 2015 van de Kerkfabriek van de Goddelijke Zaligmaker, die in evenwicht wordt voorgesteld zonder gemeentelijke tussenkomst, zoals volgt:

Ontvangsten:	34.428,93 EUR
Uitgaven:	34.428,93 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
#018/18.04.2016/A/0012#

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget pour l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Protestante Evangélique de Bruxelles-Woluwe, soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que ce budget est présenté en boni de 90 EUR, sans aucune intervention financière des communes concernées ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016 ;

DECIDE :

d'émettre un avis favorable sur le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Protestante Evangélique de Bruxelles-Woluwe, qui est clôturé en boni de 90 EUR, sans aucune intervention financière des communes, comme suit :

Recettes :	14.800 EUR
Dépenses :	14.710 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0013#

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek van de Protestantse Evangelische Kerk van Brussel-Woluwe;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe;

Overwegende dat deze begroting met een batig saldo van 90 EUR voorgesteld wordt, zonder financiële tussenkomst van de betrokkene gemeenten;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

BESLIST:

een gunstig advies te geven over de begroting voor het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek van de Protestantse Evangelische Kerk van Brussel-Woluwe, die met een batig saldo van 90 EUR wordt voorgesteld zonder financiële tussenkomst van de gemeenten, zoals volgt:

Ontvangsten : 14.800 EUR
Uitgaven: 14.710 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
#018/18.04.2016/A/0013#

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget pour l'exercice 2016 de la Fabrique d'église Notre Dame de l'Assomption, soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire de la commune ;

Considérant que ce budget est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016 ;

DECIDE :

d'émettre un avis favorable sur le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique d'église Notre Dame de l'Assomption, qui est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune, comme suit :

Recettes : 30.425 EUR

Dépenses : 30.425 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0014#

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart, die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat deze begroting in evenwicht voorgesteld wordt, zonder tussenkomst van de gemeente;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

BESLIST:

een gunstig advies te geven over de begroting voor het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart, die in evenwicht wordt voorgesteld zonder tussenkomst van de gemeente, zoals volgt:

Ontvangsten: 30.425 EUR

Uitgaven: 30.425 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
#018/18.04.2016/A/0014#

11. Points soumis pour dépense et information :
Punten voorgelegd ter uitgave en inlichting:

11.1. Serres communales – Bacs d'orangerie – Acquisition.
Gemeentelijke serres – Bloembakken voor serres – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir quatre bacs d'orangerie en remplacement de 4 bacs usagés ;

Vu les articles 234 al. 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/03/2016 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir quatre bacs d'orangerie en remplacement de 4 bacs usagés ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 § 1-1° a) ;

Vu l'arrêté royal du 15/07/2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 § 1-4° et 110 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.000 EUR (21 % TVAC) ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée constatée sur simple facture acceptée ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense à l'article 42100/741-52 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 ;

Vu les articles 234 al. 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation du budget 2016 par l'autorité de tutelle :

- de marquer son accord sur l'acquisition de 4 bacs d'orangerie auprès de la firme VAN WETTER, rue du Noyer 175 à 1000 Bruxelles, seule des 3 firmes consultées à avoir remis prix, aux conditions de son offre du 22/01/2016 d'un montant de 5.908,43 EUR (21 % TVAC), en application des articles 26 § 1-1° a) de la loi du 15/06/2006, 105 § 1-4° et 110 de l'arrêté du 15/07/2011 et 234 al. 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 5.908,43 EUR TVAC, à inscrire à l'article 42100/741-52 du budget extraordinaire 2016 ;
- de financer cette dépense par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0015#

12. Caisse communale – Procès-verbal de vérification du 1^{er} trimestre 2016 – Communication.
Gemeentekas – Proces-verbaal van verificatie van het 1e trimester 2016 – Mededeling.

LE CONSEIL,

Vu le procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal du 1^{er} trimestre 2016, établi le 29/03/2016 par le receveur communal ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016 ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal pour le 1^{er} trimestre 2016.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0016#

DE RAAD,

Gelet op het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger van het 1e trimester 2016 opgesteld op 29/03/2016 door de gemeenteontvanger;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

NEEMT KENNIS van het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger voor het 1e trimester 2016.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
#018/18.04.2016/A/0016#

13. Budget communal 2015 – Modification 51 – Approbation.
Gemeentebegroting 2015 – Wijziging 51 – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2015, ainsi que les modifications n^{os} 1, 3 et 5 qui ont été apportées au service ordinaire ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 20/10/2005 modifiant les articles 10, 14, 19, 21, 23 et 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'arrêté ministériel du 20/10/2005 modifiant l'arrêté ministériel du 30/10/1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il s'impose de modifier certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à un même groupe fonctionnel et à un même groupe économique ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016 ;

DECIDE :

le budget ordinaire de l'exercice 2015 est modifié conformément aux indications annexées et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES MODIFICATION N° 51			

Selon la présente délibération			

	Recettes 1	Dépenses 2	Soldes 3

PRECEDENTE MODIFICATION	113.616.408,32	112.131.206,24	1.485.202,08
AUGMENTATION DES CREDITS		5.248.725,43	-5.248.725,43
DIMINUTION DES CREDITS		5.248.725,43	5.248.725,43

NOUVEAU RESULTAT	113.616.408,32	112.131.206,24	1.485.202,08

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0017#

DE RAAD,

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2015 alsook de wijzigingen nr. 1, 3 en 5 die werden aangebracht aan de gewone dienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 20/10/2005 tot wijziging van de artikelen 10, 14, 19, 21, 23 en 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het ministerieel besluit van 20/10/2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30/10/1990 tot uitvoering van artikel 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op een zelfde functionele groep en een zelfde economische groep, te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

BESLIST:

de gewone begroting van het dienstjaar 2015 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage en het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabel:

BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN WIJZIGING NR. 51			

Volgens deze beslissing			
	Ontvangsten 1	Uitgaven 2	Saldo 3

VOORGAANDE WIJZIGING	113.616.408,32	112.131.206,24	1.485.202,08
VERHOGING DER KREDIETEN		5.248.725,43	-5.248.725,43
VERMINDERING DER KREDIETEN		5.248.725,43	5.248.725,43

NIEUW RESULTAAT	113.616.408,32	112.131.206,24	1.485.202,08

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/18.04.2016/A/0017#

14. Gemeentelijk Nederlandstalig onderwijs – Vertegenwoordiging algemene vergadering OVSG – Mandataris – Aanduiding – Goedkeuring.
Enseignement communal néerlandophone – Représentation à l'assemblée générale OVSG – Mandataire – Désignation – Approbation.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 19/06/1991 om toe te treden tot het Onderwijssecretariaat van Steden en Gemeenten met het oog op de kwaliteitsvolle uitbouw van het gemeentelijk Nederlandstalig onderwijs;

Gelet op artikel 5 lid 3 van de statuten van het Onderwijssecretariaat van Steden en Gemeenten betreffende de vertegenwoordiging van de gemeenten in de algemene vergadering van OVSG;

Overwegende dat de mandataris aangeduid door het schoolbestuur minstens de hoedanigheid van gemeenteraadslid moet hebben;

Overwegende dat het aangewezen was om de schepen van Onderwijs aan te duiden;

Overwegende dat mw. Monique LOUIS, toenmalig schepen van Onderwijs, aangeduid werd als afgevaardigde van de gemeente in de algemene vergadering van OVSG;

Overwegende dat mw. Monique LOUIS sinds 01/10/2015 haar schepenambt heeft neergelegd en dat het aangewezen is in haar vervanging te voorzien;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

DUIDT AAN, unaniem:

- dhr. Xavier LIENART, schepen van Nederlandstalig Onderwijs, wonende t/g, Kapellaan 60A, als mandataris in de algemene vergadering van het Onderwijssecretariaat van Steden en Gemeenten, met ingang van 01/10/2015 en voor een termijn die verstrijkt bij de volledige vernieuwing van de Gemeenteraad in 2018;

Deze beraadslaging zal, ter kennisgeving, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

#018/18.04.2016/A/0018#

15. Gemeentelijke lagere en kleuterscholen van het Nederlands taalstelsel – Vertegenwoordiging scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” – Leden afvaardiging schoolbestuur – Aanduiding – Goedkeuring.
Ecoles communales primaires et maternelles néerlandophones – Représentation au
« Scholengemeenschap Grootbos-aan-Zee » – Membres du Pouvoir organisateur – Désignation – Approbation.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 02/06/2014 waarbij de overeenkomst inzake de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” goedgekeurd werd voor de periode van 2014-2020;

Overwegende dat het beheerscomité van de scholengemeenschap bestaat uit een lid van het schepencollege van elk schoolbestuur en een vervangend lid met hetzelfde mandaat ingeval van afwezigheid van het effectief lid;

Overwegende dat mw. Monique LOUIS, toenmalig schepen van Onderwijs, in zitting van 02/06/2014, aangeduid werd als effectief lid van het beheerscomité van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” en dhr. Xavier LIENART als vervangend lid;

Overwegende dat mw. Monique LOUIS sinds 01/10/2015 haar schepenambt heeft neergelegd en dat het aangewezen is om dhr. Xavier LIENART, schepen van Nederlandstalig Onderwijs, aan te duiden als effectief lid van de scholengemeenschap;

Overwegende dat er een nieuw vervangend lid moet aangeduid worden met hetzelfde mandaat ingeval van afwezigheid van dhr. Xavier LIENART;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

DUIDT AAN, unaniem:

- dhr. Xavier LIENART, schepen van Nederlandstalig Onderwijs, als effectief lid van het beheerscomité van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee”, en
- mw. Ariane CALMEYN, gemeenteraadslid, als plaatsvervangster.

Deze aanduidingen nemen ingang van 01/10/2015 voor een termijn die verstrijkt bij de volledige vernieuwing van de Gemeenteraad in 2018;

Deze beraadslaging zal, ter kennisgeving, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

#018/18.04.2016/A/0019#

16. Gemeentelijke lagere en kleuterscholen van het Nederlands taalstelsel – Vertegenwoordiging re-affectatiecommissie van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” – Leden afvaardiging schoolbestuur – Aanduiding – Goedkeuring.
Ecoles communales primaires et maternelles néerlandophones – Représentation à la commission de réaffectation du « Scholengemeenschap Grootbos-aan-Zee » – Membres du Pouvoir organisateur – Désignation – Approbation.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 17/11/2014 waarbij het huishoudelijk reglement van de re-affectatiecommissie van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” goedgekeurd werd;

Overwegende dat elk schoolbestuur van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” een werkend en een plaatsvervangend lid moet aanduiden;

Overwegende dat mw. Monique LOUIS, toenmalig schepen van Onderwijs, aangeduid werd als effectief vertegenwoordiger van de re-affectatiecommissie van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” en dhr. Xavier LIENART als plaatsvervanger;

Overwegende dat mw. Monique LOUIS sinds 01/10/2015 haar schepenambt heeft neergelegd en dat het aangewezen is om dhr. Hr Xavier LIENART, schepen van Nederlandstalig Onderwijs, aan te duiden als effectief vertegenwoordiger van de re-affectatiecommissie van de scholengemeenschap;

Overwegende dat er een nieuwe plaatsvervanger moet aangeduid worden met hetzelfde mandaat ingeval van afwezigheid van dhr. Xavier LIENART;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

DUIDT AAN, unaniem:

- dhr. Xavier LIENART, schepen van Nederlandstalig Onderwijs, als effectief vertegenwoordiger van de re-affectatiecommissie van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee”, en
- mw. Ariane CALMEYN, gemeenteraadslid, als plaatsvervangster.

Deze aanduidingen nemen ingang van 01/10/2015 voor een termijn die verstrijkt bij de volledige vernieuwing van de Gemeenteraad in 2018;

Deze beraadslaging zal, ter kennisgeving, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

#018/18.04.2016/A/0020#

17. Gemeentelijke lagere en kleuterscholen van het Nederlands taalstelsel – Arbeidsreglement – Goedkeuring.
Ecoles communales primaires et maternelles néerlandophones – Règlement de travail – Approbation.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 08/04/1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, artikelen 1, 4 en 11 tot en met 15 sexes;

Gelet op het decreet van 27/03/1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, artikel 33;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25/02/1997, hoofdstuk IX;

Gelet op de wet van 19/12/1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Overwegende dat een goede schoolorganisatie steunt op duidelijke afspraken tussen het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat alle personen die onder gezag arbeid verrichten in het gemeentelijk onderwijs, moeten geïnformeerd worden over de voorwaarden die op hun arbeidsverhouding van toepassing zijn;

Overwegende dat het decreet rechtspositie en het decreet basisonderwijs voldoende ruimte laten om lokaal en autonoom concrete afspraken te maken rond rechten en plichten van het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat het wenselijk is een arbeidsreglement op te maken dat eveneens in alle scholen van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” gebruikt kan worden;

Overwegende dat het huidige arbeidsreglement, goedgekeurd in vergadering van 17/10/2011, niet langer voldoet aan de nieuwe regelgeving en dus aan actualisatie toe is;

Overwegende dat er hierdoor nieuwe algemene afspraken werden gemaakt op het niveau van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” en dat het bijgevoegde nieuwe arbeidsreglement werd voorgelegd aan het onderhandelingscomité van de scholengemeenschap (OCSG) op 23/09/2015;

Gelet op het protocol van akkoord van 23/09/2015;

Gelet op de artikelen 117 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

BESLIST,

- het hierna volgende arbeidsreglement van het gewoon en het buitengewoon onderwijs goed te keuren voor de gesubsidieerde personeelsleden die onder gezag arbeid verrichten in de Prinses Paola- en de Klim op school;
- kennis te nemen van de bijlagen bij het arbeidsreglement:

ARBEIDSREGLEMENT
gewoon basisonderwijs en buitengewoon onderwijs

Hoofdstuk 1: Algemene bepalingen en definities

1.1 Draagwijdte

Artikel 1

Dit arbeidsreglement is een reglement van inwendig bestuur en heeft een afdwingbaar karakter.

Artikel 2

Dit arbeidsreglement is ondergeschikt aan dwingende wetsbepalingen en hun uitvoeringsbesluiten.

Artikel 3

De arbeidsvoorwaarden die een gevolg zijn van andere wettelijke, decretale en reglementaire bepalingen dan deze opgesomd in dit arbeidsreglement blijven onverkort gelden. Het gaat onder meer over de rechten en plichten opgesomd in het Decreet Rechtspositie voor de personeelsleden gesubsidieerd door het ministerie van Onderwijs en Vorming.

Artikel 4

Het schoolbestuur heeft de bevoegdheid om bijkomende verplichtingen voortvloeiend uit de specificiteit van het pedagogisch project van de school, op te leggen aan zijn personeelsleden, na onderhandeling in het ABOC.

1.2 Toepassingsgebied

Artikel 5

Dit reglement is van toepassing op het gesubsidieerd personeel zoals bedoeld in het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding (verder genoemd decreet rechtspositie) met name:

- ≡ de vastbenoemde personeelsleden,
- ≡ de tijdelijk aangestelde personeelsleden voor bepaalde duur,
- ≡ de tijdelijk aangestelde personeelsleden voor doorlopende duur tewerkgesteld in een ambt van de volgende categorieën:
 - bestuurs- en onderwijzend personeel,
 - beleids- en ondersteunend personeel,
 - administratief personeel,
 - orthopedagogisch, psychologisch, sociaal en paramedisch personeel,

die tewerkgesteld zijn in de gemeentelijke basisschool "Prinses Paola" of de gemeentelijke basisschool voor buitengewoon onderwijs "Klim op" van Sint-Lambrechts-Woluwe met inbegrip van de personeelsleden die in deze scholen tewerkgesteld zijn via reffectatie of wedertewerkstelling.

Personeel ten laste van de gemeente in een wervings-, selectie-of bevorderingsambt volgt ook dit reglement.

1.3 Definities

Artikel 6

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

1. ABOC: het Afzonderlijk bijzonder comité. In dit comité zetelen afgevaardigden van het schoolbestuur en van de representatieve vakorganisaties. Zij onderhandelen vooraf over de grondregelingen met betrekking tot personeelsaangelegenheden, o.a. over voorliggende arbeidsreglement.
2. Dienstorder: een opdracht en/of mededeling (digitaal of schriftelijk) uitgaande van het schoolbestuur, een bevoegde ambtenaar of de directeur, die bepalingen van interne orde op een dwingende wijze vastlegt. Dienstorders worden tijdens de normale aanwezigheid van de leerlingen verstuurd en hebben maar uitwerking ten vroegste 24 uur later. Lesvrije dagen schorsen de termijn op.
3. Directeur: de persoon die door het schoolbestuur met de dagelijkse leiding van de school is belast of zijn vervanger.
4. Directeur coördinatie-scholengemeenschap: de directeur die aangesteld wordt ter ondersteuning van de scholengemeenschap op basis van de puntenenveloppe van de scholengemeenschap.

5. Leerlingen: de jongeren die als regelmatige leerling zijn ingeschreven in een school.
6. OCSG: het onderhandelingscomité op het niveau van de scholengemeenschap. In dit comité zetelen afgevaardigden van de schoolbesturen van de scholengemeenschap en van de representatieve vakorganisaties. Zij onderhandelen vooraf over de aangelegenheden waarvoor de scholengemeenschap bevoegd is voor zover deze personeelsrepercussies kunnen hebben.
7. Ouders: de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen of in rechte of in feite de minderjarige onder hun bewaring hebben.
8. Pedagogische begeleidingsdienst: de dienst belast met de externe ondersteuning van de betrokken scholen volgens het eigen pedagogisch concept, onder meer bij het opstellen van het schoolwerkplan, het ontwikkelen van initiatieven ter bevordering van de onderwijskwaliteit, het stimuleren van initiatieven ter versterking van de beroepsbekwaamheid van de personeelsleden.
9. Pedagogisch project: het geheel van fundamentele uitgangspunten dat door het schoolbestuur voor de school wordt vastgelegd.
10. School: pedagogisch geheel, waar onderwijs georganiseerd wordt en dat onder leiding staat van één directeur.
11. Schoolbestuur (inrichtende macht): de instantie die verantwoordelijk is voor de scholen van de gemeente, namelijk het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.
12. Stafmedewerker scholengemeenschap: het personeelslid dat aangesteld wordt ter ondersteuning van de scholengemeenschap op basis van de puntenenveloppe van de scholengemeenschap (in deze functie wordt het personeelslid aangesteld in het onderliggende ambt van onderwijzer, kleuteronderwijzer, ICT-coördinator, zorgcoördinator of administratief medewerker).
13. Vakbondsafgevaardigde: afgevaardigde van één van de representatieve vakorganisaties.
14. Vestigingsplaats: een gebouw of gebouwencomplex waarin de school of een gedeelte ervan is gehuisvest.

Hoofdstuk 2: Arbeidsduur, arbeidstijd, prestatieregeling, vakantieregeling

2.1 Algemeen

Artikel 7

Het schooljaar begint op 1 september en eindigt op 31 augustus.

Artikel 8

De lessen worden in aantal gelijkmatig gespreid over vijf dagen, van maandag tot en met vrijdag. De woensdagnamiddag is vrij.

Artikel 9

De normale lessen van de Prinses Paolaschool (PP) en de Klim op school (KOS) zijn de volgende:

Dagen	Uren	Uren	Uren	Uren
Maandag (PP)	van 08u40	tot 12u15	en van 13u40	tot 15u30
Maandag (KOS)	van 08u45	tot 11u55	en van 12u55	tot 15u15
Dinsdag (PP)	van 08u40	tot 12u15	en van 13u40	tot 15u30
Dinsdag (KOS)	van 08u45	tot 11u55	en van 12u55	tot 15u15
Woensdag (PP)	van 08u40	tot 12u15		
Woensdag (KOS)	van 08u45	tot 12u20		
Donderdag (PP)	van 08u40	tot 12u15	en van 13u40	tot 15u30
Donderdag (KOS)	van 08u45	tot 11u55	en van 12u55	tot 15u15
Vrijdag (PP)	van 08u40	tot 12u15	en van 13u40	tot 15u30
Vrijdag (KOS)	van 08u45	tot 11u55	en van 12u55	tot 15u15

Artikel 10

De middagpauze wordt, behoudens afwijkingen voorzien in de individuele roosters, als volgt toegekend:

Voormiddag (PP): van 10u20 tot 10u35

Voormiddag (KOS): van 10u00 tot 10u15

Namiddag (PP): van 13u35 tot 13u45

Namiddag (KOS): van 14u10 tot 14u25

Artikel 11

De middagpauze wordt, behoudens afwijkingen voorzien in de individuele roosters, als volgt toegekend:

van 12u15 tot 13u55 (PP)

van 11u55 tot 12u55 (KOS)

Artikel 12

De directeur stelt het lessenrooster op.

Artikel 13

De directeur stelt het ontwerp van individuele uurroosters van de personeelsleden op, met inbegrip van de toezichthouders en rustpauzes. Hij streeft hierbij naar een optimale afstemming op de noden van de organisatie rekening houdend met een billijke verdeling tussen de personeelsleden.

Artikel 14

Alle uurroosters die voorkomen of kunnen voorkomen op school maken integraal deel uit van het arbeidsreglement. Ze worden opgenomen in een aparte map uurroosters. Elk personeelslid ontvangt een exemplaar van zijn individuele uurrooster dat bindend wordt voor beide partijen. Bij elke wijziging hiervan ontvangt het betrokken personeelslid een aangepaste versie.

Artikel 15

Het personeelslid leeft zijn individueel uurrooster stipt na. De afstand of de verplaatsing zijn, behoudens overmacht, geen rechtvaardiging voor afwezigheden of te laat komen.

Artikel 16

De wekelijkse arbeidsduur is vastgelegd als volgt:

§1 voor personeelsleden die voltijds fungeren:

- bestuurs-en onderwijzend personeel: maximum 26 klokuren
- beleids-en ondersteunend personeel: 36 klokuren
- het paramedisch personeel: 32 klokuren in het gewoon basisonderwijs en 26 klokuren in het buitengewoon onderwijs
- het orthopedagogisch personeel: 32 klokuren

§2 voor personeelsleden die op basis van de puntenenveloppen aangesteld zijn bedraagt de arbeidsduur 36 klokuren

§3 voor personeelsleden die deeltijds fungeren bedraagt de arbeidsduur ten hoogste het evenredige deel van de §1 en §2 bedoelde klokuren.

Artikel 17

§1 Personeelsvergaderingen (inclusief werkgroepvergaderingen) en oudercontacten kunnen worden georganiseerd buiten de normale aanwezigheid van leerlingen.

§2 De personeelsvergaderingen en oudercontacten worden bij dienstorder meegedeeld bij het begin van het schooljaar. Er wordt minstens één personeelsvergadering om de twee maanden georganiseerd.

§3 Bijkomende personeelsvergaderingen kunnen uitzonderlijk worden gepland indien de noodzaak zich voordoet en worden bij dienstorder bekendgemaakt.

Artikel 18

Elk personeelslid is verplicht de personeelsvergaderingen, oudercontacten en pedagogische studiedagen bij te wonen, tenzij het dienstorder anders bepaalt.

Artikel 19

Opendeurdagen en schoolfeesten met leerlingenactiviteiten kunnen tijdens het weekend of op feestdagen worden georganiseerd. In dat geval worden de personeelsleden uitgenodigd om gedurende maximaal 2 beurten per jaar deel te nemen aan de activiteiten.

Alle personeelsleden die minimaal een halftijdse opdracht in de school vervullen, zouden naar evenredigheid hun medewerking aan deze activiteiten verlenen.

Deelname aan andere activiteiten tijdens weekends of op feestdagen gebeurt op vrijwillige basis.

Behoudens uitzonderlijke omstandigheden worden de data van voornoemde activiteiten meegedeeld voor eind september.

Artikel 20

Behoudens verplichte deelname aan voornoemde vergaderingen en activiteiten, kunnen aan personeelsleden ook andere opdrachten buiten de normale aanwezigheid van leerlingen buiten de jaarlijkse vakantieperiodes worden geëist, indien deze opdrachten worden onderhandeld in het ABOC. Deze andere opdrachten worden jaarlijks vóór 1 september voor het komende schooljaar aan de personeelsleden meegedeeld bij dienstorder. Het personeelslid is verplicht om deze onderhandelde opdrachten bij te wonen, tenzij het dienstorder anders bepaalt.

Artikel 21

De lessen kunnen drie halve dagen per schooljaar geschorst worden voor het houden van pedagogische studiedagen.

Artikel 22

De duur van de jaarlijkse vakantie wordt geregeld conform de bepalingen van de onderwijsreglementering.

Artikel 23

De normale rustdagen zijnde jaarlijkse vakantiedagen: herfst-, kerst-, krokus-, paas-en zomervakantie.

Artikel 24

Er is bovendien vakantie op de volgende dagen: 11 november, 1 mei, Paasmaandag, Hemelvaartsdag en de daaropvolgende dag en Pinstermaandag, voor zover zij niet in een vakantieperiode vallen.

Artikel 25

Per schooljaar legt het schoolbestuur twee facultatieve vakantiedagen vast. Deze facultatieve vakantiedagen worden ten laatste op 15 juni van het voorafgaande schooljaar vastgelegd na onderhandeling met het ABOC en aan de personeelsleden meegedeeld via dienstorder.

Artikel 26

De lessen kunnen de laatste schooldag vóór de zomervakantie één halve dag geschorst worden om de school in staat te stellen opdrachten verbonden aan het einde van het schooljaar, zoals oudercontacten, te realiseren.

Artikel 27

Indien de minister van onderwijs beslist om het zomerverlof vroeger te laten starten, dan geldt dit ook voor het personeel.

Artikel 28

De lessen kunnen de dag na de parlementaire, provinciale of gemeentelijke verkiezingen worden geschorst wanneer de lokalen naar aanleiding van die verkiezingen gebruikt zijn voor het inrichten van stemopnemingsbureaus. De directeur brengt de personeelsleden hiervan per dienstorder op de hoogte.

Artikel 29

Het schoolbestuur van de school waaraan het personeelslid geaffecteerd is, blijft werkgever van het personeelslid ook al wordt het ingezet in een school van de scholengemeenschap van een ander schoolbestuur.

Artikel 30

Het schoolbestuur houdt bij het inzetten van het personeel rekening met volgende principes:

- §1 het personeelslid wordt steeds aangesteld of geaffecteerd aan de school waar de betrekking reglementair wordt ingericht;
- §2 de afstand over de openbare weg tussen de school van aanstelling of affectatie en de school waar het personeelslid wordt ingezet mag nooit meer dan 25 km bedragen. Dit geldt niet als het personeelslid instemt om over een grotere afstand ingezet te worden;
- §3 er moet steeds rekening worden gehouden met de statutaire toestand van het personeelslid;
- §4 de bepalingen inzake inzetbaarheid moeten worden, opgenomen in het aanstellingsbesluit en de functiebeschrijving.

2.2 Directeur

Artikel 31

De directeur moet t.o.v. de personeelsleden de nodige objectiviteit en redelijkheid aan de dag leggen.

Artikel 32

Het schoolbestuur belast de directeur met de uitvoering van de beslissingen van de gemeentelijke overheden en met de toepassing van de wets- en reglementaire bepalingen.

Artikel 33

De directeur is belast met de leiding over de onderwijsinstelling.

Alle personeelsleden op de campus ongeacht hun statuut staan onder zijn gezag.

De directeur waakt erover dat de lessen regelmatig worden gegeven en op de gestelde uren beginnen en eindigen, rekening houdend met de regelgeving.

De directeur bezoekt de klassen zo dikwijls hij dit nodig acht.

De directeur mag aan de personeelsleden geen opmerkingen maken in aanwezigheid van derden.

Artikel 34

De directeur meldt elke onwettige afwezigheid van een personeelslid, evenals de door hem vastgestelde overtredingen van dit reglement schriftelijk aan het schoolbestuur. Het personeelslid ontvangt een kopie van dit schrijven. Hij/zij tekent dit voor ontvangst en moet binnen de 7 werkdagen zijn/haar eventuele opmerkingen kenbaar maken.

Artikel 35

De directeur is tijdens de normale aanwezigheid van de leerlingen én telkens wanneer de dienst het vereist, in één van de vestigingsplaatsen aanwezig, behoudens gerechtvaardigde afwezigheden in dienstverband.

Artikel 36

De directeur kan worden ingezet voor de vervulling van opdrachten voor de totaliteit van de scholengemeenschap, na bespreking binnen de scholengemeenschap.

Artikel 37

De directeur met onderwijsopdracht en/of opdracht ICT-coördinator en/of zorgcoördinator moet de nodige regelingen treffen om deze zaak naar behoren uit te oefenen.

Artikel 38

Tijdens de schoolvakanties moet de directeur de prestaties uitvoeren die noodzakelijk zijn om de goede werking van de school te garanderen, maar tijdens de zomervakantie moet een vakantieperiode van zes weken gegarandeerd zijn, waarvan een ononderbroken periode van vijf weken op te nemen vanaf 6 juli tot en met 15 augustus.

2.3 Zorgcoördinator, ICT-coördinator en administratief medewerker

2.3.1 Algemeen

Artikel 39

De zorgcoördinator, de ICT-coördinator en de administratief medewerker aangesteld op basis van punten worden aangesteld in en geaffecteerd aan één of meer scholen.

Artikel 40

Binnen een scholengemeenschap kunnen afspraken gemaakt worden om de zorgcoördinator / de ICT-coördinator / de administratief medewerker ruimer in te schakelen. Om het beleidsvoerend vermogen van de scholengemeenschap verder uit te bouwen kunnen personeelsleden belast worden met taken voor het geheel van de scholengemeenschap.

Artikel 41

De bijkomende taken voor de scholengemeenschap worden uitgeoefend in de school van affectatie.

2.3.2 Bepalingen voor de zorgcoördinator / de ICT-coördinator

Artikel 42

De wekelijkse opdracht van de zorgcoördinator / de ICT-coördinator die voltijds fungeert bedraagt 36 klokuren.

Artikel 43

De wekelijkse opdracht van de zorgcoördinator / de ICT-coördinator die deeltijds fungeert bedraagt steeds een evenredig deel van die 36 klokuren.
Er wordt steeds afgerond naar een volledig uur.

Artikel 44

Deze prestatieregeling kan niet beperkt blijven tot de periode van normale aanwezigheid van de leerlingen.

Artikel 45

De schoolvakanties zijn vakantiedagen voor de zorgcoördinator / de ICT-coördinator.

In functie van de goede werking van de school kan echter op hen een beroep worden gedaan binnen de lijst van opdrachten bepaald na onderhandeling in het ABOC, gedurende de drie laatste werkdagen van augustus. Zie ook Functiebeschrijvingen.

Deze opdrachten worden billijk verdeeld tussen de personeelsleden en dit na onderhandeling binnen het ABOC.

Het resultaat van de onderhandelingen wordt jaarlijks vóór 1 september aan de personeelsleden meegedeeld.

2.3.3 Bepalingen voor de administratief medewerker

Artikel 46

De wekelijkse opdracht van de administratief medewerker die voltijds fungeert bedraagt 36 klokuren.

Artikel 47

De wekelijkse opdracht van de administratief medewerker die deeltijds fungeert bedraagt een evenredig deel van die 36 klokuren. Er wordt steeds afgerond naar een volledig uur.

Artikel 48

Vakantieregeling administratief medewerker

§1 De schoolvakanties zijn in principe vakantiedagen voor de administratief medewerker. Een voltijds administratief medewerker werkt 12 dagen gedurende de vakantieperiodes waarvan 10 in de zomervakantie (tot 6 juli en de laatste 5 werkdagen van augustus). Dit geldt voor voltijds aangestelde administratief medewerkers.

§2 Bij deeltijds werkenden wordt het aantal prestatiedagen verhoudingsgewijze aangepast.

§3 Een ononderbroken vakantieperiode van 5 weken, waarin alleszins 15 juli tot en met 15 augustus valt, moet gegarandeerd zijn.

§4 De prestatiedagen zijn steeds volledige dagen, na akkoord met het personeelslid kan het schoolbestuur beslissen om de dagen in halve prestatiedagen in te delen.

- §5 Om uitzonderlijke dienstredenen kan het schoolbestuur aan de administratief medewerker vragen om meer dan het vooraf bepaalde aantal prestatiedagen te werken tijdens de jaarlijkse vakantie. In dat geval kunnen die extra prestatiedagen gecompenseerd worden buiten de jaarlijkse vakantieperiodes en dit in samenspraak met de directeur.
- §6 Deze vakantieregeling is een algemene regel. Elke afwijking dient te worden gecommuniceerd vóór de kerstvakantie.

2.4 Onderwijzend personeel

Artikel 49

De personeelsleden verzekeren de hoofdopdracht zoals jaarlijks vastgelegd door het schoolbestuur. Deze hoofdopdracht bestaat uit de lesopdracht en/of beleidsondersteuning en/of bijzonder pedagogische taken.

De wekelijkse hoofdopdracht van personeelsleden met een voltijdse betrekking bedraagt voor volgende ambten als volgt:

- ≡ het ambt van kleuteronderwijzer: minimum 24 lestijden en maximum 26 lestijden;
- ≡ het ambt van onderwijzer in het gewoon lager onderwijs: minimum 24 lestijden en maximum 26 lestijden. Het ambt van onderwijzer ASV: minimum 22 lestijden, maximum 27 lestijden;
- ≡ het ambt van leermeester godsdienst, niet-confessionele zedenleer en lichamelijke opvoeding: minimum 24 lestijden en maximum 28 lestijden;
- ≡ aanvulling: de afgevaardigden van de representatieve vakorganisaties mogen maximaal belast worden met een hoofdopdracht die het minimum van het aantal uren voor een ambt met volledige prestaties bedraagt.

Artikel 50

De wekelijkse schoolopdracht van het onderwijzend personeel dat voltijds is tewerkgesteld, bedraagt maximaal 26 klokuren te presteren binnen de normale aanwezigheid van de leerlingen;

Artikel 51

De wekelijkse schoolopdracht van het onderwijzend personeel dat deeltijds is tewerkgesteld, bedraagt ten hoogste een evenredig deel van de hierboven vermelde klokuren.

Artikel 52

De personeelsleden verzekeren het toezicht binnen de normale aanwezigheid van de leerlingen. Rekening houdend met de schoolopdracht die van ieder personeelslid kan worden gevraagd wordt, een billijke verdeling uitgewerkt door de directeur in samenspraak met de syndicale afgevaardigden in de school. De criteria voor de invulling van de toezichtopdrachten worden onderhandeld in het ABOC/OCSG.

Artikel 53

Personeelsleden die buiten het individuele uurrooster verplicht aanwezig moeten zijn op vergaderingen of andere activiteiten kunnen deze tijd niet compenseren. Deze vergaderingen en activiteiten maken deel uit van de normale werking van de school.

Artikel 54

Een personeelslid van het onderwijzend personeel kan worden ingezet voor de vervulling van opdrachten voor andere scholen van de scholengemeenschap.

Artikel 55

De schoolvakanties zijn vakantiedagen voor het onderwijzend personeel.

Artikel 56

In functie van de goede werking van de school kan echter op hen maximum 3 dagen een beroep worden gedaan binnen de lijst van opdrachten bepaald na onderhandeling in het ABOC, gedurende de drie laatste werkdagen van augustus, maar een ononderbroken vakantieperiode van 6 juli tot en met 15 augustus moet gegarandeerd zijn.

Deze opdrachten worden billijk verdeeld tussen de personeelsleden en worden jaarlijks vóór 1 september meegedeeld.

Artikel 57

Een personeelslid moet de nodige voorbereidingen treffen om de lessen stipt te kunnen laten aanvangen.

Artikel 58

De organisatie van extra-murosactiviteiten, wordt geregeld door de directeur in overleg met de betrokken personeelsleden. Behoudens uitzonderlijke omstandigheden wordt het tijdstip van deze activiteiten aan de personeelsleden meegedeeld voor eind september bij dienstorder.

Artikel 59

De organisatie van extra-murosactiviteiten op initiatief van een of meerdere personeelsleden kan enkel mits voorafgaandelijk akkoord van de directeur.

Artikel 60

Het personeelslid blijft tijdens de extra-murosactiviteiten verantwoordelijk voor het toezicht op de minderjarige leerlingen zowel tijdens de verplaatsing als tijdens de activiteit zelf.

2.5 Stafmedewerker-scholengemeenschap**Artikel 61**

De stafmedewerker-scholengemeenschap krijgt een administratieve standplaats toegewezen in een school behorend tot de scholengemeenschap.

Artikel 62

De stafmedewerker-scholengemeenschap draagt actief bij tot het verhogen van het beleidsvoerend vermogen van de scholengemeenschap.

Artikel 63

De stafmedewerker –scholengemeenschap kan ingezet worden voor de vervulling van opdrachten voor en in andere scholen van de scholengemeenschap of voor de vervulling van opdrachten voor de totaliteit van de scholengemeenschap.

Artikel 64

De prestaties van de stafmedewerker-scholengemeenschap worden vastgelegd volgens de afspraken van de scholengemeenschap (o.a. beschikbaarheid, overleg...).

Artikel 65

De wekelijkse opdracht van de stafmedewerker-scholengemeenschap die voltijds fungeert bedraagt 36 klokuren.

Artikel 66

De wekelijkse opdracht van de stafmedewerker-scholengemeenschap die deeltijds fungeert bedraagt een evenredig deel van 36 klokuren.

Artikel 67

Voor de functie van stafmedewerker-scholengemeenschap geldt de vakantieregeling van het onderliggend ambt.

Artikel 68

In functie van de goede werking van de scholengemeenschap kan echter op hem/haar een beroep worden gedaan binnen de lijst van opdrachten bepaald na onderhandeling in het OCSG. Maar een ononderbroken vakantieperiode tussen 6 juli en tot en met 15 augustus moet gegarandeerd worden.

Artikel 69

Een voltijds stafmedewerker werkt 12 dagen gedurende de vakantieperiodes waarvan 10 in de zomervakantie (tot 6 juli en de laatste 5 werkdagen van augustus). Dit geldt voor voltijds aangestelde stafmedewerkers. Bij deeltijds werkenden wordt het aantal prestatiedagen verhoudingsgewijs aangepast.

2.6 Kinderverzorger

Artikel 70

De opdracht van de kinderverzorger bestaat voornamelijk uit het opnemen van verzorgende taken ten aanzien van jonge kleuters en dit ter ondersteuning van de kleuteronderwijzer(s).

Artikel 71

De wekelijkse opdracht van een voltijdse kinderverzorger bedraagt 32 klokuren.

Artikel 72

De wekelijkse opdracht van de kinderverzorger die deeltijds is tewerkgesteld, bedraagt ten hoogste een evenredig deel van de hierboven vermelde klokuren.

Artikel 73

Bij het toezicht binnen de normale aanwezigheid van de leerlingen treedt de kinderverzorger samen met de kleuteronderwijzer op. Rekening houdend met de opdracht van de kinderverzorger, wordt een billijke verdeling uitgewerkt door de directeur.

Artikel 74

- §1 De organisatie van de buitenschoolse activiteiten in opdracht, wordt geregeld door de directeur in overleg met de betrokken kinderverzorger. Behoudens uitzonderlijke omstandigheden wordt het tijdstip van deze activiteiten aan de kinderverzorger meegedeeld voor eind september bij dienstorder.
- §2 Bij toezicht tijdens extra-murosactiviteiten treedt de kinderverzorger op samen met de kleuteronderwijzer.
- §3 Bij eendaagse of meerdaagse buitenschoolse activiteiten in opdracht, treedt de kinderverzorger op - samen met de kleuteronderwijzer - bij het toezicht van de leerlingen zowel tijdens de verplaatsing als tijdens de activiteit zelf. Deze activiteiten vallen binnen de 32 klokuren. Bij meerdaagse activiteiten treedt de kinderverzorger op eigen initiatief op, mits akkoord van de directie.

Artikel 75

De kinderverzorger is verplicht de personeelsvergaderingen, oudercontacten en pedagogische studiedagen bij te wonen, tenzij het dienstorder anders bepaalt en indien haar aanwezigheid gemotiveerd wordt.

Artikel 76

De schoolvakanties zijn vakantiedagen voor de kinderverzorgers.

Artikel 77

In functie van de goede werking van de school kan echter op hen maximum 3 dagen een beroep worden gedaan binnen de lijst van opdrachten, bepaald na onderhandeling in het ABOC, maar een ononderbroken vakantieperiode tussen 6 juli tot en met 15 augustus moet gegarandeerd zijn. Deze opdrachten worden billijk verdeeld tussen de personeelsleden en worden jaarlijks vóór 1 september aan de personeelsleden meegedeeld.

Hoofdstuk 3: Afwezigheden en verlof

3.1 Individuele afwezigheden

Artikel 78

Bij te laat komen moet het personeelslid zich vooraf aanmelden bij de directeur of in het geval van zijn afwezigheid, op het secretariaat.

Artikel 79

Bij vroegtijdig verlaten van de arbeidsplaats verwittigt het personeelslid onmiddellijk de directeur en motiveert hij zijn vertrek.

Artikel 80

Bij afwezigheid, om welke reden dan ook, verwittigt het personeelslid zo spoedig mogelijk de directeur of in geval van zijn afwezigheid, het secretariaat, zo mogelijk vóór het begin van de lessen en met vermelding van de reden en van de waarschijnlijke duur van de afwezigheid.

Artikel 81

De directeur meldt elke onwettige afwezigheid van een personeelslid schriftelijk aan het schoolbestuur. Het personeelslid ontvangt een kopie van dit schrijven. Hij/zij tekent dit voor ontvangst en moet binnen de 7 werkdagen zijn/haar eventuele opmerkingen kenbaar maken.

Artikel 82

Behoudens overmacht, overhandigt het personeelslid aan zijn vervanger het nodige om de continuïteit van de lessen te kunnen verzekeren.

3.2 Ziekte

Artikel 83

Bij afwezigheid wegens ziekte is het personeelslid gehouden de op hem/haar toepasselijke reglementering inzake ziekteverloven correct na te leven.

Artikel 84

In geval van ziekte verwittigt (of laat verwittigen) het personeelslid onmiddellijk de directeur bij voorkeur telefonisch voor het eerste uur van afwezigheid.

Artikel 85

Bij verlenging van het ziekteverlof verwittigt het personeelslid de directeur ten laatste op de vooravond van de dag waarop het lopende verlof verstrijkt.

Artikel 86

Het personeelslid dat vervroegd terugkeert uit ziekteverlof verwittigt de directeur hiervan zo spoedig mogelijk. Dit gebeurt schriftelijk (lieft via mail) en tijdens de normale aanwezigheid van de leerlingen van de school.

Artikel 87

Het schoolbestuur of de directeur kan vanaf een afwezigheid van één dag wegens ziekte een controleonderzoek aanvragen. Indien het initiatief uitgaat van de directeur, stelt hij het schoolbestuur hiervan op de hoogte. Het personeelslid moet zich aan het controleonderzoek onderwerpen. Het controleonderzoek omvat alle medische, gespecialiseerde, klinische en radiologische onderzoeken. Het controleonderzoek is kosteloos voor het personeelslid. De beroepsmogelijkheden voorzien in het Besluit van de Vlaamse Regering van 8 december 1993 betreffende de controle op de afwezigheid wegens ziekte zijn onverminderd van toepassing.

3.3 Afwezigheids- en verlofstelsels

Artikel 88

Het personeel kan genieten van een persoonlijk(e) verlof, afwezigheid, loopbaanonderbreking, terbeschikkingstelling of dienstvrijstelling volgens de modaliteiten vastgelegd in de onderwijsreglementering. Verlofaanvragen dienen te gebeuren uiterlijk op 15 mei door een schrijven te richten aan het College van burgemeester en schepenen. Elke verlofaanvraag die na deze datum zal binnenkomen, zal afzonderlijk bekeken en bestudeerd worden. Bij gebrek aan geschikte kandidaten kan het schoolbestuur een verlofstelsel weigeren.

Artikel 89

Het schoolbestuur kan ad hoc beslissen om aan personeelsleden een dienstvrijstelling toe te kennen. Dit wordt meegedeeld per dienstorder.

Hoofdstuk 4: Meting van en controle op de arbeid

Artikel 90

§1 De prestaties van het personeel worden vastgesteld aan de hand van de uur-en /of toezichtrooster.

§2 De directeur waakt over het naleven van de prestaties zoals vastgelegd in de uur-en /of toezichtrooster.

Hoofdstuk 5: Betaling van het salaris

Artikel 91

§1 Het Agentschap voor Onderwijsdiensten van het ministerie van Onderwijs en Vorming is verantwoordelijk voor de uitbetaling van het salaris, het wachtgel en de toelagen. Deze worden rechtstreeks door het Agentschap voor Onderwijsdiensten uitbetaald na verloop van termijn, met name op de laatste werkdag van de maand. De betaling gebeurt bij overschrijving op de post- of bankrekening van het personeelslid.

§2 Het vakantiegeld wordt betaald ten vroegste vanaf 1 mei en uiterlijk op 31 mei van het jaar van de vakantie.

§3 De eindejaarstoelage wordt in eenmaal uitbetaald tijdens de maand december van het in aanmerking genomen jaar.

Artikel 92

§1 Het schoolbestuur, bij delegatie de directeur van de school draagt er zorg voor dat de nodige gegevens om te komen tot de correcte uitbetaling van het salaris en/of het wachtgeld tijdig naar het Agentschap voor Onderwijsdiensten worden doorgezonden. Het schoolbestuur en de directeur zorgt ervoor dat elk personeelslid in kennis gesteld wordt van deze gegevens.

§2 Het personeelslid ontvangt een afschrift van de omtrent zijn opdracht doorgezonden gegevens en ondertekent deze.

§3 Het personeelslid draagt er zorg voor dat het de noodzakelijke documententijdig aan de directeur of zijn gemachtigde overhandigt.

§4 Het schoolbestuur houdt hierbij rekening met de gebruiksvoorwaarden van WebEdison.

Artikel 93

Het personeelslid kan de "schoollisting" met de salarisgegevens die het Agentschap voor Onderwijsdiensten doorstuurt naar de school of schoolbestuur, raadplegen op desbetreffende plaats voor wat de gegevens over het eigen salaris betreft. Bij elke wijziging van één of van de bepalende elementen ontvangt het personeelslid een individueel betalingsuittreksel van het Agentschap voor Onderwijsdiensten.

Artikel 94

Het schoolbestuur vergoedt de kosten van het woon-werkverkeer van het personeelslid volgens de reglementaire bepalingen terzake.

Artikel 95

Het schoolbestuur vergoedt, volgens de reglementaire bepalingen terzake, de kosten indien een personeelslid in opdracht van het schoolbestuur tijdelijk onderwijs aan huis verstrekt of GON-begeleiding verzorgt.

Artikel 96

§1 Het personeelslid dat in opdracht van het schoolbestuur een occasionele dienstverplaatsing maakt met de eigen wagen, moto of bromfiets krijgt een kilometervergoeding gelijk aan het bedrag dat jaarlijks bepaald wordt voor de federale ambtenaren.

§2 Personeelsleden die in opdracht van de inrichtende macht verplaatsingen maken met hun eigen wagen, moto of bromfiets hebben recht op de kilometervergoeding gelijk aan het bedrag dat jaarlijks bepaald wordt in uitvoering van artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten^[1]. De inrichtende macht kan dit bedrag met maximum 10 % verminderen, op voorwaarde dat ze daarnaast een omniumverzekering heeft afgesloten voor dienstverplaatsingen.

- §3 Personeelsleden die in opdracht van de inrichtende macht verplaatsingen maken met het openbaar vervoer genieten, bij de inlevering van het vervoerbewijs, de volledige betaling van de erop vermelde bedragen. De verplaatsingen per trein worden terugbetaald aan het tarief van een standaardbiljet tweede klas.
- §4 De bepalingen van dit artikel gelden niet als de inrichtende macht een systeem van kilometervergoeding voor dienstverplaatsingen hanteert, dat gunstiger is dan dit vermeld in paragraaf

Hoofdstuk 6: Leerlingtoezicht

Artikel 97

Het personeelslid mag leerlingen die onder zijn toezicht staan, geen opdrachten geven die los staan van de lesactiviteit en waarvoor de leerling zich buiten de school moet begeven.

Artikel 98

Het personeelslid mag aan de leerlingen geen toestemming geven om de school vroegtijdig te verlaten, ook niet tijdens lesonderbrekingen, tenzij de directeur hiermee instemt of per dienstorder andere richtlijnen worden meegedeeld hieromtrent. In voorkomend geval maakt het personeelslid de nodige afspraken met de ouders.

Artikel 99

In geval van extra-murosactiviteiten leeft het personeelslid de bepalingen na die hierover beschreven staan in dit reglement. Het personeelslid maakt met de directeur en desgevallend de ouders afspraken inzake voldoende begeleiding van de minderjarige leerlingen, de bereikbaarheid van het personeelslid, de verplaatsing van en naar de activiteit.

Artikel 100

Het personeelslid dat zijn taak wegens dringende redenen moet onderbreken, zorgt ervoor dat de leerlingen niet zonder toezicht blijven en verwittigt de directeur.

Artikel 101

Wanneer zich een ongeval of een ernstig feit voordoet met een leerling, verwittigt het personeelslid dat met het toezicht belast is, zo spoedig mogelijk de directeur. De directeur neemt onmiddellijk alle nodige maatregelen en verwittigt desgevallend de ouders van de betrokken leerling. Bij afwezigheid van de directeur laat het personeelslid niet na zelf de nodige maatregelen te nemen. De directeur heeft de verantwoordelijkheid het schoolbestuur van het ongeval of ernstig feit in kennis te stellen.

Hoofdstuk 7: Functiebeschrijvingen en evaluatie

Artikel 102

- §1 De rechten en plichten van personeelsleden in het kader van functiebeschrijvingen, functioneringsgesprekken en evaluaties zijn beschreven in: hoofdstuk Vbis en Vter van het Decreet Rechtspositie; de algemene afspraken ("evaluatierglement") die het schoolbestuur na onderhandeling in het OCSG/ABOC heeft vastgelegd. Dit "evaluatierglement" is opgenomen in bijlage en maakt integraal deel uit van het arbeidsreglement. Elk personeelslid ontvangt er een kopie van.
- §2 Het personeelslid waarvoor een geïndividualiseerde functiebeschrijving is opgesteld, voert zijn opdrachten en taken uit zoals beschreven in zijn geïndividualiseerde functiebeschrijving en met naleving van de concrete afspraken die gemaakt zijn naar aanleiding van het functioneringsgesprek en/of het evaluatiegesprek.
- §3 Het evaluatiedossier bevat alle nodige en nuttige documenten die als beoordelingsgrond kunnen dienen. Alle documenten moeten 'ter ontvangst' worden ondertekend. Zo zitten er in het evaluatiedossier o.a. de (geïndividualiseerde) functiebeschrijving per ambt, de verslagen van alle acties i.v.m. coaching en vanaf 1 september 2009 ook de evaluatieverslagen. Het evaluatiedossier wordt bewaard in de school waar het personeelslid tewerkgesteld is.
- §4 Het evaluatiedossier met de geïndividualiseerde functiebeschrijving per ambt, de verslagen van de functioneringsgesprekken, de verslagen van andere acties in verband met coaching en de evaluatieverslagen worden in de school bewaard door de directeur (eerste evaluator), het

evaluatiedossier van de directeur wordt bewaard bij de dienst onderwijs. Ook de eventuele schriftelijke opmerkingen van het personeelslid bij deze verslagen, maken hiervan deel uit. Alle betrokkenen zijn gehouden door het ambtsgeheim.

Hoofdstuk 8: Ontslagregeling

8.1 Opzeggingstermijnen

Artikel 103

De opzeggingstermijnen voor de tijdelijk aangestelde personeelsleden in een wervingsambt die nog geen rechten hebben voor een tijdelijke aanstelling voor doorlopende duur zijn vastgelegd in de artikelen 21, 24 tot en met 29 en in de artikelen 60 en 61 van het Decreet Rechtspositie.

Artikel 104

De opzeggingstermijnen voor de tijdelijk aangestelde personeelsleden met recht op een tijdelijke aanstelling voor doorlopende duur zijn vastgelegd in de artikelen 21, 60 tot en met 62bis en 64 van het Decreet Rechtspositie.

Artikel 105

De opzeggingstermijnen voor de vast benoemde personeelsleden in een wervingsambt zijn vastgelegd in de artikelen 60 tot en met 62bis en 64 van het Decreet Rechtspositie.

Artikel 106

De opzeggingstermijnen voor een tijdelijk aangestelde directeur zijn vastgelegd in artikel 42 van het Decreet Rechtspositie.

Artikel 107

De opzeggingstermijnen voor een vast benoemde directeur zijn vastgelegd in de artikelen 43ter, 60 tot en met 62bis en 64 van het Decreet Rechtspositie.

8.2 Dringende redenen

Artikel 108

Volgende ernstige tekortkomingen maken het voortduren van de tijdelijke aanstelling van bepaalde duur onmiddellijk en definitief onmogelijk, onder voorbehoud van de beoordelingsbevoegdheid van de Kamer van Beroep, en zonder dat deze lijst limitatief is:

- herhaalde niet-naleving van de strikte uurregeling zonder verwittiging,
- ongerechtvaardigde afwezigheid,
- opzettelijke wanprestatie,
- beledigingen of verwijten,
- druggebruik, alcoholintoxicatie en dronkenschap tijdens de diensturen,
- diefstal,
- geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag,
- bedrog,
- weigering om toevertrouwde taken en opdrachten uit te voeren,
- elk feit dat tegenstrijdig is met de goede zeden,
- opzettelijk overtreden van veiligheidsvoorschriften,
- opzettelijk schade toebrengen aan het gemeentebestuur, de school of de infrastructuur van de school, met inbegrip van het bewust binnenbrengen of verspreiden van een virus op de informaticaserver of elke poging om de veiligheidssystemen van de informatica te schenden,
- het kraken of kopiëren van websites,
- overbrengen aan derden van gegevens die beschermd zijn door ambtsgeheim,
- het regelmatig bezoeken of verspreiden, op om het even welke manier, van beelden of teksten met een racistisch of pornografisch karakter binnen de gemeentelijke inrichtingen, met inbegrip van de informaticaserver,
- het verspreiden van lasterlijke feiten,

...

Artikel 109

De beroepsprocedure tegen het ontslag om dringende redenen is vastgelegd in artikel 25 (wervingsambten) en artikel 42, § 6 (bevorderingsambten) van het Decreet Rechtspositie en in artikel 8bis van het besluit van de Vlaamse Regering van 22 mei 1991 omtrent de preventieve schorsing en de tucht, alsmede omtrent het ontslag van sommige tijdelijke personeelsleden in het gesubsidieerd onderwijs en in de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

Hoofdstuk 9: Orde- en tuchtregeling

Artikel 110

Preventieve schorsing

- §1 In het geval dat een vast benoemd personeelslid, een personeelslid tijdelijk aangesteld van doorlopende duur of een in de school gereffecteerd of wedertewerkgesteld personeelslid moet worden verwijderd in het belang van de dienst, spreekt het schoolbestuur een preventieve schorsing uit. Preventieve schorsing is enkel mogelijk tijdens de behandeling van een tuchtvordering of strafrechtelijke vervolging, indien het belang van de dienst zulks vereist.
- §2 In het geval het schoolbestuur een ontslag om dringende redenen uitspreekt, wordt het betreffende tijdelijke personeelslid met onmiddellijke ingang preventief geschorst bij hoogdringendheid.
- §3 Wanneer het personeelslid strafrechtelijk vervolgd wordt of wanneer het personeelslid tuchtrechtelijk vervolgd wordt wegens een ernstig vergrijp waarbij het personeelslid op heterdaad betrapt is of waarvoor er afdoende aanwijzingen zijn, kan het schoolbestuur beslissen om aan de preventieve schorsing een inhouding van salaris te koppelen conform artikel 67 van het Decreet Rechtspositie.

Artikel 111

Een vast benoemd personeelslid, een personeelslid tijdelijk aangesteld van doorlopende duur of een in de school gereffecteerd of wedertewerkgesteld personeelslid wordt op verslag van de gemeentesecretaris door het schoolbestuur onderworpen aan een tuchtonderzoek met een eventuele tuchtsanctie tot gevolg indien het handelt in strijd met de bepalingen inzake rechten en plichten van het personeel zoals voorzien in het Decreet Rechtspositie, de gemeentewet en dit arbeidsreglement.

Artikel 112

De mogelijke tuchtstraffen zijn vastgelegd in de artikelen 64 tot en met 66 van het Decreet Rechtspositie. Het respecteert hierbij de rechten van de verdediging en de motivatieplicht.

Artikel 113

Het orgaan dat bevoegd is om een (voorstel tot) tuchtstraf uit te spreken (bepaald in artikel 68 van het Decreet Rechtspositie) oordeelt autonoom over de zwaarte van de (voorgestelde) tuchtstraf. Het respecteert hierbij de motiveringsplicht van bestuurshandelingen in openbare dienst.

Artikel 114

De beroepsprocedure tegen de preventieve schorsing en deze tuchtstraffen is vastgelegd in de artikelen 67bis en 72 van het Decreet Rechtspositie en de artikelen 13 tot en met 19 van het besluit van de Vlaamse regering van 22 mei 1991 omtrent de preventieve schorsing en de tucht, alsmede omtrent het ontslag van sommige tijdelijke personeelsleden in het gesubsidieerd onderwijs en in de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

Hoofdstuk 10: Personeelsdossier

Artikel 115

Het schoolbestuur is houder van een bestand van persoonsgegevens. De verzamelde gegevens worden gebruikt om een personeelsbestand aan te leggen.

Artikel 116

Het dossier van het personeelslid omvat een administratief dossier, het evaluatiedossier en desgevallend een tuchtdossier.

Artikel 117

Het schoolbestuur of de personen die door het schoolbestuur zijn belast met het houden van het dossier en iedere andere persoon die het betreffende dossier mag inkijken, zijn gehouden door het ambtsgeheim.

Artikel 118

Het personeelslid kan tijdens de diensturen van de administratie kennisnemen van de inhoud van zijn dossier en kan een aanpassing vragen van eventuele fouten.

Het personeelslid kan zich hierbij door een raadsman of vakbondsafgevaardigde laten bijstaan of vertegenwoordigen. De documenten moeten ter plaatse blijven. Op eenvoudig verzoek heeft het personeelslid recht op een afschrift, eventueel tegen kostprijs.

10.1 Administratief dossier

Artikel 119

Het administratief dossier bestaat uit de documenten (beslissingen, brieven, stukken,...) betreffende de loopbaan die door het ministerie van Onderwijs en Vorming of in het kader van de sociale wetgeving kunnen worden opgevraagd aangaande de indiensttreding, de opdrachtwijziging, de vaststelling van opdracht, de uitdiensttreding, de dienstonderbrekingen, de cumulatie en het pensioen.

Artikel 120

Het personeelslid verschaft het schoolsecretariaat alle inlichtingen die noodzakelijk zijn voor inschrijving in of wijziging aan het administratief dossier.

Artikel 121

Het schoolbestuur, de directeur en het personeelslid voegen steeds alle relevante stukken toe aan het administratief dossier.

Artikel 122

Het personeelslid deelt aan het schoolbestuur en het schoolsecretariaat schriftelijk elke wijziging mee in zijn persoonlijke toestand die verband houdt met de aanstellingsbeslissing of met de bezoldigingsregeling, inzonderheid wijzigingen in de burgerlijke staat, de nationaliteit, de bekwaamheidsbewijzen, de samenstelling van het gezin, de woonplaats, de cumulaties en het bezit van burgerlijke en politieke rechten. Deze inlichtingen moeten vooraf of uiterlijk zeven kalenderdagen na het intreden van de wijzigingen meegedeeld worden en zo spoedig mogelijk gestaafd worden met de vereiste officiële documenten. Een kopie van deze officiële documenten wordt bewaard in het administratief dossier.

Artikel 123

Wanneer de dossiers die bestemd zijn voor het ministerie van Onderwijs en Vorming voorzien in een afschrift voor het personeelslid, wordt dit afschrift hem/haar onverwijld bezorgd.

10.2 Tuchtdossier

Artikel 124

Het tuchtdossier omvat de stukken die worden opgesteld en verzameld met het oog op de toepassing van de tuchtregeling.

Artikel 125

Zo nodig kunnen bepaalde stukken uit het administratief dossier en/of het evaluatiedossier (zie hoofdstuk 7) overgebracht worden naar het tuchtdossier.

Artikel 126

De stukken worden genummerd en in chronologische volgorde gerangschikt. Er wordt een inventaris toegevoegd. Het schoolbestuur legt aan het personeelslid elk stuk dat in zijn tuchtdossier wordt opgenomen, voor ondertekening ter kennisneming voor.

Artikel 127

De doorgehaalde tuchtstraffen worden na de decretaal voorziene termijn definitief uit het tuchtdossier verwijderd.

Hoofdstuk 11: Bevoegdheden en verantwoordelijkheden van de personeelsleden

11.1 Algemeen

Artikel 128

§1 Het personeelslid komt de verplichtingen na die hem/haar zijn opgelegd door wetten, decreten, besluiten, omzendbrieven, reglementen, dienstorders en schoolwerkplan.

§2 De deontologische code voor het gemeentepersoneel is integraal op de personeelsleden van toepassing.

Artikel 129

Alle berichten die het personeelslid aanbelangen, worden hem/haar bij dienstorder medegedeeld. Het personeelslid viseert de schriftelijke dienstorders ter kennisneming. Deze dienstorders zijn nadien te raadplegen op het schoolsecretariaat.

De berichtgeving over de vacantverklaring van de betrekkingen in het kader van de vaste benoeming gebeurt op volgende wijze: het personeel wordt tijdens personeelsvergadering op de hoogte gesteld dat een schriftelijke kennisname verplicht is en moet worden ondertekend. Voor afwezige personeelsleden (ziekte, verloven) moet een aangetekend schrijven worden verstuurd.

11.2 Ten aanzien van het schoolbestuur, de directeur en het personeelsteam

Artikel 130

Het personeelslid erkent het gezag van het schoolbestuur, van zijn afgevaardigden en van de directeur van de school. Het personeelslid is gehoorzaamheid en respect verplicht aan deze instantie/personen.

Artikel 131

De directeur en de personeelsleden moeten zich loyaal opstellen ten opzichte van de school en het bestuur in aanwezigheid van elkaar, leerlingen, ouders of derden.

Artikel 132

Het personeelslid mag de gemeenteraadsleden niet belemmeren om de onderwijsinstelling te bezoeken overeenkomstig het huishoudelijk reglement van de gemeente. Gemeenteraadsleden hebben niet het recht om bij deze gelegenheid opmerkingen te maken aan het personeelslid, opdrachten of onderrichtingen te geven of leerlingen te ondervragen, enkel mits toestemming van het schoolbestuur.

Artikel 133

Het personeelslid mag de gemeenteraadsleden niet verhinderen om inzage te krijgen van elke akte en elk stuk betreffende het bestuur van de onderwijsinstelling (ongeacht de drager), overeenkomstig het huishoudelijk reglement van de gemeente, mits toestemming van het schoolbestuur.

Artikel 134

Het personeelslid staat onder toezicht van de directeur en moet handelen volgens de instructies en opdrachten die hij van de directeur ontvangt. Het personeelslid mag niet verhinderen dat de directeur de klassen bezoekt zo dikwijls als hij nodig acht.

Artikel 135

De directeur is door het schoolbestuur belast met de leiding over de school, met de uitvoering van de beslissingen van de gemeentelijke overheden en met de toepassing van de wets- en reglementaire bepalingen en de dienstorders met betrekking tot de school. Hij is ook bevoegd om de kwaliteit van de geleverde prestaties te controleren. Dit houdt ook de bevoegdheid in om de aan- en afwezigheden te controleren, de taken te verdelen, orde en tucht te handhaven.

Artikel 136

Bij afwezigheid van de directeur wordt zijn opdracht waargenomen door een personeelslid dat door het schoolbestuur als verantwoordelijke wordt aangeduid.

Bij afwezigheid wegens ziekte is de directeur gehouden de op hem/haar toepasselijke reglementering inzake ziekteverloven correct na te leven. Bij verlenging van het ziekteverlof verwittigt hij/zij het schoolbestuur op de vooravond van de dag waarop het lopende verlof verstrijkt. Bij vrijwillig vervroegd hervatten, verwittigt hij/zij het schoolbestuur op de vooravond van de dag waarop hij/zij terugkeert. Een nieuw medisch attest van Medex is vereist waaruit blijkt dat het personeelslid geschikt wordt bevonden om terug te werken.

In geval van afwezigheid wegens ziekte of het opnemen van een reglementair verlof door de directeur wordt hij vervangen door een persoon die door het schoolbestuur tijdelijk aangesteld wordt in het ambt van directeur.

Artikel 137

Het schoolbestuur kan na overleg en rekening houdend met de bepalingen van de gemeentewet bepaalde taken en verantwoordelijkheden delegeren aan de directeur. Het schoolbestuur steunt de directeur in zijn gezag.

Artikel 138

De directeur moet tegenover de personeelsleden de nodige objectiviteit, respect en redelijkheid aan de dag leggen.

Artikel 139

Het personeelslid richt zich in principe via de directeur tot het schoolbestuur, die zo nodig zijn advies aan de vraag of het voorstel van het personeelslid toevoegt. De directeur bezorgt deze vraag of dit voorstel aan het schoolbestuur binnen zeven kalenderdagen, de schoolvakanties uitgezonderd, na ontvangst van de vraag of het voorstel.

Artikel 140

Het schoolbestuur en de directeur steunen het gezag van het personeel ten aanzien van de leerlingen en hun ouders.

Artikel 141

Het schoolbestuur en de directeur van de school laten ruimte voor de eigen persoonlijkheid van elk personeelslid, in zoverre deze de realisatie van het pedagogisch project, het schoolwerkplan en het goed functioneren van de school niet in de weg staat.

Artikel 142

De directeur meldt elke door hem vastgestelde overtreding van dit reglement schriftelijk aan het schoolbestuur. Het personeelslid ontvangt een kopie van dit schrijven. Hij/zij tekent dit voor ontvangst en moet binnen de 7 werkdagen zijn/haar eventuele opmerkingen kenbaar maken.

11.3 Ten aanzien van ouders, leerlingen en derden

Artikel 143

Het personeelslid moet zich in zijn dienstrelaties en in de omgang met de leerlingen, de ouders van de leerlingen en het publiek op een correcte wijze gedragen. Het personeelslid moet alles vermijden wat het vertrouwen van het publiek kan schaden of afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van zijn functie in het onderwijs.

Artikel 144

Het personeelslid verleent aan de leerlingen / ouders de nodige informatie, openheid en samenwerking.

Artikel 145

Het personeelslid respecteert in zijn omgang met de leerlingen de internationale en grondwettelijke beginselen inzake de rechten van de mens en van het kind in het bijzonder.

Artikel 146

Het personeelslid is mede verantwoordelijk voor de pedagogische kwaliteit van de school.

Artikel 147

Het personeelslid geeft blijk van een individuele bekommernis voor alle leerlingen en doet in hun belang aanbevelingen in de klassenraden of rechtstreeks aan de directeur. Het personeelslid moedigt de persoonlijke en collectieve inspanningen van de leerlingen aan, zet zich in voor het welzijn van alle leerlingen en werkt hieraan binnen het zorgbeleid.

Artikel 148

De relaties met de ouders zijn gegrondvest op het wederzijds en gezamenlijk nastreven van het ontwikkelings- en opvoedingswelzijn van de leerling.

Artikel 149

De directeur zorgt voor de nodige informatiekanaalen (schoolagenda, rapport...) en zorgt er ook voor dat oudercontacten worden georganiseerd waarop ouders en personeelsleden elkaar op geregelde tijdstippen kunnen ontmoeten.

Artikel 150

Het personeelslid mag geen onregelmatig ingeschreven leerlingen aanvaarden, tenzij mits uitdrukkelijke goedkeuring van de directeur.

Artikel 151

Het personeelslid laat in de gebouwen van de school geen personen toe die vreemd zijn aan de school zonder de toestemming van de directeur.

Artikel 152

Mededelingen waarvan derden vragen ze te verspreiden onder of via de leerlingen worden alleen verdeeld met toestemming van het schoolbestuur. Het schoolbestuur wint hierover het advies van de directeur in.

Artikel 153

Het personeelslid zorgt voor een degelijke voorbereiding en uitvoering van oefeningen en activiteiten. Daarbij houdt het rekening met de mogelijkheden van het individuele kind.

Artikel 154

Het personeelslid dat zijn taak wegens dringende redenen moet onderbreken, zorgt ervoor dat de leerlingen niet zonder toezicht blijven en verwittigt de directeur.

Artikel 155

Het personeelslid doet geen beroep op externen (gastsprekers, ouders...) zonder toestemming van de directeur.

Artikel 156

Wanneer zich een ongeval of een ernstig feit voordoet, verwittigt het personeelslid dat met het toezicht belast is, zo spoedig mogelijk de directeur.

De directeur neemt onmiddellijk alle nodige maatregelen. Bij afwezigheid van de directeur laat het personeelslid niet na zelf de nodige maatregelen te nemen

Artikel 157

De directeur stelt het schoolbestuur in kennis van een ongeval of ernstig feit binnen de school.

Artikel 158

Het personeelslid volgt de richtlijnen op inzake het toedienen van medicatie aan leerlingen, zoals ook opgenomen in het schoolreglement (afsprakennota).

11.4 Ten aanzien van de inspectie, verificatie en de pedagogische begeleidingsdienst**Artikel 159**

Het personeelslid werkt constructief mee aan de externe controles voorzien door het Ministerie van onderwijs en vorming en andere overheidsinstellingen. Het personeelslid maakt controle mogelijk en verleent zijn medewerking aan de opgelegde acties of onderzoeksverrichtingen.

Artikel 160

De directeur agendeert na een doorlichting het doorlichtingsverslag binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst en bespreekt het integraal op een personeelsvergadering. Het doorlichtingsverslag ligt ter inzage op het bureel van de directeur.

Artikel 161

Het personeelslid streeft ernaar om tekortkomingen, vastgesteld bij externe controles, weg te werken.

Artikel 162

Het personeelslid aanvaardt de bevoegdheid van de pedagogische begeleiders en andere personen waarop het schoolbestuur een beroep doet, voor zover hun optreden conform is met hun opdracht. In geval van een conflict wordt dit voorgelegd aan de directeur en/of het schoolbestuur.

Hoofdstuk 12: Specifieke verplichtingen

12.1 Ambtsgeheim, discretieplicht en privacy

Artikel 163

Er worden geen persoonsgegevens verzameld of opgeslagen in welke vorm ook, zonder dat het schoolbestuur zijn gemotiveerde toestemming heeft gegeven. Elke betwisting wordt aan het schoolbestuur voorgelegd.

Artikel 164

Het personeelslid dat uit hoofde van zijn taak toegang heeft tot persoonsgegevens, hetzij van personeelsleden, hetzij van leerlingen, ziet erop toe dat deze gegevens worden bijgewerkt en dat onjuiste, onvolledige of niet terzake dienende gegevens worden verbeterd of verwijderd. Het personeelslid zorgt ervoor dat de toegang tot de verwerking beperkt blijft tot personen die uit hoofde van hun taak of voor de behoeften van de dienst rechtstreeks toegang hebben tot de geregistreerde informatie. Het personeelslid zorgt ervoor dat de persoonsgegevens alleen worden meegedeeld aan de personen die wettelijk gerechtigd zijn toegang te hebben.

Artikel 165

Het is het personeelslid verboden feiten bekend te maken die het kent uit hoofde van zijn ambt of die hem zijn toevertrouwd, uitgezonderd de feiten die het personeelslid om deontologische of wettelijke redenen kan of moet melden aan het CLB, een externe begeleider, een vertrouwensarts, het jeugdbeschermingscomité of de gerechtelijke instanties.

Artikel 166

Het is verboden om privacygegevens van leerlingen en/of personeelsleden kenbaar te maken en/of door te geven aan derden, tenzij voor de toepassing van een wettelijke of reglementaire bepaling.

Artikel 167

Besluiten en adviezen die via de klassenraad en/of multidisciplinair overleg (MDO) genomen zijn, worden meegedeeld aan ouders. De personeelsleden rapporteren hierover aan ouders conform deze besluiten en adviezen.

Artikel 168

De school kan foto's waarop personeelsleden afgebeeld zijn, publiceren, tenzij het personeelslid dit niet wenst. Het personeelslid meldt dit schriftelijk aan de directie.

12.2 Zorgvuldig bestuur

Artikel 169

Het personeelslid mag geen giften, geschenken, beloningen of andere voordelen die zijn integriteit kunnen aantasten, vragen, eisen of aannemen.

Artikel 170

Het personeelslid mag zijn gezag niet aanwenden voor politieke of commerciële doeleinden.

Artikel 171

Het personeelslid geeft blijk van respect voor de religieuze, filosofische of politieke overtuiging van de leerlingen en hun ouders.

Artikel 172

De verkoop van goederen is slechts mogelijk mits schriftelijke goedkeuring door het schoolbestuur.

Artikel 173

Mededelingen waarvan derden vragen ze te verspreiden onder of via de leerlingen worden alleen verdeeld met toestemming van de directeur. De mededelingen mogen niet in strijd zijn met de bepalingen opgenomen in het schoolreglement. De directeur wint indien nodig het advies in van het schoolbestuur.

Artikel 174

Geldinzamelingen zijn slechts toegestaan indien ze in overeenstemming zijn met de bepalingen van de bijdrageregelingen, voorzien in het schoolreglement.

12.3 Initiatieven van personeelsleden

Artikel 175

Alle teksten die het personeelslid wil verspreiden in de school, moeten vooraf ter kennisname aan de directeur worden voorgelegd.

Artikel 176

Een geldomhaling in de school door het personeelslid kan slechts gebeuren na schriftelijke goedkeuring van de directeur.

Artikel 177

- §1 Het personeelslid mag geen machines, toestellen, grondstoffen en dienstvoertuigen van de school gebruiken voor privé-doeleinden, behalve mits uitdrukkelijke toestemming van het schoolbestuur.
- §2 Het personeelslid mag geen persoonlijke machines of toestellen gebruiken in de school, behoudens uitdrukkelijke toestemming van de directeur. Het gebruik van persoonlijke machines of toestellen gebeurt op eigen verantwoordelijkheid van het personeelslid.

12.4 Verzekering

Artikel 178

Het schoolbestuur onderschrijft een verzekeringspolis burgerlijke aansprakelijkheid en rechtsbijstand voor haar personeelsleden en dit volgens de normale gangbare voorwaarden van dergelijke verzekeringspolis.

Hierdoor is het personeelslid in het kader van de uitoefening van zijn opdracht verzekerd als zijn professionele burgerlijke aansprakelijkheid, op basis van de artikelen 1382 tot en met 1386 van het Burgerlijk Wetboek, in het gedrang komt. Als het personeelslid zelf, ten laste van een derde die niet het schoolbestuur is of een van haar leden, een vordering tot schadevergoeding instelt voor fysieke of materiële schade of de daaruit voortvloeiende morele schade opgelopen in of ten gevolge van de uitoefening van zijn ambt, dan staat het schoolbestuur in voor de juridische bijstand.

Op eenvoudig verzoek kan het personeelslid de polis inkijken.

Het schoolbestuur neemt de kosten die normaal voortvloeien uit deze verplichtingen, voor zijn rekening.

Artikel 179

Het personeelslid laat zijn persoonlijke bezittingen niet onbeheerd achter.

Artikel 180

Het schoolbestuur is niet verantwoordelijk voor gebeurlijke diefstallen.

12.5 Schoolreglement

Artikel 181

Het personeelslid doet, binnen zijn verantwoordelijkheid, het schoolreglement door de leerlingen naleven en zorgt voor orde en tucht op een manier die verenigbaar is met de menselijke waardigheid.

Artikel 182

Het personeelslid beoordeelt objectief de laakbare daden of houdingen van de leerlingen. Sancties worden opgelegd conform het schoolreglement en moeten pedagogisch verantwoord zijn.

Artikel 183

Het personeelslid verwittigt de directeur ingeval van ernstige inbreuken op het schoolreglement die hij/zij vaststelt bij de leerlingen en hun ouders.

12.6 Gebruik van communicatie- en informaticatoepassingen

Artikel 184

Het personeelslid kan gebruik maken van alle communicatie- en informaticatoepassingen van de school voor zover dit nodig is voor de goede uitoefening van zijn/haar taak.

Artikel 185

§1 Het personeelslid maakt van deze toepassingen gebruik overeenkomstig de richtlijnen van het schoolbestuur.

§2 Deze richtlijnen worden meegedeeld bij dienstorder en bevatten de controlemaatregelen en de gevolgen die verbonden zijn aan de overtredingen.

12.7 Bestellingen, andere extra onkosten en schoolfinanciën

Artikel 186

De keuze en de aankoop van leerboeken, cursussen, didactisch materiaal, speelgoed en andere arbeidsmiddelen gebeuren door het schoolbestuur op voorstel van de directie, na overleg met het betrokken personeelslid en in voorkomend geval in overeenstemming met de toepasselijke reglementering en/of op advies van de preventieadviseur.

Artikel 187

Het personeelslid dat een bestelling of andere extra onkosten wenselijk acht, legt een aanvraag voor aan de directeur. De eventuele bestelling of terugbetaling van extra onkosten gebeurt overeenkomstig de interne richtlijnen en betreffende regelgeving. De middelen waarvoor het schoolbestuur de kosten draagt, blijven uiteraard eigendom van het schoolbestuur.

Artikel 188

De ontvanger of bijzondere agent is verantwoordelijk voor de girale inning van de gelden die door de leerlingen en/of de ouders worden betaald. De ontvanger is verantwoordelijk voor de chartale inning van de gelden die door de leerlingen en/of de ouders worden betaald. De directeur of een ander personeelslid kan door het schoolbestuur worden belast met de onmiddellijke chartale inning van de gelden die door de leerlingen en/of de ouders worden betaald. Hij houdt in dergelijk geval een nauwkeurige invorderingsstaat bij.

Hoofdstuk 13: Auteurswet

Artikel 189

Het personeelslid respecteert te allen tijde de geldende auteursrechten, naburige rechten en reprografierechten.

13.1 Auteursrechten

Artikel 190

- §1 Voor het publiek gebruik van beschermde werken moet een vergoeding worden betaald aan de beheersvennootschap van de rechten.
- §2 De aanvraag voor het gebruik gebeurt via het schoolbestuur of na delegatie door de directeur.
- §3 Er is geen vergoeding verschuldigd voor het gebruik in het kader van de kosteloze privé-uitvoering in het kader van schoolactiviteiten..

Artikel 191

- §1 Bij alle werken die de leerlingen maken, worden zij als auteur beschouwd. Het personeelslid kan hierop geen enkele afbreuk doen zonder de uitdrukkelijke toestemming van de leerling.
- §2 De leerlingen worden uitgenodigd om alle werken die in de loop van het schooljaar op de school werden gemaakt, vrij ter beschikking te stellen van de school.
Deze werken kunnen enkel worden gebruikt voor didactisch-pedagogische doeleinden (voorbeeldfunctie) of activiteiten die de school naar buiten uit moeten vertegenwoordigen (tentoonstellingen, opendeurdagen, drukwerk...).

13.2 Naburige rechten

Artikel 192

- §1 Voor het publiek gebruik van opgenomen muziekkuitvoeringen moet een billijke vergoeding worden betaald aan de beheersvennootschap van de rechten belast met de inning van de billijke vergoeding, tenzij de muziek wordt gebruikt tijdens de lessen.
- §2 De betaling gebeurt via het schoolbestuur of na delegatie door de directeur.
- §3 De billijke vergoeding is niet van toepassing op muziek die wordt gebruikt als begeleiding van een optreden van leerlingen bij schoolvoorstellingen. Bij dit gebruik van muziek is het exclusief recht van toepassing, dat wil zeggen dat de uitdrukkelijke toestemming vereist is van de auteur, de artiest en de producent.
- §4 De aanvraag voor het gebruik gebeurt via het schoolbestuur of na delegatie door de directeur.

13.3 Reprografierechten

Artikel 193

- §1 Het personeelslid mag ofwel volledige artikels, ofwel korte uittreksels uit boeken, audiovisuele werken of elektronische bestanden kopiëren voor onderwijsdoeleinden en leeft hierbij de richtlijnen van de desbetreffende dienstorders na.
- §2 Bij het kopiëren van volledige boeken, audiovisuele werken en elektronische bestanden is de uitdrukkelijke toelating van de auteur vereist. Hiertoe moet het personeelslid een toelating vragen aan het schoolbestuur of na delegatie via de directeur.
- §3 Het personeelslid mag voor didactisch gebruik werken van beeldende kunst reproduceren, wanneer er geen afbreuk wordt gedaan aan de uitgave van het oorspronkelijke werk.
- §4 Korte fragmenten uit partituren mogen voor didactische doeleinden worden gekopieerd.
- §5 Voor het kopiëren van volledige partituren is in principe de toestemming vereist van de auteur, zijn uitgever of een andere rechthebbende.

Hoofdstuk 14: Veiligheid, gezondheid en welzijn

14.1 Algemeen

Artikel 194

Het schoolbestuur is verantwoordelijk voor de veiligheid, de gezondheid en het welzijn van de personeelsleden en stagiairs in de school en werkt hiervoor een beleid uit.

Artikel 195

Het schoolbestuur heeft (of richt op) een interne dienst voor preventie en bescherming op het werk op met ten minste één preventieadviseur.

De naam/namen van de leden van de gemeentelijke interne dienst voor preventie en bescherming op het werk is (zijn) opgenomen in bijlage 2 bij dit arbeidsreglement.

Artikel 196

Het schoolbestuur is verantwoordelijk voor het uitwerken van een dynamisch risicobeheersingssysteem in samenwerking met de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk en de leden van de hiërarchische lijn. Het personeelslid volgt de richtlijnen op die hieruit voortvloeien.

Artikel 197

De directeur houdt, als lid van de hiërarchische lijn en in overleg met de gemeentelijke interne dienst voor preventie en bescherming, toezicht op de toepassing van het beleid en reglementering inzake veiligheid, gezondheid en welzijn in de school.

Artikel 198

Het personeelslid draagt naar best vermogen zorg voor zijn eigen veiligheid en gezondheid en die van anderen. Daartoe moet het op de juiste wijze gebruik maken van arbeidsmiddelen en veiligheidsvoorzieningen, verwittigt het de directeur onmiddellijk van elke situatie die een gevaar kan betekenen en verleent het bijstand aan het schoolbestuur, de directeur en de gemeentelijke interne dienst voor preventie en bescherming op het werk.

Artikel 199

Het personeelslid neemt deel aan de vormingen die het schoolbestuur organiseert over de risico's en preventiemaatregelen die van toepassing zijn in de school.

Artikel 200

Het schoolbestuur is aangesloten bij een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk. De contactmogelijkheden van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk en de namen van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer en van de preventieadviseur psychosociale aspecten zijn opgenomen in bijlage 2 bij dit arbeidsreglement.

Artikel 201

Het personeelslid aanvaardt de bevoegdheid van de leden van de gemeentelijke interne en externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, en van andere personen die van het schoolbestuur een opdracht hebben gekregen in het kader van de welzijnswet, de codex met uitvoeringsbesluiten en het ARAB (algemeen reglement voor arbeidsbescherming).

Artikel 202

Het schoolbestuur duidt per vestigingsplaats een of meerdere hulpverleners aan. De namen van deze hulpverleners per vestigingsplaats en de plaats van het basismateriaal en de verbanddoos zijn opgenomen in bijlage 2 bij dit arbeidsreglement.

Artikel 203

Een personeelslid of leerling dat een letsel in dienstverband oploopt, kan zich wenden tot de hulpverlener inzake eerste hulp bij ongevallen.

14.2 Gezondheid

Artikel 204

Het personeelslid dat door het schoolbestuur als onderworpen is opgegeven, is verplicht in te gaan op het verzoek zich te melden voor het gezondheidstoezicht.

Artikel 205

Het personeelslid, of mits zijn toestemming de behandelende arts, mag rechtstreeks een spontane raadpleging bij de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer aanvragen naar aanleiding van gezondheidsklachten, toe te schrijven aan zijn arbeidssituatie.

Artikel 206

Het personeelslid volgt de richtlijnen van het schoolbestuur

Artikel 207

Het personeelslid deelt elk gebruik van geneesmiddelen en elke wijziging in hun lichamelijke en/of geestelijke gezondheidstoestand onmiddellijk aan de directeur mee als die een gevaar kunnen opleveren voor de veiligheid van de leerlingen en/of derden.

Artikel 208

Het schoolbestuur, bij delegatie de directeur is verplicht de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer te verwittigen wanneer:

- een personeelslid klaagt over ongemakken of tekenen van aandoening die kunnen worden toegeschreven aan zijn arbeidsomstandigheden;
- het schoolbestuur, bij delegatie de directeur een vermoeden heeft dat de lichamelijke of geestelijke toestand van het personeelslid de risico's, verbonden aan de werkpost, onmiskenbaar verhoogt.

Artikel 209

Het personeelslid leeft de bij dienstorder meegedeelde verplichtingen van het schoolbestuur na, met betrekking tot het milieubeleid o.m. recyclage, zuinig energie-en waterverbruik, scheiding van afval, gebruik van giftige of gevaarlijke stoffen.

Artikel 210

Het personeelslid volgt bij zwangerschap de wetgeving op zoals beschreven in:

- de arbeidswet van 16/03/1971
- de wettelijke regelingen en voorzieningen (koninklijk besluit moederschapsbescherming 02/05/1995 - verzekeringen tegen beroepsziekten / RIZIV)
- de medisch preventieve verantwoording
- de omzendbrief PERS/2002/21 (13AC) van 24/09/2002
- het besluit van de Vlaamse Regering van 21/02/2003

Artikel 211

Afkolven tijdens de diensturen:

- een vrouwelijke werknemer die een borstkind voedt heeft, indien zij de werkgever hiervan in kennis heeft gesteld, gedurende de eerste negen levensmaanden van dat kind het recht de arbeid te onderbreken ten einde in de nodige rust en afzondering haar kind te zogen dan wel de moedermelk te kolven. De werkgever biedt haar daartoe de gelegenheid en stelt, waar nodig, een geschikte af te sluiten besloten ruimte ter beschikking,
- de onderbrekingen, bedoeld in het eerste lid, vinden plaats zo vaak en zo lang als nodig is doch bedragen gezamenlijk ten hoogste een vierde van de arbeidstijd per dienst. De vaststelling van het tijdstip en de duur van de onderbrekingen vindt plaats door de betrokken vrouwelijke werknemer na overleg met de werkgever,
- de duur van de onderbrekingen, bedoeld in dit artikel, gelden voor de toepassing van deze wet en de daarop berustende bepalingen als arbeidstijd, waarover de vrouwelijke werknemer haar aanspraak op het naar tijdruimte vastgesteld loon behoudt.

14.3 Genotsmiddelen

Artikel 212

Binnen de volledige school, met inbegrip van zowel de gebouwen als de speelplaatsen en andere open ruimten is het verboden:

- te roken,
- alcohol te gebruiken,
- drugs en/of roesopwekkende middelen te gebruiken.

Sancties in geval van overtreding van het rookverbod kunnen zijn:

- mondelinge opmerking door de directeur/gemeentesecretaris,
- schriftelijke neerslag van de overtreding opnemen in het personeelsdossier van het betrokken personeelslid,
- schriftelijke melding van de overtreding(en) aan het schoolbestuur,
- ...

Artikel 213

Het rookverbod is eveneens van kracht buiten de openingsuren van de school en tijdens de vakantieperioden.

Artikel 214

Het personeelslid mag zich niet aanbieden in de school indien hij onder invloed verkeert van alcohol, drugs of roesopwekkende middelen.

Artikel 215

Het personeelslid moet handelen conform de richtlijnen van het schoolbestuur inzake drug- en alcoholbeleid. Deze richtlijnen worden meegedeeld bij dienstorder. Zie bijlage 6 (Alcohol- en drugsnota)

14.4 Veiligheid

Artikel 216

Het personeelslid neemt de nodige veiligheidsmaatregelen ter bescherming van de leerlingen bij activiteiten waaraan een gevaar of een risico verbonden is.

Artikel 217

Het personeelslid leeft de richtlijnen van het schoolbestuur na in verband met de risico's en preventiemaatregelen die van toepassing zijn in de school.

Artikel 218

In geval van activiteiten buiten de schoolgebouwen moet het personeelslid dit voorafgaandelijk meedelen aan de directeur. In voorkomend geval worden afspraken gemaakt inzake voldoende begeleiding van de leerlingen, de bereikbaarheid van het personeelslid en de verplaatsing van en naar de activiteit.

Artikel 219

Het personeelslid leeft de bepalingen in verband met brandveiligheid na en neemt deel aan alle initiatieven die het schoolbestuur neemt om het personeel vertrouwd te maken met evacuatie en het gebruik van blusmiddelen.

14.5 Arbeidsongeval, ongeval op weg naar of van het werk

Artikel 220

Het personeelslid dat slachtoffer is van elk arbeidsongeval of ongeval op weg naar en van het werk, al dan niet met arbeidsongeschiktheid tot gevolg, brengt onmiddellijk de directeur op de hoogte. Het personeelslid geeft een volledige beschrijving van de omstandigheden waarin het ongeval zich heeft voorgedaan.

Artikel 221

Bij een ongeval op het werk kan het personeelslid zich wenden tot de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer of tot een geneesheer naar keuze.

Artikel 222

De naam van de arbeidsongevallenverzekeraar is opgenomen in bijlage 2 bij dit arbeidsreglement.

Hoofdstuk 15: Bescherming psychosociale risico's op het werk, waaronder geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk

15.1 Algemeen

Artikel 223

Begripsomschrijving

§1 Psychosociale risico's op het werk: de kans dat een of meerdere personeelsleden psychische schade ondervinden die al dan niet kan gepaard gaan met lichamelijke schade, ten gevolge van een blootstelling aan de elementen van de arbeidsorganisatie, de arbeidsinhoud, de

arbeidsvoorwaarden, de arbeidsomstandigheden en de interpersoonlijke relaties op het werk, waarop het schoolbestuur, bij delegatie de directeur impact heeft en die objectief een gevaar inhouden.

- §2 Geweld: elke feitelijkheid waarbij een personeelslid of een andere persoon waarop dit hoofdstuk van toepassing is, psychisch of fysiek wordt bedreigd of aangevallen bij de uitvoering van het werk.
- §3 Pesterijen: meerdere gelijkaardige of uiteenlopende onrechtmatige gedragingen, buiten of binnen de instelling, die plaats hebben gedurende een bepaalde tijd, die tot doel of gevolg hebben dat de persoonlijkheid, de waardigheid of de fysieke of psychische integriteit van een werknemer of een andere persoon waarop dit hoofdstuk van toepassing is bij de uitvoering van zijn werk wordt aangetast, dat zijn betrekking in gevaar wordt gebracht of dat een bedreigende, vijandige, beledigende, vernederende of kwetsende omgeving wordt gecreëerd en die zich inzonderheid uiten in woorden, bedreigingen, handelingen, gebaren of eenzijdige geschriften. Deze gedragingen kunnen inzonderheid verband houden met godsdienst of overtuiging, handicap, leeftijd, seksuele geaardheid, geslacht, ras of etnische afstamming. Elk gedrag waarmee men iemand belet zich te uiten, waardoor hij geïsoleerd wordt of in diskrediet gebracht wordt op zijn werk of bij zijn collega's, wordt beschouwd als een gedrag dat typerend is voor pesterijen.
- §4 Ongewenst seksueel gedrag: elke vorm van ongewenst verbaal, non-verbaal of lichamelijk gedrag met een seksuele connotatie dat als doel of gevolg heeft dat de waardigheid van een persoon wordt aangetast of een bedreigende, vijandige, beledigende, vernederende of kwetsende omgeving wordt gecreëerd. Elk gedrag van seksuele aard wordt beschouwd als ongewenst seksueel gedrag indien het ongewenst, misplaatst en beledigend is voor de persoon die het ondergaat, indien het expliciet of impliciet gebruikt wordt als basis voor een beslissing die de rechten van een personeelslid op het vlak van beroepsopleiding, tewerkstelling, behoud van de dienstbetrekking, promotie of salaris aantast, of voor enige andere beslissing met betrekking tot de tewerkstelling of indien het een klimaat van intimidatie, vijandigheid of vernedering ten aanzien van deze persoon creëert.

15.2 Beginselverklaring geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag

Artikel 224

Geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk wordt niet getolereerd omdat het strijdig is met de rechten van de personeelsleden en met de eerbied voor hun menselijke waardigheid en omdat het een overtreding van de wet is.

Artikel 225

Het personeelslid onthoudt zich van elke vorm van verbaal, niet-verbaal of lichamelijk gedrag, waarvan hij of zij weet of zou moeten weten dat het afbreuk doet aan de waardigheid van een persoon en een ontoelaatbare schending inhoudt van die waardigheid. Elk personeelslid onthoudt zich bijgevolg van elke daad van geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk.

Artikel 226

De dader die vastgestelde inbreuken heeft gepleegd, wordt behandeld en gesanctioneerd overeenkomstig de bepalingen omtrent tucht (vast benoemde en TADD'er) en ontslag (gewone tijdelijke) zoals beschreven in het Decreet Rechtspositie.

Artikel 227

Het personeelslid heeft een meldingsplicht, via de aangestelde personeelsleden, wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat een leerling of een personeelslid slachtoffer is van grensoverschrijdend gedrag.

15.3 Raadgeving en hulp

Artikel 228

- §1 Het schoolbestuur stelt een preventieadviseur psychosociale aspecten aan. Hij is bevoegd om de bij wet voorziene opdrachten te vervullen met betrekking tot de preventie van geweld, pesterijen en/of ongewenst seksueel gedrag op het werk. Zo werkt hij op aanvraag mee aan het opstellen van de algemene preventiemaatregelen en moet hij de met redenen omklede klachten die hij in ontvangst neemt, onderzoeken.
- §2 Het schoolbestuur kan ook een vertrouwenspersoon aanduiden binnen de school die binnen de informele procedure bevoegd is voor het ontvangen en opvolgen van klachten over grensoverschrijdend gedrag vanwege personeelsleden en/of leerlingen. De vertrouwenspersoon wordt aangesteld om volledig onafhankelijk op te treden als vertrouwenspersoon. Hij/zij dient het slachtoffer op te vangen, te helpen, te steunen en bij te staan in het zoeken naar een oplossing.
- §3 De namen en contactmogelijkheden van de preventieadviseur psychosociale aspecten en desgevallend van de vertrouwenspersoon zijn opgenomen in bijlage 2 bij dit arbeidsreglement.

15.4 Procedure

Artikel 229

Informele psychosociale interventie

- §1 Het personeelslid dat schade ondervindt ten gevolge van psychosociale risico's op het werk, waaronder geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk, kan een beroep doen op de procedure voor informele psychosociale interventie.
- §2 Het personeelslid richt zich tot de vertrouwenspersoon of de preventieadviseur psychosociale aspecten voor een eerste raadpleging. Dit eerste persoonlijk onderhoud moet plaatsvinden binnen een termijn van 10 kalenderdagen en moet in een document worden bevestigd, waarvan het personeelslid een kopie ontvangt.
- §3 De vertrouwenspersoon of preventieadviseur psychosociale aspecten zal naargelang de keuze van het personeelslid:
- actief luisteren en eventueel advies geven aan het personeelslid;
 - een interventie bij een ander persoon uitvoeren;
 - een bemiddeling tussen de partijen ondernemen, indien beide partijen hiermee instemmen.
- §4 De vertrouwenspersoon of preventieadviseur psychosociale aspecten neemt het type van interventie op in een gedateerd en ondertekend document waarvan het personeelslid een kopie ontvangt.
- §5 De vertrouwenspersoon informeert het personeelslid van elke stap van het proces en handelt enkel met uitdrukkelijke toestemming van het personeelslid.

Artikel 230

Formele interventie

- §1 Indien de bemiddeling of de informele interventie niet tot een resultaat leidt of onmogelijk blijkt, kan het personeelslid een verzoek tot formele interventie indienen.
- §2 Binnen de termijn van 10 kalenderdagen moet de preventieadviseur psychosociale aspecten een verplicht persoonlijk onderhoud hebben met het personeelslid. Hij bevestigt in een document dat het verplicht persoonlijk onderhoud heeft plaats gevonden en overhandigt hiervan een kopie aan het personeelslid.
- §3 De preventieadviseur psychosociale aspecten kan het verzoek weigeren wanneer de situatie duidelijk geen psychosociale risico's op het werk inhoudt.
- §4 De preventieadviseur psychosociale aspecten brengt het schoolbestuur op de hoogte van het verzoek met collectief karakter of het verzoek met individueel karakter.
- §5 Indien het een verzoek is met collectief karakter dient het schoolbestuur, bij delegatie de directeur op zoek te gaan naar een gepaste reactie. Uiterlijk na drie maanden deelt het schoolbestuur, bij delegatie de directeur schriftelijk en gemotiveerd zijn beslissing mee over de gevolgen die hij aan het verzoek zal geven. Hij doet dit aan de preventieadviseur psychosociale aspecten, de preventieadviseur interne dienst en het ABOC.
- §6 Indien het gaat om een verzoek met individueel karakter dan zal de preventieadviseur psychosociale aspecten een onpartijdig onderzoek instellen in volledige onafhankelijkheid en brengt hij het schoolbestuur een advies met voorstellen betreffende de toe te passen maatregelen. Hij brengt het personeelslid en alle rechtstreeks betrokkenen schriftelijk op de hoogte wanneer hij dit advies aan het schoolbestuur heeft overhandigd.
- §7 Het schoolbestuur is verplicht om de betrokken partijen te informeren over de gevolgen van het verzoek.
- §8 Wanneer de feiten niet ophouden, of wanneer het schoolbestuur geen passende maatregelen treft, moet de preventieadviseur psychosociale aspecten – in overleg met de verzoeker – een beroep in stellen bij toezicht Welzijn op het Werk.

Artikel 231

De risicoanalyse van psychosociale risico's op het werk omvat ook het risico "agressie door derden". Het register van feiten door derden is een belangrijke bron van informatie van incidenten gepleegd door derden. In het "register van feiten door derden" kunnen de werknemers alle feiten van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag noteren waarvan zij menen het voorwerp te zijn geweest en die gepleegd zijn door personen die niet tot de onderneming behoren.

Artikel 232

Een schoolbestuur houdt een register van geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag extern aan het werk bij (de plaats waar dit register kan worden geraadpleegd: zie bijlage 2).

Hoofdstuk 16: Onthaal van nieuwe personeelsleden

Artikel 233

De indiensttreding van het personeelslid is het gevolg van een aanstellingsbesluit. Het personeelslid ontvangt bij de indiensttreding een afschrift van:

- het pedagogisch project;
- het arbeidsreglement, met inbegrip van de aanvullende verplichtingen en onverenigbaarheden;
- het schoolreglement;
- de algemene veiligheidsrichtlijnen;
- de richtlijnen in geval van evacuatie;
- de geïndividualiseerde functiebeschrijving.

Het schoolwerkplan en de goedgekeurde leerplannen die worden bijgehouden op het schoolsecretariaat, zijn ter beschikking van de personeelsleden.

Het personeelslid wordt geacht deze documenten te kennen, te aanvaarden en ze na te leven.

Artikel 234

De indiensttreding van het personeelslid is het gevolg van een aanstellingsbesluit. Het personeelslid ontvangt voor een redelijke termijn na de indiensttreding een afschrift van:

- het aanstellingsbesluit of een aanstellingsbrief.

Artikel 235

- §1 De directeur organiseert het onthaal van nieuwe personeelsleden, geeft hen de nodige inlichtingen en instructies met het oog op de bescherming van het welzijn op het werk bij de uitvoering van hun werk en het voorkomen van ongevallen en vergewist zich ervan dat deze nieuwe personeelsleden deze inlichtingen goed hebben begrepen en in de praktijk brengen. De directeur of een ervaren personeelslid dat de directeur aanduidt, begeleidt het beginnende personeelslid hierbij.
- §2 De directeur ondertekent een document waaruit blijkt dat de nodige inlichtingen en instructies werden verstrekt m.b.t. het welzijn op het werk. Dit document wordt bijgehouden door het schoolbestuur.

Hoofdstuk 17: Bevoegde inspectiediensten

Artikel 236

De adressen van de volgende bevoegde inspectiediensten zijn opgenomen in bijlage 3 bij dit arbeidsreglement:

- het Toezicht op de Sociale Wetten,
- het Toezicht op het Welzijn op het werk,
- Sociale Inspectie.

BIJLAGEN

BIJLAGE 1: INDIVIDUELE UURROOSTERS¹

Zie secretariaat van desbetreffende school en het schoolbestuur.

BIJLAGE 2: MEDEDELINGEN INZAKE WELZIJN

Interne dienst voor preventie en bescherming op het werk

Namen en contactmogelijkheden van de leden van de gemeentelijke interne dienst voor preventie en bescherming op het werk:

- Micheline ANNEESSENS
- Paul Hymanslaan 2
- 1200 Brussel
- Tel.: 02/761 27 63 of 0498/94 49 87
- m.anneessens@woluwe1200.be

Externe dienst voor preventie en bescherming op het werk

Namen en contactmogelijkheden van de leden van de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk met de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer:

- CESI
- Konrad Adenauerlaan 8
- 1200 Brussel
- Tel.: 02/761 17 74

Psychosociale risico's waaronder, geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk

Namen en contactmogelijkheden van de preventieadviseur psychosociale aspecten en de eventuele vertrouwenspersoon bevoegd voor psychosociale aspecten, waaronder geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag:

- Preventieadviseur psychosociale aspecten: CESI (zie hierboven)
- Vertrouwenspersoon:
- Carine BOUSSY
- Jean Monnetlaan 2
- 1200 Brussel
- Tel.: 02/774 36 89
- c.boussy@woluwe1200.be

Eerste hulp

Namen van de hulpverleners per vestigingsplaats:

- Prinses Paola: Isabelle ANNEESSENS
- Prins Boudewijn: Chantal DEWAELESCHE
- Paul Hymans: Karen CORDEMANS
- Klim op: Nicole MAENHOUT en Silke RAMAEKERS

Plaats(en) van het basismateriaal en de verbanddoos per vestigingsplaats:

- Prinses Paola: secretariaat en de hall van de kleuterschool en de hall van de lagere school
- Prins Boudewijn: in de hall
- Paul Hymans: in de toiletruimte
- Klim op: op de gang aan het bureau van de directeur, in het toezichtlokaal onder het afdak (de voorraad wordt bewaard in het bureau van de directeur)

Arbeidsongevallenverzekeraar

- Ethias (via ministerie van Onderwijs en Vorming)

BIJLAGE 3: ADRESSEN VAN DE BEVOEGDE INSPECTIEDIENSTEN

FOD Werkgelegenheid, Arbeid & Sociaal Overleg

Externe directies Toezicht op het Welzijn op het Werk

[Neem hier de contactgegevens op van de bevoegde [externe directie Toezicht op het Welzijn op het Werk.](http://www.werk.belgie.be/defaultTab.aspx?id=6550)] - <http://www.werk.belgie.be/defaultTab.aspx?id=6550>

Algemene directie Toezicht op de Sociale Wetten

[Neem hier de contactgegevens op van de bevoegde [externe directie Toezicht op de Sociale Wetten.](http://www.werk.belgie.be/defaultTab.aspx?id=6552)] - <http://www.werk.belgie.be/defaultTab.aspx?id=6552>

FOD Sociale Zekerheid & Openbare instellingen van sociale zekerheid

Sociale inspectie

[Neem hier de contactgegevens op van de bevoegde [Sociale Inspectie.](http://www.socialsecurity.fgov.be/nl/over-de-fod/organogram/sociale-inspectie/contact/contact-sociale-inspectie.htm)] - <http://www.socialsecurity.fgov.be/nl/over-de-fod/organogram/sociale-inspectie/contact/contact-sociale-inspectie.htm>

BIJLAGE 4: GEGEVENS VAN HET CLB VAN DE VGC

Centrum voor Leerlingenbegeleiding van de Vlaamse Gemeenschapscommissie
 Technologiestraat 1
 1082 Sint-Agatha-Berchem
 Tel.: 02 482 05 72
 Fax: 02 482 05 68
 E-mail: clb.vgc@clbvvc.be

BIJLAGE 5: HET EVALUATIE-REGLEMENT

Evaluatie

Artikel 1

Het schoolbestuur duidt voor elk personeelslid twee evaluatoren aan in het kader van functiebeschrijving en evaluatie, behalve voor de directeur waarvoor slechts 1 evaluator wordt voorzien.

§1 Wervingsambten

De directeur van de school waar het personeelslid is aangesteld, is de eerste evaluator.

De gemeentesecretaris is de eerste evaluator voor personeelsleden die aangesteld zijn op het niveau van de scholengemeenschap.

In geval er tussen het personeelslid en de directeur een familiale band is tot en met de vierde graad dan wordt het diensthoofd Onderwijs als eerste evaluator aangeduid.

De eerste evaluator heeft als voornaamste taak het personeelslid te coachen in diens functioneren:

- samen met het personeelslid de geïndividualiseerde functiebeschrijving opstellen;
- functioneringsgesprekken voeren;
- functioneringsverslagen opstellen;
- het evaluatiegesprek voeren;
- het evaluatieverslag opstellen met eindconclusie

Het diensthoofd Onderwijs is de tweede evaluator.

De tweede evaluator:

- bewaakt de procedure van het evaluatieproces;
- kan op schriftelijk verzoek vanwege het personeelslid en/of de eerste evaluator ingeschakeld worden. Hij brengt het personeelslid en/of de eerste evaluator op de hoogte van de aanvraag.

In geval er tussen de directeur en het diensthoofd Onderwijs een familiale band is tot en met de vierde graad dan wordt de gemeentesecretaris als tweede evaluator aangeduid.

In geval er tussen het personeelslid en een andere directeur van de scholengemeenschap een familiale band is tot en met de vierde graad dan wordt gemeentesecretaris als tweede evaluator aangeduid.

In geval er tussen het personeelslid en de directeur een familiale band is tot en met de vierde graad dan wordt gemeentesecretaris als tweede evaluator aangeduid.

In geen geval kan de tweede evaluator de rol van de eerste evaluator overnemen.

§2 Bevorderingsambt: directeur

De eerste evaluator is het schoolbestuur, er is geen tweede evaluator. De (*) is aangesteld als evaluator.

In geval er tussen de directeur en (*) een familiale band is tot en met de vierde graad dan wordt (**) als eerste evaluator aangeduid.

De (*) heeft als evaluator de volgende rol:

- samen met de directeur de functiebeschrijving opstellen;
- functioneringsgesprekken voeren;
- functioneringsverslagen opstellen;
- het evaluatiegesprek voeren;
- het evaluatieverslag opstellen met eindconclusie

(*) Sint-Pieters-Woluwe = gemeentesecretaris – Sint-Lambrechts-Woluwe = diensthoofd Onderwijs – Sint-Joost-ten-Node = diensthoofd Onderwijs – Evere = diensthoofd Onderwijs – Schaarbeek = gemeentesecretaris

(**) Sint-Pieters-Woluwe = diensthoofd Onderwijs – Sint-Lambrechts-Woluwe = gemeentesecretaris – Sint-Joost-ten-Node = gemeentesecretaris – Evere = gemeentesecretaris – Schaarbeek = diensthoofd Onderwijs

Artikel 2

Elk personeelslid dat aangesteld is voor meer dan 104 dagen krijgt een geïndividualiseerde functiebeschrijving per ambt en per school. De geïndividualiseerde functiebeschrijving wordt ten laatste de eerste dag van de aanstelling opgemaakt.

De directeur krijgt vanaf de eerste dag van zijn aanstelling een geïndividualiseerde functiebeschrijving voor dat ambt.

De eerste evaluator en het personeelslid stellen in overleg de geïndividualiseerde functiebeschrijving op waarin de door de bij regelgeving opgelegde zaken opgenomen zijn.

Indien het personeelslid niet akkoord gaat, geeft het aan welke punten het betwist en waarom. Als men het niet eens raakt:

- hoort het schoolbestuur de eerste evaluator en het personeelslid;
- het schoolbestuur beslist;
- de eerste evaluator ondertekent en het personeelslid ondertekent de functiebeschrijving ter kennisname.

De eerste evaluator en het personeelslid kunnen in overleg de functiebeschrijving aanpassen:

- na afspraken tijdens een functioneringsgesprek;
- bij een belangrijke wijziging van de opdracht van het personeelslid;
- bij aanvang van een nieuwe evaluatieperiode.

Artikel 3

Per evaluatieperiode vinden, per personeelslid en per ambt, minstens 1 functioneringsgesprek per schooljaar.

De eerste evaluator nodigt het personeelslid schriftelijk uit voor een functioneringsgesprek. Hij kondigt dit minimaal 10 werkdagen op voorhand aan.

Het personeelslid kan schriftelijk een functioneringsgesprek vragen. Het gesprek gaat door binnen de 14 werkdagen na ontvangst van de aanvraag. De datum van het gesprek wordt na overleg met het personeelslid en desgevallend met de tweede evaluator bepaald door de eerste evaluator.

Een functioneringsgesprek resulteert steeds in een verslag opgemaakt volgens model in bijlage. Dit verslag wordt ondertekend door de eerste evaluator en het personeelslid tekent 'voor ontvangst'.

Het personeelslid en de tweede evaluator ontvangen een kopie.

Indien nodig bezorgt het personeelslid zijn/haar opmerkingen binnen de 14 werkdagen aan de eerste evaluator. De opmerkingen worden dan toegevoegd aan het verslag.

Artikel 4

Ieder personeelslid dat een functiebeschrijving heeft, moet minimaal om de vier schooljaren geëvalueerd worden. Er kan bij een evaluatie enkel rekening gehouden worden met prestaties geleverd in het lopende schooljaar en de drie voorafgaande schooljaren. Voor een aanstelling van meer dan 104 dagen tot 1 schooljaar is er minstens 1 evaluatiegesprek.

§1 Het evaluatiegesprek

- kan leiden tot afspraken rond persoons- en ontwikkelingsgerichte doelstellingen die opgenomen worden in de geïndividualiseerde functiebeschrijving van het personeelslid;
- sluit een evaluatieperiode af;
- leidt steeds tot een evaluatieverslag op overeenkomstig het model in bijlage;

De eerste evaluator bepaalt het tijdstip van het evaluatiegesprek en kondigt dit minimaal 10 werkdagen op voorhand schriftelijk mee.

Het personeelslid kan schriftelijk een evaluatiegesprek vragen. Het gesprek gaat door binnen de 14 werkdagen na ontvangst van de aanvraag. De datum van het gesprek wordt na overleg met het personeelslid en desgevallend met de tweede evaluator bepaald door de eerste evaluator.

Op vraag van de eerste evaluator of het personeelslid kan de tweede evaluator aanwezig zijn op het evaluatiegesprek.

§2 Het evaluatieverslag

- wordt opgesteld door de eerste evaluator met een eindconclusie en de beroepsmogelijkheden (op straffe van nietigheid) bij eindconclusie onvoldoende;
- wordt door de eerste evaluator gedateerd, ondertekend en voorgelegd aan het personeelslid;
- wordt door het personeelslid gedateerd en ondertekend "ter kennisneming" en wordt onmiddellijk terugbezorgd aan de eerste evaluator;
- wordt gekopieerd en één exemplaar wordt overhandigd aan het personeelslid, de tweede evaluator en het schoolbestuur.

§3 *Levensbeschouwelijke vakken*

- deze personeelsleden worden geëvalueerd door de eerste evaluator;
- de inspecteurs levensbeschouwelijke vakken leveren een bijdrage (vakinhoudelijk) voor de evaluatie;
- de eerste evaluator bepaalt de eindconclusie op basis van een evaluatiegesprek (niet-vakinhoudelijk) en de (eventuele) bijdrage van de inspectie levensbeschouwelijke vakken (vakinhoudelijk);
- bij onvoldoende kan ontslag enkel met instemming van de bevoegde instantie.

Artikel 5 Bij eindconclusie “onvoldoende” gelden de volgende afspraken:

§1 *Wervingsambten*

Het personeelslid dat in een wervingsambt tijdelijk is aangesteld voor bepaalde duur kan door het schoolbestuur ontslagen worden als het voor dat wervingsambt één definitieve evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" heeft gekregen.

Het ontslag geldt voor het ambt in die school waarop de evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" betrekking heeft.

Na een evaluatie met eindconclusie “onvoldoende” en voor zover deze niet leidt tot het ontslag, moet het betrokken personeelslid een nieuwe evaluatie krijgen. Deze nieuwe evaluatie moet een periode van minstens 12 maanden effectieve prestaties omvatten. Deze periode start op het ogenblik dat het evaluatieverslag wordt voorgelegd aan het betrokken personeelslid. Intussen is er minstens één functioneringsgesprek.

Het personeelslid dat in een wervingsambt vast benoemd is of tijdelijk is aangesteld voor doorlopende duur wordt ontslagen door het schoolbestuur als het in éénzelfde school voor dat wervingsambt ofwel twee opeenvolgende definitieve evaluaties met eindconclusie "onvoldoende" ofwel drie definitieve evaluaties met eindconclusie "onvoldoende" in zijn loopbaan heeft gekregen. Het ontslag geldt voor het ambt in die school waarop de evaluaties met eindconclusie "onvoldoende" betrekking hebben.

§2 *Bevorderingsambt: directeur*

Een directeur die tijdelijk aangesteld is, wordt ontslagen door het schoolbestuur als het voor dat ambt één definitieve evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" heeft gekregen. Het ontslag geldt voor het ambt in de school waarop de evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" betrekking heeft.

Het schoolbestuur kan een vast benoemd directeur die voorheen vast benoemd was in een ambt in het onderwijs, na één definitieve evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" voor dat ambt van directeur uit dit ambt verwijderen.

Het betrokken personeelslid wordt door het betrokken schoolbestuur onmiddellijk ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking in het ambt waarin hij voorheen vast benoemd was.

Een vast benoemd directeur wordt ontslagen door het schoolbestuur als het in éénzelfde school voor dat ambt ofwel twee opeenvolgende definitieve evaluaties met eindconclusie "onvoldoende" ofwel drie definitieve evaluaties met eindconclusie "onvoldoende" in zijn loopbaan heeft gekregen.

Het ontslag geldt voor het ambt van directeur in die school waarop de evaluaties met eindconclusie "onvoldoende" betrekking hebben.

De kennisgeving van het ontslag kan enkel geschieden hetzij bij ter post aangetekende brief die uitwerking heeft op de derde werkdag na de datum van verzending, hetzij bij gerechtsdeurwaardersexploot.

Artikel 6

Het evaluatiedossier bevat alle nuttige documenten die als beoordelingsgrond kunnen dienen én die betrekking hebben op de functiebeschrijving. Alle documenten dienen door het personeelslid ondertekend te worden 'voor ontvangst'.

De eerste evaluator houdt de coachingshistoriek bij conform het model in bijlage.

Het evaluatiedossier bevindt zich in de school waar het personeelslid tewerkgesteld is.

Het personeelslid heeft op elk ogenblik inzage in zijn persoonlijk evaluatiedossier. Hij kan op zijn verzoek een kopie krijgen van zijn evaluatiedossier.

Artikel 7

Tegen een evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" kan het personeelslid beroep aantekenen bij een college van beroep inzake evaluaties. Dit college van beroep garandeert de rechten van verdediging.

Als het personeelslid, binnen de termijn van twintig kalenderdagen volgend op de overhandiging van de kopie van het evaluatieverslag met eindconclusie "onvoldoende", geen beroep aantekent, is de evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" definitief na het verstrijken van deze termijn.

Als het personeelslid, binnen de termijn van twintig kalenderdagen volgend op de overhandiging van de kopie van het evaluatieverslag met eindconclusie "onvoldoende", beroep aantekent, is de evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" definitief na de uitspraak van het college van beroep voor zover het college van beroep de evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" niet vernietigt.

Bijlagen van de evaluatieprocedure

- Model verslag functioneringsgesprek

VERSLAG FUNCTIONERINGSGESPREK	
Onderwijsinstelling	:
Instellingsnummer	:
Schoolbestuur	:
Scholengemeenschap	: Grootbos- aan- Zee
Nummer scholengemeenschap	:
Eerste evaluator	:
Tweede evaluator	:

IDENTIFICATIE			
Naam personeelslid		Stamboeknummer	
Ambt		Geboortedatum	
Volume opdracht			
Datum functioneringsgesprek:			
ONDERWERPEN VAN HET GESPREK:			
AFSPRAKEN (eventueel: persoons- en ontwikkelingsgerichte doelstellingen) en eigen prioriteiten			
Opgemaakt in drie exemplaren voor kennisneming,			

Voor ontvangst,		
Het personeelslid: Datum:	De 1ste evaluator: Datum:	De 2de evaluator: Datum:

- Model evaluatieverslag

EVALUATIEVERSLAG			
Onderwijsinstelling	:		
Instellingsnummer	:		
Schoolbestuur	:		
Scholengemeenschap	:	Grootbos aan- Zee	
Nummer scholengemeenschap	:		
Eerste evaluator	:		
Tweede evaluator	:		
IDENTIFICATIE			
Naam personeelslid		Stamboeknummer	
Ambt		Geboortedatum	
Volume opdracht			

Datum evaluatiegesprek:
Beschrijvend verslag

2. Hoofdopdracht en opdracht
2.1 Plannen en voorbereiden van de activiteiten
2.2 Zorgen voor een geschikte leeromgeving en een goede klasorganisatie
2.3 De beoogde doelstellingen via de activiteiten realiseren
2.4 Sociale vaardigheden, waarden, normen
2.5 Verzorging
2.6 Evaluatie van de werkwijze
2.7 Bijdragen tot een goede werking van de school in haar geheel
2.8 Administratie eigen aan de functie
2.9 Overleg en samenwerking met directie, het schoolteam, CLB, ouders, externe actoren
2.10 Begeleiding van stagiairs in samenspraak met de mentor

3. De nascholing
4. Schoolopdracht

Eindconclusie		
Opgemaakt in drie exemplaren Voor kennisneming voor ontvangst,		
Het personeelslid Datum:	De eerste evaluator Datum:	De tweede evaluator Datum:.....

Beroepsmogelijkheden

Als het evaluatieverslag de eindconclusie "onvoldoende" bevat, moet het op straffe van nietigheid steeds de beroepsmogelijkheden bevatten (cfr. Artikel 47decies, § 3 decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding).

Uittreksel uit het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding

Artikel 47undecies.

§ 1. Een evaluatie, bedoeld in afdeling I, kan leiden tot een evaluatieverslag met eindconclusie "onvoldoende".

§ 2. Tegen een evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" kan het personeelslid beroep aantekenen bij een college van beroep inzake evaluaties. Dit college van beroep garandeert de rechten van verdediging.

Als het personeelslid, binnen de in artikel 47septiesdecies, § 5, 1°, voorziene termijn, geen beroep aantekent, is de evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" definitief na het verstrijken van deze termijn.

Als het personeelslid, binnen de in artikel 47septiesdecies, § 5, 1°, voorziene termijn, beroep aantekent, is de evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" definitief na de uitspraak van het college van beroep voor zover het college van beroep de evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" niet vernietigt.

§ 3. Na een evaluatie met eindconclusie "onvoldoende", en voor zover deze niet leidt tot het ontslag zoals bedoeld in dit hoofdstuk, moet betrokkene een nieuwe evaluatie krijgen. Deze nieuwe evaluatie moet een periode van ten minste twaalf maanden effectieve prestaties omvatten. Deze periode start op het ogenblik dat het evaluatieverslag wordt voorgelegd aan het betrokken personeelslid overeenkomstig artikel 47decies, § 2.

Artikel 47septiesdecies.

[...]

§ 5. De Vlaamse Regering bepaalt de nadere regelen betreffende beroepsprocedure en betreffende de werking van het college van beroep in het procedurereglement, met dien verstande dat:

1° op straffe van verval het beroep dient ingesteld te worden binnen een termijn van twintig kalenderdagen volgend op de overhandiging van de kopie van het evaluatieverslag met eindconclusie "onvoldoende" door de eerste evaluator of door de inrichtende macht voor de beheerder van een internaat, de directeur en desgevallend de adjunct-directeur. Deze termijn kan worden opgeschort tijdens een vakantieperiode;

- 2° het beroep de evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" opschort;
 3° voor het vaststellen van de redenen tot wraking van de voorzitter en de leden zal worden uitgegaan van het bepaalde in artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek;
 4° de rechten van de verdediging tijdens de procedure worden gewaarborgd.

Uittreksel uit het besluit van de Vlaamse Regering van 14 december 2007 betreffende de procedure in beroep na een evaluatie met eindconclusie "onvoldoende" en betreffende de werking van het college van beroep

Artikel 7.

Als een evaluatie wordt uitgesproken met eindconclusie "onvoldoende", dan kan het betrokken personeelslid hiertegen bij aangetekend schrijven beroep instellen bij de bevoegde kamer van het college van beroep, binnen de termijn, vermeld in [...] [artikel 47septiesdecies, § 5, 1°](#), van het decreet rechtspositie personeelsleden gesubsidieerd onderwijs. Het betrokken personeelslid ontvangt op zijn eenvoudig verzoek onmiddellijk een kopie van zijn evaluatiedossier.

Als het einde van de termijn zoals bedoeld in het eerste lid, valt binnen de herst-, kerst-, krokus-, paas- of zomervakantie zoals die voorzien zijn in het [besluit van de Vlaamse Regering van 17 april 1991](#) tot organisatie van het schooljaar in het basisonderwijs, in het deeltijds kunstonderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap of in het [besluit van de Vlaamse Regering van 31 augustus 2001](#) houdende de organisatie van het schooljaar in het secundair onderwijs, dan wordt die termijn opgeschort gedurende de duur van de betrokken vakantie.

Op hetzelfde ogenblik als het personeelslid het beroepschrift indient, stuurt hij een kopie daarvan aan zijn evaluator(en).

Het beroep moet op straffe van nietigheid gemotiveerd zijn.

Het beroep moet de naam en het adres van de instelling of het centrum bevatten en de naam van de evaluator(en).

Het beroep kan worden ingediend bij de kamer voor het gesubsidieerd officieel onderwijs van het college van beroep op het volgende adres:

Kamer voor het gesubsidieerd officieel onderwijs van het college van beroep
 Afdeling Advies en Ondersteuning onderwijspersoneel
 T.a.v. Mevrouw Peggy MICHIELS, secretaris
 Hendrik Consciencegebouw, toren C, 1e verdieping
 Koning Albert II-laan 15
 1210 Brussel

- Model coachinghistoriek

HISTORIEK COACHING	
Onderwijsinstelling	:
Instellingsnummer	:
Schoolbestuur	:
Scholengemeenschap	: Grootbos- aan- Zee
Nummer scholengemeenschap	:

IDENTIFICATIE			
Naam personeelslid		Stamboeknummer	
Ambt		Geboortedatum	
Volume opdracht		2de evaluator	

Datum	Bondige omschrijving van de actie	Paraf Personeels lid	Paraf 1ste evaluator

BIJLAGE 6: ALCOHOL EN DRUGSNOTA

Doelstelling: Kwaliteitsvol onderwijs binnen een vertrouwenswekkende organisatie

Samen met het schoolbestuur en haar gemandateerden streven alle medewerkers naar een kwaliteitsvol onderwijs binnen gemeentelijke scholen¹.

Dit doel realiseren kan alleen op een aangename werkplek waar veiligheid en gezondheid gewoonten zijn. Kwaliteitsvol onderwijs vereist het kunnen werken en leren in een vertrouwenswekkende omgeving.

Uitgangspunten van het alcohol- en drugbeleid

Het schoolbestuur is mede verantwoordelijk voor de veiligheid en de gezondheid van haar werknemers en voor kwaliteitsvol onderwijs.

Het schoolbestuur acht vermoeden van misbruik van alcohol en drugs op het werk onverenigbaar met de bovenvermelde doelstelling. Dit misbruik verhoogt immers niet alleen het risico op arbeidsongevallen, maar brengt tevens een ongewenste vermindering of terugval van de arbeidsprestatie teweeg en een minder goede onderwijskwaliteit.

Met het beoogde alcohol- en drugbeleid stelt het schoolbestuur het functioneren van iedere medewerker centraal. Preventie, behoud van kwaliteitsvol onderwijs en behoud van tewerkstelling zijn hierbij van essentieel belang.

Binnen de arbeidssituatie wil het schoolbestuur in de eerste plaats medewerkers met een alcohol- of drugprobleem op weg helpen om op een effectieve wijze iets aan hun probleem te doen. Het bestuur wil de medewerker met een alcohol- of drugprobleem een haalbare kans bieden op herstel.

Het alcohol- en drugbeleid steunt op drie pijlers:

- ≡ afspraken over de aanwezigheid van alcoholische dranken en drugs,
- ≡ de procedure in geval van misbruik van alcohol en drugs,
- ≡ de verantwoordelijkheid en de taak van alle actoren.

1. Aanwezigheid van alcoholische dranken en drugs

Alcoholische dranken

Artikel 99 van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming (ARAB) zegt dat het verboden is gedistilleerde alcoholische dranken en gegiste dranken binnen te brengen op de werkvloer, de bijhorigheden inbegrepen.

Het verbruik van alcoholische dranken tijdens de dienst, ook deze aangeboden door het publiek, zijn niet toegelaten.

Het is ook verboden tijdens de uitoefening van de dienst, behalve als de dienstonoedwendigheid dit vereist, zich op te houden in voor het publiek toegankelijke drankgelegenheden, cafetaria's en

¹ Scholen: het gewoon en buitengewoon voltijds onderwijs, de centra voor deeltijds beroepsonderwijs, de academies voor deeltijds kunstonderwijs, de centra voor volwassenenonderwijs en de centra voor leerlingbegeleiding

dergelijke. Dit vloeit voort uit de bekommernis van het schoolbestuur om enerzijds de drang om alcohol te verbruiken weg te nemen, en anderzijds om het werkverzuim te beperken.

Gelegenheidsdrinken mag onder geen enkele voorwaarde of in geen enkele omstandigheid worden geduld.

Verder is het verboden zich met de uiterlijke kentekenen van drankmisbruik op het werk aan te bieden.

In afspraak met het schoolbestuur / de directie kunnen alcoholische dranken op specifieke tijdstippen en plaatsen wel worden toegelaten. Bij deze gelegenheden moet niet-alcoholische drank altijd aanwezig zijn om niemand onder morele of sociale dwang te zetten om alcohol te verbruiken. Het is evenwel niet toegestaan zich op deze momenten te bedrinken.

Er worden bij deze gelegenheden geen alcoholische dranken van meer dan 22° geschonken.

Drugs

Het bezit en gebruik van alle drugs zijn onder geen enkel beding toegestaan op de werkvloer. Tevens is het ten strengste verboden om zich onder invloed van drugs en/of medicatie die de goede werking beïnvloedt, op het werk aan te bieden.

Gebruik en beschikbaarheid van medicatie op het werk

Het beleid heeft betrekking op alle middelen die een gedragsverandering met zich mee kunnen brengen en/of die een risico op afhankelijkheid van het product met zich mee dragen. Hierbij gaat het vooral om psychofarmaca (slaap- en kalmeermiddelen, antidepressiva, samengestelde pijnstillers). Het onoordeelkundig en/of niet voorgeschreven gebruik van psychofarmaca op de werkvloer is niet toegestaan.

Het is aangewezen geen voertuig, vaartuig of machine te besturen indien de behandelend geneesheer en/of de bijsluiter dit afraden. Personeelsleden worden via informatie bewust gemaakt van de mogelijke effecten van medicatiegebruik (eventueel in combinatie met andere drugs) op hun functioneren.

2. De procedure in geval van vermoeden van misbruik van alcohol en drugs

De procedure is enerzijds bedoeld om alcohol- en drugsgebruik op het werk te voorkomen en anderzijds om medewerkers met een alcohol- of drugprobleem op weg te helpen, om op een effectieve wijze iets aan hun probleem te doen.

Iedere belanghebbende is bevoegd om de uiterlijke kentekenen van vermoeden van drug- en drankmisbruik vast te stellen, ze te beschrijven en daarover een verklaring af te leggen bij de hiërarchische overste van het personeelslid.

De hiërarchische overste wijst de betrokken medewerker - die hij niet in staat acht om zijn functie onder normale omstandigheden uit te voeren - op zijn verminderde arbeidsprestaties of op zijn ontoelaatbaar gedrag en meldt dit aan het diensthoofd onderwijs en/of de gemeentesecretaris, rekening houdend met de geplogenheden binnen het schoolbestuur.

Al naar het geval beslist de hiërarchische overste of hij al dan niet inzake het betrokken personeelslid een feitenverslag zal opstellen en/of een schriftelijke verwittiging zal overmaken.

Ingeval de hiërarchische overste meent dat de openbare orde en/of de veiligheid van het betrokken personeelslid of anderen in het gedrang wordt gebracht neemt hij onmiddellijk contact op met het diensthoofd onderwijs en/of de gemeentesecretaris, rekening houdend met de geplogenheden binnen het schoolbestuur en kunnen onverwijld passende maatregelen worden getroffen.

2.1. Optreden in een acute situatie

Stel dat een personeelslid zoveel alcohol, medicatie en/of drugs heeft gebruikt dat hij/zij niet meer in staat is om te werken, dan is volgend optreden aangewezen.

Acute situaties (dronkenschap, onder invloed zijn van andere drugs) doen zich meestal slechts éénmaal voor.

- 2.1.1. Duidelijke vaststelling van werkonbekwaamheid en een snelle verwijdering van de werkvloer is nodig
- Uit het gedrag van de betrokkene blijkt dat hij/zij in de huidige omstandigheden niet kan functioneren. In dat geval gaat men uit van het appreciatierecht van het personeelslid dat deze vaststelling doet. Hierbij is er met andere woorden geen sprake van bewijslast.
 - Werkonbekwaamheid en de urgentie om snel in te grijpen hebben tot gevolg dat de betrokkene moet stoppen met het uitvoeren van zijn/haar taken en van de werkvloer weggehaald moet worden.
 - **Snel handelen is noodzakelijk** (o.a. uit veiligheidsoverwegingen, zowel voor de betrokkene zelf als voor zijn omgeving):
 - ≡ vaststellen dat de betrokkene niet meer in staat is om zijn/haar taken op een veilige en degelijke manier uit te voeren;
 - ≡ het schoolbestuur/directie op de hoogte brengen;
 - ≡ de nodige maatregelen nemen om de veiligheid van iedereen te waarborgen;
 - ≡ de betrokkene op een serene manier van de werkplek weghalen (met hulp van de collega's als dit nodig blijkt).
- Belangrijk:** als de betrokkene een leidinggevende/de directie is, is het de plicht van het personeelslid dit rechtstreeks te melden aan de daartoe aangeduide persoon (*zie bijlage 2 – “mededelingen inzake welzijn” voor de contactpersoon) en/of de gemeentesecretaris, die hierin verder optreedt. De daartoe aangeduide persoon en /of gemeentesecretaris moeten dit met de nodige discretie behandelen.
- Mogelijke reacties van de betrokkene:
 - ≡ **De betrokkene gaat vrijwillig mee naar een afzonderlijk lokaal**
Het schoolbestuur/directie stelt alles in het werk om de betrokkene op een veilige manier naar huis te brengen. Bij voorkeur wordt er gekozen voor een taxi. De betrokkene staat in voor de hieraan verbonden kosten.
 - ≡ **De betrokkene weigert mee te gaan**
 - ≡ Het schoolbestuur/directie kan een beroep doen op een derde persoon om de betrokkene alsnog te overtuigen.
 - ≡ Als de betrokkene blijft weigeren, roept het schoolbestuur/directie getuigen om de weigering te laten vaststellen.
 - ≡ Als de betrokkene blijft weigeren, kan men de bevoegde ordediensten en/of hulpdiensten inroepen.
- Belangrijk:** in alle omstandigheden moet de betrokkene veilig thuis geraken. Al het mogelijke wordt gedaan om de betrokkene niet zelf te laten rijden. Eventueel wordt hij naar zijn thuisadres gebracht. Indien nodig roept men de bevoegde orde- of hulpdiensten in. Eventuele vervoerskosten zijn ten laste van de betrokkene.
- 2.1.2. Het schoolbestuur / de directie heeft kort na het voorval een gesprek met betrokkene
- Dit gesprek vindt onmiddellijk, d.i. zo snel als mogelijk en uiterlijk na één week, plaats nadat de betrokkene terug aan te werk is gegaan.
 - Het schoolbestuur / de directie bespreekt het incident met de betrokkene en toetst het gebeurde af.
 - Als uit het gesprek blijkt dat er een probleem is, stelt het schoolbestuur/ de directie duidelijk dat dergelijke feiten niet getolereerd worden. Het schoolbestuur/directie waarschuwt de betrokkene voor mogelijke zware gevolgen bij herhaling (zie eventueel ook procedure chronisch misbruik) en licht eventueel de betrokkene in over het bestaande hulpverleningsaanbod (zie 3. Hulpverlening).
 - Er wordt er van dit gesprek een verslag gemaakt volgens de afspraken en procedures die in de scholengemeenschap gelden. Er wordt van dit gesprek een verslag gemaakt en door beide partijen ondertekend. Dergelijke incidenten worden in een registratiesysteem opgenomen.
 - Als bij een incident door alcohol- en drugsmisbruik de feiten of gevolgen dermate ernstig zijn, stelt men de procedures in zoals beschreven in het Decreet Rechtspositie van 27 maart 1991.

2.2. Optreden in een chronische situatie

Een personeelslid functioneert al enige tijd minder goed tot slecht, vermoedelijk door misbruik van alcohol, medicatie en/of drugs; of een personeelslid verschijnt op het werk vaker onder kennelijke invloed van alcohol, medicatie en/of drugs, zonder dat er zich noodzakelijkerwijze functioneringsproblemen voordoen.

Binnen de scholengemeenschap zijn er afspraken gemaakt over hoe men het disfunctioneren van personeelsleden aanpakt. Die afspraken blijven geldig, ongeacht de oorzaak van het disfunctioneren; ze gelden dus ook voor het disfunctioneren door misbruik van alcohol, medicatie of drugs. De krachtlijnen hiervan zijn functioneringsgesprekken, coaching en evaluatie.

- ≡ Voor het tijdelijk personeel past die aanpak in de uitvoering van de bepalingen in het Decreet Rechtspositie (DRP) in verband met de functiebeschrijving en de evaluatie.
- ≡ Voor TADDers en vastbenoemden gelden de gangbare tuchtmaatregelen voor elke vorm van grensoverschrijdend gedrag, dus ook voor grensoverschrijdend gedrag door misbruik van alcohol, medicatie of drugs (eventueel kan men het gebruik zelf als “grensoverschrijdend” kwalificeren).

Bij de begeleiding van een personeelslid bij wie men een chronisch misbruik van alcohol, medicatie of drugs vermoedt, gelden de hiernavolgende principes.

- Eigen aan de aanpak is het besef dat een personeelslid met een drank-, medicatie- of drugprobleem zijn functioneren of zijn gedrag niet in zijn eentje kan veranderen, maar hulp nodig heeft, en dat bij dit personeelslid zelf vaak enig “probleeminzicht” ontbreekt.
- Precies daarom komt het erop aan zeer scherpe grenzen te trekken en te bewaken: afspraken die gemaakt zijn tijdens functioneringsgesprekken, moeten worden nagekomen. Elk disfunctioneren en elk grensoverschrijdend gedrag dat rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met drank-, medicatie- of drugsmisbruik, moet ten aanzien van het personeelslid als zodanig worden geduid. Elke keer moet men er de nadruk op leggen dat de betrokkene in een negatieve spiraal terechtgekomen is en dat hij daar enkel uit los geraakt, als hij zich laat helpen of verzorgen. Men stelt hem voor contact op te nemen met de interne hulpverlener/vertrouwenspersoon (*zie bijlage 2 – “mededelingen inzake welzijn” voor de contactpersoon), die hem in vertrouwen kan informeren. Men kan hoe dan ook de betrokkene niet verplichten hulp te zoeken. Het blijft dus bij informeren, aansporen en aanmoedigen.
- De frequentie van de functioneringsgesprekken en de intensiteit van de coaching worden dan ook door twee factoren bepaald. Enerzijds is er de wijze waarop het disfunctioneren evolueert, de frequentie waarmee de incidenten door alcohol-, medicatie- of druggebruik zich voordoen (het vóórkomen van dronkenschap, of onder kennelijke invloed zijn van drugs of medicatie). Anderzijds zijn er de acties die de betrokkene zelf onderneemt om aan de afhankelijkheid van alcohol, medicatie of drugs te ontsnappen. Hoe frequenter de klachten over het disfunctioneren, hoe intensiever de coaching; hoe meer het personeelslid er blijk van geeft zelf actief aan zijn situatie te werken, hoe minder de coach hem op ‘op de huid moet zitten’.
- Ook het personeelslid dat zich laat behandelen en actief meewerkt aan de hulp die wordt geboden, verdient blijvende aandacht. Het gaat er dan meer om het personeelslid in zijn strijd bij te staan en te bemoedigen. Het eventuele disfunctioneren blijft op de agenda, maar punten waar verbetering in het functioneren merkbaar is, worden positief onderstreept.
- Met een personeelslid dat voor zijn behandeling langere tijd afwezig is, wordt het best (tenminste als betrokkene dat wenst) contact gehouden. Dat contact is hoe dan ook nodig in de periode voor betrokkene het werk hervat en moet worden onderhouden tijdens het hele re-integratieproces. Dergelijke contacten kunnen verlopen via de hiërarchische lijn, of via een interne hulpverlener, elk met respect voor zijn eigen rol. Ook collega’s kunnen daarin, al dan niet op een structurele wijze, een rol spelen.
- Ook (psychosociale) nazorg is belangrijk. Het is opportuun dat het schoolbestuur/directie de betrokkene stimuleert om zich te laten opvolgen. Dit om herval te vermijden.

Kaderen de verschijnselen in een persoonlijke problematiek, dan kan de hiërarchische overste de betrokkene wijzen op de mogelijkheden om zich te laten helpen (sociale of psychische begeleiding, het bestaan van gespecialiseerde instellingen). Met toestemming van de betrokkene kan de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer hierbij een ondersteunende en coördinerende rol krijgen.

Ontkent de betrokkene zijn of haar problematiek dan kan de hiërarchische overste hem erop wijzen dat zijn gedrag, waarmee het ook te maken heeft, alleszins ontoelaatbaar is op het werk en aanleiding kan geven tot gepaste maatregelen.

3. De verantwoordelijkheid en de taak van alle actoren

De geloofwaardigheid van het alcohol- en drugbeleid staat of valt met de **voorbeeldfunctie** van iedereen die bij de school betrokken is. Met nadruk vraagt het schoolbestuur om hun medewerking teneinde de geschetste problematiek op een sociale en efficiënte manier aan te pakken.

Het uitgangspunt van het alcohol- en drugbeleid is het goed/adequaat functioneren van elke medewerker. De directeur en alle medewerkers, moeten zich hierop richten.

Elke lid van de hiërarchische lijn heeft welbepaalde plichten ten overstaan van de ondergeschikten, zowel van de eigen dienst als van een andere. Deze verplichtingen vloeien voort uit bestaande wetten en reglementen. Volgens de artikelen 5 tot en met 13 van het koninklijk besluit van 27/03/1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van het personeelslid bij de uitvoering van hun werk is de hiërarchische lijn, dus elke leidinggevende, verplicht om preventiemaatregelen te nemen om risico's te voorkomen, schade te voorkomen of te beperken. Het toezien op het drankverbruik van de medewerkers kadert daarin.

Een ander kader waarbinnen de verantwoordelijkheid van de hiërarchische lijn past is:

- ≡ het beheer van de toegewezen taken als goede huisvader,
- ≡ het toepassen van de wet op de openbare dronkenschap,
- ≡ de arbeidswet die de verplichting oplegt om het werk zorgvuldig, eerlijk en nauwkeurig te verrichten.
- ≡ Als bij een incident door alcohol- en drugsmisbruik de feiten of gevolgen dermate ernstig zijn, stelt men de procedures in zoals beschreven in het Decreet Rechtspositie van 27 maart 1991.

Bovendien moet men zich onthouden van al wat schade kan berokkenen aan de eigen veiligheid of die van anderen.

Een lid van de hiërarchische lijn moet bij elke vaststelling van een vorm van inefficiënt presteren van een medewerker hem bij de eerste gepaste gelegenheid om wijziging in zijn gedrag vragen. Dit gebeurt volledig in overeenstemming met de geest van het functioneringssysteem.

Een medewerker die bijvoorbeeld regelmatig afwezig is (vb. de maandagmorgen) heeft geen goed werkgedrag. Zijn attitude is een onderdeel van zijn functioneren. De directe overste dient deze medewerker hierop te wijzen en hem te verzoeken om zijn gedrag aan te passen.

Het eenduidig reageren op beginnende situaties is belangrijk van bij de start. Het snel bespreken van het probleemgedrag waarborgt een snellere hulpverlening. (Het betrokken personeelslid beschermen binnen een ploeg medewerkers maakt de hulpverlening later veel moeilijker.)

Het ontzien van de medewerker door hem niet door te verwijzen, maakt het lid van de hiërarchische lijn medeplichtig aan het niet goed functioneren van zijn personeelslid. Hij ontnemt de betrokkene daardoor eveneens kansen om op een passende manier begeleid en geholpen te worden. Dit is de plicht van een leidinggevende. Als een leidinggevende hieraan verzaakt, verzuimt hij aan zijn plicht.

Regelgeving

Wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen (B.S. 06/03/1921) en haar uitvoeringsbesluiten

Wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van het personeelslids bij de uitvoering van hun werk (B.S. 18/09/1996)

Decreet betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding van 27 maart 1991 (B.S. 25/05/1991).

Koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk (B.S. 31/03/1998)

Koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers (B.S. 16/06/2003)

11 februari 1946 Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming (B.S. 03/04/1946).

Titel II: Algemene bepalingen betreffende de arbeidshygiëne alsmede de veiligheid en de gezondheid van de arbeiders, Hoofdstuk II: Bepalingen betreffende de hygiëne en de arbeidsplekken, Artikel 99

Uiterlijke kentekenen die kunnen wijzen op gebruik van alcohol of drugs

De hieronder beschreven voorbeelden zijn **niet limitatief**. Ze doen zich niet noodzakelijk allemaal tegelijk voor.

Uiterlijk voorkomen

- ≡ wijziging in de persoonlijke verzorging van een individu,
 - vb. ongeschoren, onzorgvuldig geschoren, ongewassen of ongekamd haar, (on)zorgvuldigheid en graad van reinheid van de kledij
- ≡ wijziging in het uitzicht van het lichaam,
 - vb. rood aangelopen gezicht, bloeddoorlopen ogen, naar alcohol ruikende adem
- ≡ wijziging in de motoriek,
 - vb. bevende handen, onvaste gang met zoeken naar breed steunvlak, onzeker handelen...
- ≡ grijpen naar voorwerpen, trager bewegen van de ledematen of sneller bewegen doch bewegingen zonder doel (ongedurig, opgewonden), onzorgvuldige articulatie.

Wijziging in het gedrag

- ≡ vertraagd of niet reageren op uitwendige prikkels,
 - vb. laat of niet antwoorden op vragen, niet reageren op bepaalde signalen, desinteresse voor wat zich in de omgeving van het individu afspeelt
- ≡ overdreven reactie op uitwendige prikkels,
 - vb. gejaagde spraak, prikkelbaarheid, neiging tot ruziemaken
- ≡ "Eigenaardig" gedrag, dit wil zeggen gedrag dat gegeven de omstandigheden als niet gepast of niet adequaat geldt

Wijziging in de werkprestatie

- ≡ maken van overdreven veel fouten, onzorgvuldigheid in de uitvoering van een werk
- ≡ abnormaal trage uitvoering van het werk

Uiterlijke kentekenen die kunnen wijzen op probleemgebruik van alcohol of drugs

Je kunt probleemdrinken herkennen aan allerlei kenmerken (niet limitatief en niet noodzakelijk samen):

- ≡ gedragsverandering: iemand wordt suffer of juist agressiever, vergeetachtig, onverschillig
- ≡ niet meer drinken voor het plezier of het genot, maar vanuit een vanzelfsprekendheid
- ≡ regelmatig overmatig alcoholgebruik: één keer overkomt iedereen, als het vaker gebeurt, is er meer aan de hand
- ≡ ongewenst gedrag samengaand met alcoholgebruik: fysiek of verbaal geweld, gebrek aan respect voor anderen,
- ≡ wrong place en wrong time: wanneer iemand drinkt op momenten en plaatsen dat je het niet zou verwachten of het echt ongepast lijkt
- ≡ alcoholgebruik in het verkeer
- ≡ drank gebruiken als hulpmiddel om met moeilijkheden om te gaan vb. om gevoelens te durven tonen, om contact te leggen,
- ≡ 's morgens regelmatig een houten kop hebben, een plakkerige droge mond en misselijkheid
- ≡ conflicten over het alcoholgebruik: ontkennen van het probleem, kwaad worden, in de drank vluchten

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan de Hr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

#018/18.04.2016/A/0021#

M. THAYER quitte la séance.
Dhr. THAYER verlaat de vergaderzaal.

INTERPELLATIONS (Section 4 – art. 7 – sous-section 1) :

INTERPELLATIES (Afdeling 4 – art. 7 – onderafdeling 1):

18. Impact de la taxe kilométrique sur les véhicules communaux (Mme DE VALKENEER)
Impact van de kilometerheffing op de gemeentelijke voertuigen (mw. DE VALKENEER)

Mme DE VALKENEER rappelle que, depuis le 1^{er} avril 2016, l'ensemble des véhicules de plus de 3,5 tonnes, en ce compris les véhicules communaux, sont soumis au paiement de la taxe kilométrique. Elle ajoute que, comme le dénonce l'Association de la Ville et des Communes de la Région bruxelloise (ci-après AVCB), l'application de cette taxe aux véhicules communaux de plus 3,5 tonnes risque d'avoir des conséquences financières importantes pour les communes, raison pour laquelle l'AVCB demande une exonération ou du moins une modulation de la taxe pour les véhicules communaux affectés à des missions d'intérêt public. Elle demande de lui indiquer le nombre de véhicules communaux potentiellement concernés par la taxe kilométrique et de lui communiquer une première évaluation du coût que pourrait représenter cette taxe pour la commune.

M. JAQUEMYNS répond que la mise en place de la nouvelle taxe kilométrique pour les véhicules de plus de 3,5 tonnes depuis le 1^{er} avril 2016 a effectivement un impact financier pour la commune.

Il précise que 7 véhicules au total sont concernés :

- 3 camions conteneurs,
- 2 camions poubelles,
- 1 camion brosse,
- 1 camion pompe.

Il explique que :

- chaque véhicule doit être équipé d'un boîtier OBU permettant de tracer les itinéraires empruntés par ces véhicules et l'achat des 7 boîtiers revient à 945 EUR ;
- les services ont effectué une estimation du coût de déplacement des véhicules, basée sur le kilométrage parcouru en 2015 par chaque véhicule concerné et l'estimation s'élève à 16.000 EUR par an, sachant que sont concernées toutes les routes locales et régionales, à l'exception des autoroutes, dans la Région bruxelloise (à titre d'exemple, le coût pour un véhicule de plus de 3,5 tonnes, norme EURO 4 est de 0,132 EUR/km).

#018/18.04.2016/A/0022#

Mw. DE VALKENEER herinnert eraan dat sinds 1 april 2016 voertuigen van meer dan 3,5 ton, met inbegrip van de gemeentevoertuigen, onderworpen zijn aan een kilometerheffing. Ze voegt eraan toe dat, zoals door de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Gewest (hierna VSGB) reeds wordt aangeklaagd, de toepassing van deze heffing voor de gemeentevoertuigen van meer dan 3,5 ton belangrijke financiële gevolgen kan hebben voor de gemeenten. Vandaar dat de VSGB een vrijstelling of toch ten minste een aanpassing van deze heffing vraagt voor gemeentevoertuigen die opdrachten van openbaar nut uitvoeren. Ze vraagt hoeveel gemeentevoertuigen door deze kilometerheffing getroffen kunnen worden en hoeveel men schat dat deze heffing aan de gemeente zal kosten.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat de invoering op 1 april 2016 van een kilometerheffing voor voertuigen die meer dan 3,5 ton wegen wel degelijk een financiële impact heeft op de gemeente.

Hij legt uit dat er 7 voertuigen door getroffen worden:

- 3 containervrachtwagens,
- 2 vuilnisvrachtwagens,
- 1 bezemvrachtwagen,

- 1 pompvrachtwagen,

Hij legt uit dat:

- ieder voertuig uitgerust moet zijn met een OBU-box (On Board Unit) waarbij men de weg kan volgen die door de voertuigen wordt afgelegd. De aankoop van deze 7 systemen kost 945 EUR;
- de diensten, gebaseerd op de kilometers die in 2015 door ieder van de betrokken werden afgelegd, een raming gemaakt hebben van de verplaatsingskosten voor de voertuigen. Dit zou neerkomen op ongeveer 16.000 EUR per jaar aangezien alle plaatselijke en regionale wegen in het Brussels Gewest belast worden (met uitzondering van de snelwegen). Een voorbeeld: de kost voor een voertuig van meer dan 3,5 ton, EURO-norm 04, bedraagt 0,132 EUR/km.

#018/18.04.2016/A/0022#

Mme NAHUM quitte la séance.

Mw. NAHUM verlaat de vergaderzaal.

19. Placement de poteaux anti-parking non permanents au square de Meudon (M. DEROUBAIX)
Plaatsen van niet-permanente anti-parkeerpalen op de Meudonsquare (dhr. DEROUBAIX)

A la demande des commerçants ambulants du marché du square de Meudon, M. DEROUBAIX demande s'il serait possible de rendre certains poteaux anti-parking non permanents à l'angle de l'avenue Georges Henri et du square de Meudon, ce qui permettrait aux maraîchers d'obtenir deux voies d'accès pour l'installation et l'évacuation des espaces qui leurs sont réservés sur le square de Meudon. Il fait remarquer qu'actuellement, avec la terrasse de la Cuve à bière, les maraîchers situés du côté Georges Henri ne disposent que d'une seule sortie qui est souvent encombrée.

M. JAQUEMYNS répond que, lors de l'aménagement du square de Meudon dans sa forme actuelle, on a créé des zones d'accès sur les oreilles de trottoir, le long des façades, pour permettre les livraisons et les déménagements et que, pour faciliter l'accès, on a prévu des bollards amovibles. Il fait remarquer que, dans la pratique, les services constatent que ces bollards ne s'enlèvent presque jamais en raison du fait que les camions montent sur les oreilles de trottoir, via les passages pour piétons et entre deux bollards. Concernant la demande spécifique de M. DEROUBAIX, il signale que l'on n'a pas reçu de doléances particulières de la part des maraîchers mais que les services ont été chargés de se rendre sur place pour rencontrer ceux-ci afin de déterminer leurs besoins et, le cas échéant, de trouver des solutions adéquates et praticables pour tous.

M. DEROUBAIX transmettra la demande des maraîchers.

#018/18.04.2016/A/0023#

Op vraag van de marktkramers van de Meudonsquare vraagt dhr. DEROUBAIX of het mogelijk zou zijn om bepaalde anti-parkeerpaaltjes op de hoek van de Georges Henrilaan en de Meudonsquare niet permanent te maken. Hierdoor zouden ze twee toegangen krijgen om de ruimtes die voor hen op de Meudonsquare zijn voorbehouden, te bereiken en weer te verlaten. Hij merkt op dat, gezien het terras van "La Cuve à bière", de marktkramers die aan de kant van de Georges Henri staan, slechts een uitgang hebben die vaak vol staat.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat toen de Meudonsquare in zijn huidige vorm werd ingericht, men toegangszones gecreëerd heeft op de stoeporen, langs de gevels, om leveringen en verhuizingen toe te staan. Hiervoor heeft men wegneembare paaltjes voorzien. Hij merkt op dat de diensten in de praktijk waarnemen dat deze paaltjes bijna nooit worden weggehaald aangezien de vrachtwagens via het voetgangersgedeelte tussen de paaltjes de stoeporen oprijden. Wat de specifieke vraag van dhr. DEROUBAIX betreft, merkt hij op dat men geen bijzondere klachten ontvangen heeft vanwege de marktkramers. Men heeft de diensten opgedragen om zich ter plaatse te begeven om te horen wat de

verzuchtingen van de marktkramers zijn en om, indien nodig, een oplossing te vinden die voor iedereen goed en leefbaar is.

Dhr. DEROUBAIX zal de vraag van de marktkramers overmaken.
#018/18.04.2016/A/0023#

Mme NAHUM et M. THAYER rentrent en séance.
Mw. NAHUM en dhr. THAYER komen de vergaderzaal terug binnen.

20. Les radars fixes situés sur le territoire communal sont-ils réellement opérationnels ?
(M. DEROUBAIX)
Zijn de vaste radars op het grondgebied van de gemeente echt operationeel? (dhr. DEROUBAIX)

M. DEROUBAIX rappelle que la commune de Woluwe-Saint-Lambert dispose de 11 radars fixes situés sur son territoire, cinq d'entre eux visant à limiter la vitesse à 50 km/h et six d'entre eux visant à limiter la vitesse à 70 km/h. Il signale que plusieurs habitants situés à proximité des axes routiers où sont installés ces radars constatent que ces limitations de vitesse sont peu, voire pas du tout respectées par les automobilistes. Il pense notamment aux habitants de l'avenue Paul Hymans – avenue de Broqueville / Tomberg, à ceux de l'avenue Paul Hymans – avenue Emile Vandervelde / boulevard de la Woluwe ou encore ceux de la rue Voot / boulevard de la Woluwe.

Il pose les questions suivantes :

- Les radars fixes sont-ils censés être opérationnels en tout temps, de façon aléatoire, ou sont-ils des leurres inactifs ?
- Quelles sont les statistiques des infractions constatées pour chacun des 11 radars installés sur le territoire communal ?

M. MAINGAIN répond qu'il y a exactement six poteaux fixes sur voirie régionale mais que celui qui est situé au coin du boulevard de la Woluwe et de l'avenue Vandervelde vers Tomberg est hors service en raison d'un problème technique auquel il doit être remédié.

Il communique les statistiques des infractions contrôlées :

1. Boulevard de la Woluwe / rue Voot vers avenue de Tervuren : **2015**: 647.131 véhicules contrôlés, 170 infractions pour feu rouge, 9 pour vitesse (179 infractions, soit 0,03 %) ; **2016** : 139.100 véhicules contrôlés, 33 infractions pour feu rouge, 1 pour vitesse (34 infractions ou 0,02 %). Aujourd'hui, ce radar n'est plus en service pour cause de travaux.
2. Boulevard de la Woluwe / rue Voot vers Zaventem : **2015** : 550.545 véhicules contrôlés, 189 infractions pour feu rouge, 30 pour vitesse (219 infractions ou 0,04 %) ; **2016** : 108.809 véhicules contrôlés, 36 infractions pour feu rouge, 1 pour vitesse (37 infractions ou 0,03 %). Aujourd'hui, ce radar n'est plus en service pour cause de travaux.
3. Avenue Vandervelde / boulevard de la Woluwe vers Tomberg : hors service.
4. Cours Paul-Henri Spaak / boulevard de la Woluwe vers Kraainem : **2015** : 410.796 véhicules contrôlés, 116 infractions pour feu rouge, 12 pour vitesse (128 infractions ou 0,03 %) ; **2016** : 252.407 véhicules contrôlés, 42 infractions pour feu rouge, 1 pour vitesse (43 infractions ou 0,02 %). Aujourd'hui, ce radar n'est plus en service pour cause de travaux.
5. Boulevard de la Woluwe / avenue Hippocrate vers Zaventem : **2015** : 732.409 véhicules contrôlés, 693 infractions pour feu rouge, 141 pour vitesse (834 infractions ou 0,11 %) ; **2016** : pas encore de chiffres.
6. Boulevard de la Woluwe / avenue Hippocrate vers avenue de Tervuren : **2015** : 392.031 véhicules contrôlés, 100 infractions pour feu rouge, 22 pour vitesse (122 infractions ou 0,03 %) ; **2016** : pas encore de chiffres.

Il précise que la Parquet applique une tolérance de 6 km/h. Il n'a pas encore les statistiques des radars mobiles. Il reconnaît qu'il y a moins de contrôles ces derniers mois en raison de la menace terroriste car les agents de police ne peuvent plus sortir seuls mais doivent être accompagnés d'un officier de police en armes et doivent par ailleurs assumer d'autres tâches prioritaires.

#018/18.04.2016/A/0024#

Dhr. DEROUBAIX herinnert eraan dat de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe op haar grondgebied over 11 vaste radars beschikt. Vijf daarvan beperken de snelheid tot 50km/u en de overige zes proberen de snelheid tot 70km/u beperken. Hij wijst erop dat verscheidene inwoners die in de buurt van de verkeersassen wonen waar deze radars staan opgesteld, vaststellen dat deze snelheidsbeperkingen zelden of nooit worden nageleefd door de automobilisten. Hij denkt hierbij vooral aan de inwoners van de Paul Hymanslaan – de Broquevillelaan / Tomberg, die van de Paul Hymanslaan – Emile Vanderveldelaan / Woluwedal of aan die van de Vootstraat / Woluwedal.

Hij stelt de volgende vragen:

- Worden de vaste radars geacht voortdurend te werken, slechts sporadisch of zijn het valse camera's die niet werken?
- Wat zijn de statistieken betreffende de overtredingen bij ieder van deze 11 radars op het grondgebied van de gemeente?

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat er exact 6 vaste palen op gewestwegen staan, maar dat de radar op de hoek van het Woluwedal en de Emile Vanderveldelaan richting Tomberg buiten gebruik is wegens een technisch probleem dat moet worden opgelost.

Hij deelt de statistieken mee van de vastgestelde overtredingen:

1. Woluwedal / Vootstraat richting Tervurenlaan: **2015:** 647.131 gecontroleerde voertuigen, 170 overtredingen rood licht, 9 voor snelheid (179 overtredingen, ofwel 0,03 %); **2016:** 139.100 gecontroleerde voertuigen, 33 overtredingen rood licht, 1 voor snelheid (34 overtredingen, ofwel 0,02 %). Deze radar is momenteel buiten gebruik wegens werken.
2. Woluwedal / Vootstraat richting Zaventem: **2015:** 550.545 gecontroleerde voertuigen, 189 overtredingen rood licht, 30 voor snelheid (219 overtredingen, ofwel 0,04 %); **2016:** 108.809 gecontroleerde voertuigen, 36 overtredingen rood licht, 1 voor snelheid (37 overtredingen, ofwel 0,03 %). Deze radar is momenteel buiten gebruik wegens werken.
3. Emile Vanderveldelaan / Woluwedal richting Tomberg: buiten gebruik.
4. Paul-Henri Spaakpromenade / Woluwedal richting Kraainem: **2015:** 410.796 gecontroleerde voertuigen, 116 overtredingen rood licht, 12 voor snelheid (128 overtredingen, ofwel 0,03 %); **2016:** 252.407 gecontroleerde voertuigen, 42 overtredingen rood licht, 1 voor snelheid (43 overtredingen, ofwel 0,02 %). Deze radar is momenteel buiten gebruik wegens werken.
5. Woluwedal / Hippocrateslaan richting Zaventem: **2015:** 732.409 gecontroleerde voertuigen, 693 overtredingen rood licht, 141 voor snelheid (834 overtredingen, ofwel 0,11 %); **2016:** nog geen cijfers.
6. Woluwedal / Hippocrateslaan richting Tervurenlaan: **2015:** 392.031 gecontroleerde voertuigen, 100 overtredingen rood licht, 22 voor snelheid (122 overtredingen, ofwel 0,03 %); **2016:** nog geen cijfers.

Hij wijst erop dat het Parket een tolerantie van 6 km/u toepast. Hij beschikt nog niet over de statistieken van de mobiele radars. Hij geeft toe dat er de voorbije maanden gezien de terreurdreiging minder controles werden uitgevoerd: de agenten mogen niet meer alleen naar buiten, maar moeten vergezeld zijn door een gewapende politieofficier en bovendien hebben ze nu andere prioriteiten.

#018/18.04.2016/A/0024#

21. Hoe waren onze politiediensten en veiligheidsdiensten betrokken bij de verschrikkelijke bom- en terreurdaden met zoveel doden van 22 maart in de metro in Brussel en Zaventem?

(dhr. DE SMUL)

Comment ont été impliqués nos services de police et services de sécurité lors de l'horrible attaque et des faits de terreur du 22 mars avec autant de morts dans le métro à Bruxelles et à Zaventem ? (M. DE SMUL)

Dhr. DE SMUL wil duidelijke informatie krijgen over de manier waarop de gemeente betrokken werd bij de verschrikkelijke dag van 22 maart, hoe we voorbereid waren en of het noodplan gewerkt heeft, of onze diensten paraat waren om waar nodig te helpen. Hij vraagt of er in de gemeente en omgeving huiszoeken werden uitgevoerd en waar we **nu** staan betreffende de veiligheid in de metro, in openbare gebouwen en tijdens manifestaties. Hij vraagt in naam van alle inwoners duidelijke

informatie over deze verschrikkelijke dag voor onze samenleving aan dhr. MAINGAIN, hoofd van de politiediensten.

Dhr. MAINGAIN dankt dhr. DE SMUL voor zijn vraag. Hij maakt een onderscheid tussen de dag van de aanslagen en de dagen die erop volgden. Wat de dag van de aanslagen betreft, heeft er bij zijn weten geen enkele burgemeester van het Brussels Gewest een alarmbericht gekregen van het Nationaal Crisiscentrum met de vraag om bepaalde plekken beter te bewaken. De veiligheidsdiensten hebben wel initiatieven genomen, maar er was geen enkele uitnodiging om aan een coördinatievergadering deel te nemen. Hij wijst erop dat aangezien de "Cliniques universitaires Saint-Luc" een van de eerste ziekenhuizen was waar men zwaar gewonden zou opvangen, er een belangrijke politiemacht gemobiliseerd werd om de toegang ervan te waarborgen en het ziekenhuis te bewaken. Hij maakt een verschil tussen 3 soorten gewonden:

1. zij die levensgevaarlijk gewond zijn,
2. zij die zwaar gewond zijn,
3. zij die verzorging nodig hebben maar waarvan het leven niet in gevaar is.

Hij merkt op dat de "Cliniques universitaires Saint-Luc" binnen het half uur 200 personeelsleden hebben kunnen mobiliseren, maar dat ze slechts weinig zware spoedgevallen binnen hebben gekregen aangezien de luchthaven een overeenkomst met het militair ziekenhuis heeft en omdat op het ogenblik dat de aanslag in de metro plaatsvond, de nooddiensten de zwaar gewonden naar andere ziekenhuizen hebben gestuurd (Sint-Pieters, Jette...) omdat ze dachten dat de "Cliniques universitaires Saint-Luc" al overbelast waren. De "Cliniques Saint-Luc" hebben tenslotte 2 levensgevaarlijk gewonden binnen gekregen, een klein tiental zwaar gewonden en een paar tientallen minder ernstige gevallen. Dat is opvallend weinig aangezien het over een van de grootste opvangcapaciteiten van het gewest beschikt. Hij besluit dat er eens moet worden nagedacht over de verwijzing van de gewonden. Hij voegt eraan toe dat de politie gemobiliseerd werd om de veiligheid te verzekeren aan de ingang van het ziekenhuis waar de toegangscontrole verstrengd werd. Hij wijst erop dat de bewaking van de metrostations verzekerd wordt door de federale politie en het leger, en niet door de zonepolitie. Dat valt dus buiten de bevoegdheden van de burgemeesters en van de korpschefs van de 6 zones. Hij merkt op dat wanneer men op niveau 4 is overgegaan, de gemeente de veiligheidsbeschikkingen voor de scholen en kinderdagverblijven weer heeft ingesteld die al in november werden toegepast (een enkele ingang...). Hij merkt op dat het Nationaal Crisiscentrum gemeld heeft dat de scholen en kinderdagverblijven niet tot de terreurdoelwitten gerekend werden, maar dat er toch bijzondere veiligheidsmaatregelen afgekondigd werden voor de school die zich op de UCL-site bevindt. De leerlingen zijn er meer blootgesteld aan het gevaar aangezien ze zich achter ramen bevinden, iets waar de directrice zich zorgen om maakte. Hij legt uit dat in de daaropvolgende dagen de politie het terrein ter hoogte van de grote assen verzaaid heeft en dat er agenten in burger klaar stonden om indien nodig tussenbeide te komen. Hij benadrukt dat er op het grondgebied van de gemeente geen huiszoekingen werden uitgevoerd en wat de terugkeer van Syriëstrijders betreft, er 2 personen zijn die in de gemeente gedomicilieerd zijn en die onder bewaking staan. Meer weet hij hier echter niet over.

#018/18.04.2016/A/0025#

M. DE SMUL souhaite avoir une information claire sur la manière dont la commune a été impliquée dans la terrible journée du 22 mars, comment nous étions préparés et si le plan catastrophe a fonctionné, si nos services étaient prêts pour aider là où c'était nécessaire. Il demande en outre s'il y a eu des perquisitions dans la commune et environs et où on en est **maintenant** concernant la sécurité dans le métro, les bâtiments publics et les manifestations. Au nom de tous les habitants, il demande à M. MAINGAIN, chef des services de police, une information claire sur cette horrible journée pour notre société.

M. MAINGAIN remercie M. DE SMUL pour sa question. Il distingue le jour des attentats et les jours qui ont suivi. Concernant le jour même des attentats, il signale qu'à sa connaissance, aucun des bourgmestres de la Région bruxelloise n'a reçu du Centre National de Crise un avis d'alerte les invitant à prendre des mesures particulières de surveillance de certains lieux et que les services de sécurité ont mis en œuvre des initiatives mais qu'il n'y a eu aucune invitation à une réunion de coordination. Il précise qu'étant donné que les Cliniques universitaires Saint-Luc étaient l'une des toutes premières cliniques susceptible d'accueillir des grands blessés, un dispositif policier très

important a été mobilisé pour en faciliter l'accès et en assurer la surveillance. Il distingue 3 niveaux de blessés :

1. ceux dont le processus vital est engagé,
2. ceux dont l'état est préoccupant,
3. ceux pour lesquels des soins sont nécessaires mais dont la vie n'est pas en danger.

Il fait remarquer que les Cliniques universitaires Saint-Luc ont été capables de mobiliser, en une demi-heure, 200 membres du personnel mais n'ont reçu que très peu de cas de grande urgence car l'aéroport a un accord avec l'hôpital militaire et, quand l'attentat du métro a eu lieu, les services d'urgence ont envoyé les grands blessés vers d'autres hôpitaux (Saint-Pierre, Jette...), croyant que les Cliniques Saint-Luc étaient déjà surchargées. Finalement, les Cliniques Saint-Luc ont reçu 2 cas avec processus vital engagé, une petite dizaine de cas graves et quelques dizaines de cas moins graves, ce qui est étonnamment peu alors qu'il s'agit de l'une des plus grandes capacités d'accueil de la région. Il en conclut qu'il y a une réflexion à mener sur l'orientation des blessés. Il ajoute que les forces de police ont été mobilisées pour assurer la sécurité à l'entrée des Cliniques Saint-Luc où le contrôle de l'accessibilité a été renforcé. Il précise que la surveillance des stations de métro est assurée par la police fédérale et l'armée et pas par les polices zonales et que cela échappe donc totalement à la compétence des bourgmestres et des chefs de corps des 6 zones. Il signale que, quand le passage au niveau 4 a été annoncé, la commune a remis en fonction le dispositif de surveillance des écoles et des crèches déjà appliqué en novembre (une seule entrée...). Il fait remarquer que le Centre National de Crise a communiqué que les écoles et les crèches n'étaient pas visées par la menace terroriste mais qu'un dispositif de surveillance particulier a néanmoins été mis en place à l'école qui se trouve sur le site de l'UCL car les enfants y sont forts exposés, les classes se trouvant derrière des vitres, ce qui a suscité l'inquiétude de la directrice. Il explique que, dans les jours qui ont suivi, un travail de saturation du terrain a été effectué par la police au niveau des grands axes routiers et qu'il y a des policiers en civil prêts à intervenir en cas de besoin. Il précise qu'il n'y a pas eu de perquisitions sur le territoire communal et qu'en ce qui concerne les retours de Syrie, 2 personnes domiciliées dans la commune sont sous surveillance mais il n'en sait pas plus à ce sujet.

#018/18.04.2016/A/0025#

22. Hoe verloopt de organisatie van de nieuwe diensten voor groot vuil van NET BRUSSEL voor Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe? (dhr. DE SMUL)
Comment se déroule l'organisation des nouveaux services des encombrants de BRUXELLES PROPLETE pour les communes de Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre ?
 (M. DE SMUL)

Dhr. DE SMUL vraagt hoe de organisatie verloopt van de nieuwe diensten voor groot huisvuil van Net Brussel voor Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe. Hij wil duidelijke informatie betreffende deze diensten. Hij vraagt of de bevolking er voldoende van op de hoogte is en wat de rol van Sint-Lambrechts-Woluwe hierin is. Hij vraagt ook, in naam van vele inwoners, waarom deze diensten nu op maandag gesloten zijn.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat, in het algemeen, het nieuwe systeem dat door Net Brussel op het grondgebied van Sint-Pieters-Woluwe beheerd wordt, perfect werkt en dat de inwoners deze dienst goed hebben aanvaard. Hij herinnert eraan dat men ervoor gezorgd heeft om het onthaal door de gemeentelijke diensten te laten gebeuren (openbare netheid en gemeenschapswachten) om de eerste drie maanden uitleg te geven, dat men de informatie verspreid heeft in het gemeentemagazine en dat Net Brussel ook informatie verspreid heeft. Hij wijst erop dat de klanten de hele week door komen en dat er op zaterdag geen stormloop is. Hij legt uit dat er op maandag geen opening is om de omwonenden van het Herendal te ontlasten en zo twee kalme dagen per week te gunnen. Hij heeft hierover nog geen enkele klacht ontvangen. Hij herinnert eraan dat alle nodige informatie, o.a. de openingstijden, te vinden is op de website van de gemeente en op die van Net Brussel.

Dhr. DE SMUL wijst erop dat hij ter plekke geweest is en dat het personeel erg vriendelijk en goed georganiseerd is. Hij merkt echter toch op dat er veel mensen op maandag kwamen en zegt niet te begrijpen waarom men op maandag niet open doet.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat dit overeengekomen is tussen Sint-Pieters-Woluwe en Net Brussel. Hij begrijpt dat de omwonenden twee dagen rust willen. Hij meent dat de mensen ook op andere dagen kunnen komen. Hij zal hierover dus niet tussenbeide komen bij de burgemeester van Sint-Pieters-Woluwe.

#018/18.04.2016/A/0026#

M. DE SMUL demande comment se passe l'organisation des nouveaux services de grands décombres de Bruxelles-Propreté pour Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre. Il voudrait une information claire au sujet de ces services. Il demande s'ils sont suffisamment connus des habitants et comment la commune de Woluwe-Saint-Lambert y est impliquée. Il demande également, au nom de nombreux habitants, pourquoi ces services sont maintenant fermés le lundi.

M. MAINGAIN répond que, de manière générale, le nouveau système géré par Bruxelles-Propreté sur le territoire de Woluwe-Saint-Pierre fonctionne parfaitement et que les habitants ont très bien assimilé ce service. Il rappelle que l'on a veillé à assurer l'accueil par les services communaux (propreté publique et gardiens de la paix) pour donner des explications les trois premiers mois, que l'on a communiqué l'information dans le journal communal et sur le site internet et qu'une information a également été diffusée par Bruxelles-Propreté. Il précise que la clientèle s'étale sur la semaine et qu'il n'y a pas de surcharge le samedi. Il explique que s'il n'y a pas d'ouverture le lundi, c'est pour soulager les riverains du Val des Seigneurs qui ont ainsi deux journées par semaine de calme. Il n'a reçu aucune plainte à ce sujet. Il rappelle que les informations, notamment les horaires, sont disponibles sur le site internet de la commune et sur celui de Bruxelles-Propreté.

M. DE SMUL signale qu'il est allé sur place et que le personnel est très aimable et bien organisé. Il fait néanmoins remarquer que beaucoup de gens venaient le lundi et fait part de son incompréhension par rapport à la fermeture du lundi.

M. MAINGAIN répond que c'est par convention entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et Bruxelles-Propreté. Il peut comprendre que les riverains souhaitent avoir deux jours de calme. Il estime que les gens peuvent s'arranger pour venir un autre jour. Il ne compte donc pas intervenir auprès du bourgmestre de Woluwe-Saint-Pierre à ce sujet.

#018/18.04.2016/A/0026#

23. Terrasses HORECA et circulation sécurisée des PMR et PAM (personnes à mobilité réduite et personnes aveugles et malvoyantes) (Mme DRANSART)
HORECA terrassen en veilige doorgang voor personen met een beperkte mobiliteit en blinden en slechtzienden (Mw. DRANSART)

Mme DRANSART interpelle le Collège en ces termes concernant les terrasses Horeca et la circulation sécurisée des PMR et PAM :

« Le printemps est revenu, les chaises et tables sont de sortie à nouveau sur les terrasses des restaurants et cafés de notre magnifique commune verte.

Je ne puis que me réjouir que nos squares et rues aient cette « coloration vacances » digne d'un village du sud. J'apprécie toujours énormément ce retour du beau temps.

C'est le bon moment pour rappeler aux commerçants et restaurateurs le Règlement de Police concernant l'occupation privative du domaine public (Conseil communal du 18/11/2013).

Le RRU (Règlement Régional d'Urbanisme) précise par ailleurs que, en aucun cas, la circulation des piétons ne peut être entravée... Là, je pense aux PMR et tout spécialement aux dispositifs mis en place pour faciliter la circulation en toute sécurité des personnes malvoyantes et aveugles (PAM).

À ma grande inquiétude, j'ai pu constater ce week-end qu'un établissement Horeca de mon quartier ne tenait pas compte de la présence de dalles podotactiles menant à un passage pour piétons. Des tables ou des chaises étaient en effet disposées sur ces dalles, d'où une entrave à la libre circulation des PMR et une mise en danger certaine de la sécurité des personnes aveugles ou malvoyantes.

Par ailleurs, il faut remarquer aussi l'installation de tables et chaises à une trop grande proximité d'un arrêt de bus (même provisoire), arrêt utilisé d'ailleurs pendant une semaine, très récemment.

Une suggestion de ma part serait que nos stewards ou gardiens de la paix informent et expliquent le bon usage du trottoir et de l'espace public aux restaurateurs et commerçants de notre commune. Je pense que le dialogue peut amener à un « gentlemen's agreement » qui serait tout bénéfique pour notre communauté urbaine de Woluwe. »
Elle soulève en outre le problème du conteneur au square Marie-José.

M. MAINGAIN répond que chaque année, au printemps, les gardiens de la paix ont pour mission de faire le tour de toutes les terrasses pour constater leur mise en place et rappeler aux exploitants leurs obligations. Il rappelle que ceux-ci sont soumis à une taxe et à une autorisation annuelle pour l'occupation du domaine public. Il précise que chaque commerçant reçoit un courrier avec la superficie exacte autorisée et le plan et que, parfois, on délimite l'espace avec des clous de menuisier. Il explique que les gardiens de la paix vérifient à des heures différentes si les espaces occupés par les terrasses sont bien conformes aux surfaces autorisées car on sait bien que cela évolue avec le mouvement du soleil. En ce qui concerne les conteneurs, il reconnaît que c'est devenu un vrai problème car le service de la propreté publique constate les infractions mais les commerçants invoquent de nombreuses excuses. Il rappelle que le règlement de police a été modifié pour inviter à rentrer ces conteneurs et à ne pas les sortir à des heures inappropriées, le secteur Horeca connaissant l'heure de passage de Bruxelles-Propreté. Il ajoute que l'on a demandé de Bruxelles-Propreté les conventions qui les lient à certains commerces. Il fait remarquer que les exploitants donnent comme excuse le fait que les agents d'entretien ne viennent qu'à certaines heures. Il confirme que le square Marie-José est un point noir et qu'il en existe un également à la hauteur du « Coq en Pâte » le dimanche soir. Il signale que ces deux endroits où il y a régulièrement un amoncellement de déchets autour des conteneurs font l'objet d'une surveillance particulière. Il explique que l'exploitant sort son conteneur quand il termine son service et n'est pas responsable de ceux qui viennent ensuite squatter son conteneur. Concernant le square Marie-José, il précise qu'on ne sait pas d'où sort ce conteneur mais que les gardiens de la paix sont chargés d'observer pour que l'on puisse identifier qui le sort et lui expliquer les règles.

Mme DRANSART signale qu'il y a une terrasse qui reste tout l'hiver.

M. MAINGAIN répond qu'il n'y a pas d'obligation d'enlever les terrasses en hiver mais qu'elles doivent être amovibles, c'est-à-dire pouvoir être enlevées facilement.

Mme DRANSART demande si les gardiens de la paix ont les plans avec eux lors des contrôles.

M. MAINGAIN répond par l'affirmative.

M. VANDEVELDE ajoute qu'il y a une terrasse au square de Meudon qui empiète toujours sur l'espace de passage. Il se demande qui est responsable en cas d'accident.
#018/18.04.2016/A/0027#

Mw. DRANSART interpelleert het College betreffende de terrassen van de Horeca en de veilige doorgang voor PBM's en blinden en slechtzienden:

"Het is weer lente. De stoelen en tafels worden weer bovengehaald op de terrassen van de restaurants en cafés van onze schitterende, groene gemeente.

Ik verheug me op de "vakantiesfeer" op onze pleinen en in onze straten die beelden van een dorp in het zuiden oproept. Ik hou enorm van de terugkeer van de zon.

Dit is het ideale moment om de handelaars en restaurateurs te herinneren aan het politiereglement betreffende de private bezetting van het openbaar domein (Gemeenteraad van 18/11/2013).

De GSV (Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening) stipuleert dat het voetgangersverkeer in geen enkel geval gehinderd mag worden... Ik denk hierbij vooral aan PBM's en meer bepaald aan de inrichtingen die voorzien zijn om blinden en slechtzienden een veilig traject te laten afleggen.

Tot mijn grote spijt heb ik dit weekend moeten vaststellen dat een Horecazaak in mijn wijk geen rekening hield met de aanwezigheid van met de voet tastbare tegels die naar een zebrapad leiden. Er stonden inderdaad tafels of stoelen op deze tegels, waardoor de personen met een beperkte mobiliteit er moeilijk langs konden en blinden en slechtzienden er niet meer veilig konden gaan.

Bovendien moet er ook melding gemaakt worden van tafels en stoelen die veel te dicht bij een bushalte stonden (ook al was die maar tijdelijk), halte die onlangs een week lang werd gebruikt. Ik stel voor dat onze stewards of gemeenschapswachten aan de restaurateurs en handelaars van onze gemeente het goede gebruik van de stoep en van de openbare ruimte uitleggen. Ik denk dat we met een dialoog tot een "gentlemen's agreement" kunnen komen die in het voordeel van heel onze Sint-Lambrechtsse stedelijke gemeenschap is." Ze haalt ook het probleem aan van de container op het Marie-Joséplein.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de gemeenschapswachten ieder jaar tijdens de lente de opdracht krijgen om bij alle terrassen langs te gaan om de plaatsing ervan vast te stellen en om de uitbaters aan hun verplichtingen te herinneren. Hij herinnert eraan dat ze onderworpen zijn aan een belasting en aan een jaarlijkse toestemming om het openbaar domein te mogen bezetten. Hij wijst erop dat iedere handelaar een brief krijgt met daarin de exact toegestane oppervlakte met het plan erbij en dat men de beschikbare ruimte soms zelfs afbakent met klinknagels. Hij legt uit dat de gemeenschapswachten op verschillende tijdstippen controleren of de bezette ruimte wel degelijk overeenkomt met de toegestane oppervlakte. Men weet namelijk al dat dat samen met de stand van de zon evolueert. Wat de containers betreft, geeft hij toe dat dit een echt probleem is geworden aangezien de dienst Openbare Reinheid de overtredingen vaststelt, maar dat de handelaren allerlei excuses invoeren. Hij herinnert eraan dat het politiereglement gewijzigd werd om hen ertoe aan te zetten de containers binnen te zetten en ze slechts op de goede uren buiten te zetten aangezien de Horecasector de uren waarop Net Brussel langskomt, wel degelijk kent. Hij voegt eraan toe dat men bij Net Brussel de overeenkomsten heeft opgevraagd die ze met bepaalde handelszaken hebben. De uitbaters geven vaak als excuus dat de onderhoudsmensen enkel op bepaalde uren langskomen. Het Marie-Joséplein is inderdaad een zwart punt, evenals ter hoogte van de "Coq en Pâte" op zondagavond. Hij merkt op dat deze twee plekken, waar er geregeld een ophoping van afval rond de containers wordt waargenomen, extra in de gaten worden gehouden. Hij legt uit dat de uitbater zijn container aan het eind van zijn dienst buiten zet en dat hij niet verantwoordelijk is voor de mensen die daarna zijn container komen gebruiken. Wat het Marie-Joséplein betreft, legt hij uit dat men niet weet waar deze container vandaan komt. De gemeenschapswachten hebben wel de opdracht gekregen om dit in de gaten te houden en zo te achterhalen wie de eigenaar is, waarna ze hem de regels zullen uitleggen.

Mw. DRANSART wijst erop dat er een terras is dat de hele winter blijft staan.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat men niet verplicht is om zijn terras in de winter weg te halen, maar terrassen moeten wel mobiel zijn, d.w.z. dat ze makkelijk weggehaald moeten kunnen worden.

Mw. DRANSART vraagt of de gemeenschapswachten de plannen bij zich hebben wanneer ze hun controles uitvoeren.

Dhr. MAINGAIN antwoordt van wel.

Dhr. VANDEVELDE voegt eraan toe dat er op de Meudonsquare een terras is dat altijd overvloedt in de doorgangsruijme. Hij vraagt wie er in geval van een ongeluk verantwoordelijk is.
#018/18.04.2016/A/0027#

24. Création d'une régie foncière communale – Etat d'avancement (M. IDE) Oprichting van een gemeentelijke grondregie – Stand van zaken (dhr. IDE)

M. IDE se réfère à son interpellation et à sa proposition de mars 2015, suite auxquelles le bourgmestre a répondu que tout serait opérationnel pour 2016 et Mme NAHUM a annoncé que les informations seraient données au niveau du budget. Il n'a pas encore entendu parler de cette régie jusqu'à présent et il demande donc au Collège pourquoi le dossier n'a pas encore été déposé devant le Conseil communal.

Mme NAHUM répond que l'on s'est mis d'accord sur la création d'une régie ordinaire et que le service a avancé sur ce sujet sans avoir terminé son étude. Elle précise que l'on a pris contact avec plusieurs

autres communes et que la question de la répartition du patrimoine a été considérée comme prioritaire sur tout autre avancement. Elle ajoute que l'on s'est occupé de la récupération des données cadastrales 2015 qui a été longue et laborieuse.

Elle développe les différents aspects propres à la comptabilité des régies :

- Celle-ci fait l'objet d'une réglementation tout à fait spécifique. La structure des budgets et comptes est fondamentalement similaire mais des articles spécifiques ont été créés et certaines règles diffèrent. Le texte a été communiqué au receveur début 2015 afin qu'il puisse en prendre connaissance et mettre en évidence les différences concrètes.
- Il ressort des rencontres effectuées qu'il faut établir un bilan initial à soumettre au Conseil lors de la création de la régie. Celui-ci est établi sur la base du patrimoine affecté à la régie.
- Chaque année, la régie doit clôturer le compte, établir un budget... Ceci est une surcharge de travail partielle par rapport à la situation actuelle.
- Les transferts financiers sont autorisés dans les deux sens (commune vers régie et régie vers commune) sur décision du Conseil, la seule limite étant a priori qu'en cas de boni, la Région pousserait à ce que la régie constitue un fonds de réserve modéré pour financer (du moins partiellement) ses investissements. Il est cependant interdit que celui-ci dépasse un pourcentage du bilan initial. En cas de boni important, la Région peut donc imposer que celui-ci soit reversé au budget communal général.

Elle cite en outre plusieurs éléments qui ont été soulevés :

- Une régie demande l'acquisition d'un **logiciel** de comptabilité spécifique chez CIVADIS.
- Il est nécessaire d'avoir un **comptable** pour s'occuper des comptes de la régie, ce qui est prévu dans le « job description » pour la demande de mobilité interne introduite fin 2015. Cette charge de travail serait partiellement compensée par une diminution de la charge de travail du service de la Recette.
- Il serait utile d'avoir un **ouvrier polyvalent**. Celui-ci serait un membre à part entière de la régie. Ceci soulagerait d'autant les ouvriers communaux affectés au service des bâtiments communaux. Outre l'aspect utile direct, cette mesure serait utile pour l'imputation des frais de personnel au budget de la régie.

Elle affirme que la création d'une régie offrirait un outil de gestion pertinent dans le cadre de la politique foncière de la commune, qui permettrait de mieux cerner la balance dépenses/recettes globale afin de tendre vers un équilibre et une autosuffisance du service. Elle fait remarquer cependant qu'on ne peut espérer d'un patrimoine communal, destiné à servir des intérêts généraux divers, un rendement similaire à celui que l'on peut escompter dans le privé. Elle estime que seul un exercice complet, sur la base d'une liste de patrimoine déterminé, permettrait d'avoir une projection réaliste des comptes d'une éventuelle régie. Tout autre document lui semble peu pertinent. Elle confirme que le projet ne pourra pas se concrétiser pour 2016 car le processus est difficile et long et demande du travail, du personnel, un logiciel... Elle est également pessimiste pour 2017, le préalable étant qu'une personne compétente en comptabilité communale soit affectée rapidement au service car aucun travail de préparation des documents comptables ne peut commencer avant cela. Au vu des contingences de la division et du service en général (départ du directeur et repos d'accouchement prévu), elle pense qu'il serait plus raisonnable de se fixer pour objectif la mise en place du dispositif pour janvier 2018. Elle rappelle que l'on dispose de la liste des biens puisqu'elle figure au budget. Elle en conclut que l'on avance mais le service des propriétés communales est limité en termes d'effectifs et que des discussions ont lieu au sein du Collège mais sans consensus actuellement.

M. MAINGAIN ajoute qu'une réflexion nécessaire a été menée au sein du Collège quant à la balance coûts/recettes de la régie. Il précise que celle-ci concernerait le patrimoine privé construit de la commune, à savoir les logements. Il fait remarquer que, si ce n'est que pour gérer le patrimoine actuel de la commune, le coût ne se justifie pas et que ce ne serait intéressant que s'il y avait des projets régionaux à gérer.

M. IDE demande si les parcelles de terrain seraient gérées par la régie.

M. MAINGAIN répond que ce ne serait pas du tout le cas et que l'option du Collège est de lever le pied en termes de constructions sur les terrains à bâtir. Il ajoute que l'on va engager une personne en renfort au service des propriétés communales au 1^{er} septembre et que celle-ci pourrait travailler notamment à la mise en place de la régie qui est un projet techniquement compliqué à réaliser, mais pas uniquement à cela. Il signale que, dans d'autres communes, il y a parfois une régie par élément

du patrimoine à gérer, par exemple la piscine. Il précise que l'exonération de la TVA est possible avec une régie autonome mais pas avec une régie ordinaire. Il estime que, pour le deuxième semestre de cette année, on pourra produire une note de présentation du projet (méthodologie). Il fait remarquer que, dans le budget, il faudra créer les articles budgétaires, ce qui représente un travail fastidieux mais ce sera fait.

M. IDE demande si le principe n'est pas remis en cause.

M. MAINGAIN répond que ce n'est pas le cas.

M. IDE objecte qu'il n'y a pas de trace dans le budget 2016.

M. MAINGAIN répond qu'effectivement, c'est à mettre en place sur un exercice complet.

M. LEMAIRE intervient concernant l'évolution du prix de la construction à Woluwe-Saint-Lambert. Il fait remarquer qu'il y a une offre très abondante de constructions neuves et onéreuses qui suscitent des inquiétudes dans les comités de quartier. Il est d'avis que la commune a intérêt à avoir un programme d'acquisitions qui permettrait de faire baisser les prix, pas seulement sur de grandes parcelles mais aussi sur des parcelles plus petites.

#018/18.04.2016/A/0028#

Dhr. IDE verwijst naar zijn interpellatie en voorstel van maart 2015 waarop de burgemeester geantwoord had dat alles operationeel zou zijn voor 2016 en mw. Nahum aangekondigd had dat er informatie gegeven zou worden met de begroting. Tot op heden heeft hij nog altijd niet over deze regie horen praten en hij vraagt dus aan het College waarom dit dossier nog altijd niet aan de Gemeenteraad werd voorgelegd.

Mw. NAHUM antwoordt dat men het eens is geworden over de oprichting van een gewone regie en dat de dienst hierbij vorderingen heeft gemaakt zonder evenwel zijn studie af te ronden. Ze wijst erop dat men contact heeft opgenomen met verscheidene andere gemeenten en dat men de vraag van de verdeling van het patrimonium als prioritair beschouwt. Ze voegt eraan toe dat men veel tijd en werk gestoken heeft in de recuperatie van de kadastrale gegevens van 2015.

Ze geeft uitleg over de verschillende aspecten van de regieboekhouding:

- Deze maakt het voorwerp uit van een heel specifieke reglementering. De structuur van de budgetten en rekeningen is fundamenteel gelijk, maar er werden specifieke artikelen bij gecreëerd en sommige regels verschillen. De tekst werd begin 2015 aan de ontvanger overgemaakt opdat hij deze zou kunnen doornemen en de verschillen zou kunnen blootleggen.
- Uit de samenkomsten blijkt dat men een beginbalans moet opstellen die men bij de oprichting van de regie aan de Raad moet voorleggen. Deze eerste balans wordt opgesteld op basis van het patrimonium dat aan de regie wordt toegewezen.
- De regie moet ieder jaar de rekening afsluiten, een begroting opstellen... Dit is een bijkomende werklast in verhouding tot de huidige situatie.
- De financiële overdrachten worden op beslissing van de Raad in beide richtingen toegestaan (gemeente naar regie en regie naar gemeente). De enige beperking is dat wanneer er een boni is, het Gewest de regie ertoe zou bewegen om een beperkt reservefonds samen te stellen om haar investeringen (minstens gedeeltelijk) te financieren. Dit reservefonds mag echter niet meer bedragen dan een procent van de beginbalans. Bij belangrijke boni kan het Gewest de regie dus verplichten om deze in de algemene gemeentebegroting te storten.

Ze vermeldt een aantal punten die werden aangekaart:

- Voor een regie moet er specifieke **boekhoudsoftware** bij CIVADIS aangeschaft worden.
- Men moet over een **boekhouder** beschikken om zich met de rekeningen van de regie bezig te houden. Dat is ook voorzien in de "job description" voor de vraag i.v.m. interne mobiliteit die eind 2015 werd ingediend. Deze werklast zou gedeeltelijk gecompenseerd worden door een verminderde werklast voor de dienst Gemeentekas.
- Het zou nuttig zijn om over een **polyvalente arbeider** te beschikken. Deze zou volledig deel uitmaken van de regie. Dit zou de taak verlichten van de gemeentelijke arbeiders die aan de dienst Gemeentebouwen zijn toegewezen. Naast het onmiddellijke nut van deze maatregel zouden de personeelskosten dan ook in de begroting van de regie worden ingeschreven.

Ze bevestigt dat een regie een nuttig instrument zou zijn in het grondbeleid van de gemeente. Men zou zo een betere greep krijgen op de algemene balans uitgaven/inkomsten om tot een evenwicht en een zelf bedruipende dienst te komen. Ze merkt wel op dat men van een gemeentelijk patrimonium, dat verschillende algemene belangen moet dienen, niet een zelfde rendement kan verwachten als er in de privésector verwezenlijkt wordt. Ze meent dat men enkel na een volledig boekjaar, op basis van een vastgestelde patrimoniumlijst, een realistisch zicht kan hebben op de rekeningen van een eventuele regie. Ieder ander document lijkt haar niet erg pertinent. Ze bevestigt dat het project niet in 2016 verwezenlijkt zal kunnen worden aangezien de procedure lang en ingewikkeld is en er veel werk, personeel en software voor nodig is... Ze is ook pessimistisch wat 2017 betreft, gezien de voorwaarde dat er snel een persoon aan de dienst moet worden toegewezen die op de hoogte is van gemeentebouwkunde. Zolang dit niet gebeurt, kan er niet gestart worden met de voorbereiding van de boekhouddocumenten. Gezien de toestand in de afdeling en de dienst in het algemeen (vertrek van de directeur en voorzien zwangerschapsverlof), denkt ze dat het realistischer is om dit te voorzien voor januari 2018. Ze herinnert eraan dat men over de lijst met onroerende goederen beschikt aangezien deze in de begroting is opgenomen. Ze vat samen dat men vooruitgang boekt, maar dat de dienst Gemeente-eigendommen beperkt is op het vlak van personeel en dat er in het College over gepraat wordt, maar dat er momenteel nog geen consensus is.

Dhr. MAINGAIN voegt eraan toe dat men in het College een denkoefening heeft gehouden over het kosten/inkomsten evenwicht van de regie. Hij legt uit dat het om het private bouwpatrimonium van de gemeente ging, namelijk de woningen. Hij legt uit dat indien het enkel om het beheer van het huidige gemeentepatrimonium gaat, de kosten niet gerechtvaardigd zijn. Het wordt enkel interessant als er gewestprojecten beheerd moeten worden.

Dhr. IDE vraagt of de percelen grond door de regie beheerd zouden worden.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat dit niet het geval zou zijn en dat het College het wat kalmer aan zou doen wat bouwprojecten op de bouwgronden betreft. Hij voegt eraan toe dat men op 1 september een bijkomende persoon zal aanwerven ter versterking van de dienst Gemeente-eigendommen en dat deze persoon zich, onder andere, zou kunnen bezig houden met het technisch ingewikkelde dossier betreffende de oprichting van de regie. Hij wijst erop dat er in andere gemeenten soms een regie is per deel van het patrimonium dat beheerd moet worden, bijvoorbeeld het zwembad. Hij wijst erop dat een autonome regie vrijgesteld kan worden van BTW, maar niet een gewone regie. Hij meent dat men in het tweede semester van dit jaar een voorstellingsnota van het project (methodologie) zal kunnen voorleggen. Hij merkt op dat men in de begroting begrotingsartikelen zal moeten creëren. Dit is een vervelend werkje, maar het zal gedaan worden.

Dhr. IDE vraagt of het principe niet in vraag wordt gesteld.

Dhr. MAINGAIN ontkent dit.

Dhr. IDE werpt op dat er hier geen spoor van te bekennen is in de begroting 2016.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat dit inderdaad over een volledig boekjaar moet worden gedaan.

Dhr. LEMAIRE komt tussenbeide betreffende de evolutie van de vastgoedprijzen in Sint-Lambrechts-Woluwe. Hij merkt op dat er een groot aanbod is van nieuwe, dure constructies. Dit zorgt voor heel wat onrust in de wijkcomités. Hij meent dat de gemeente een aankoopbeleid moet hebben dat erop gericht is de prijzen te doen dalen, niet enkel op grote percelen maar ook op kleinere percelen.

#018/18.04.2016/A/0028#

Mme NAHUM quitte la séance.
Mw. NAHUM verlaat de vergaderzaal.

25. Travaux avenue Heydenberg (M. de HARENNE)
Werken in de Heydenberglaan (dhr. de HARENNE)

M. de HARENNE interpelle le Collège au sujet des travaux qui ont été menés sur l'avenue Heydenberg au début du mois d'avril : une partie de la voirie, en très mauvais état, a été réhabilitée, des travaux d'asphaltage ont été réalisés et des jonquilles ont été plantées sur l'îlot central. Il avait déjà interpellé le Collège au sujet de cette avenue, notamment sur la question des parkings. À deux reprises, il lui a été répondu que les travaux ou idées qu'il suggérerait s'inscriraient dans le cadre d'une réhabilitation globale, manifestement ambitieuse, de l'avenue du Roi Chevalier (ou de Meudon) à la chaussée de Roodebeek. Il fut une première fois question de 2014, puis de 2016. Il constate qu'on est loin d'une réflexion générale. Il suppose que les récents travaux d'asphaltage n'augurent rien de bon quant à une réfection globale de l'avenue dans les mois à venir, du moins telle qu'elle lui avait été présentée par le bourgmestre lui-même.

M. JAQUEMYNS ne souscrit pas au pessimisme de M. de HARENNE. Il confirme que des travaux ont bien eu lieu durant les congés de Pâques dans l'avenue Heydenberg car, vu la dégradation rapide du revêtement asphaltique, dû entre autres aux conditions climatiques hivernales (gel et dégel), il a été décidé d'effectuer, début avril, des travaux de renouvellement du revêtement asphaltique de la bande de circulation. Il signale que ces travaux étaient nécessaires en vue d'assurer la sécurité des usagers de l'avenue Heydenberg mais que, par ailleurs, des travaux d'investissement importants sont bien prévus dans le cadre du réaménagement complet de l'axe des avenues Heydenberg et du Roi Chevalier. Il explique que l'étude menée par le service de la mobilité porte sur la rationalisation du profil des voiries, en reconsidérant notamment les bermes, les zones de stationnement, les bandes de circulation et les trottoirs et que l'opportunité s'offre également de réduire la taille excessive de certains carrefours (mers d'asphalte) et d'y donner une meilleure place aux piétons en sécurisant les traversées et en créant un cheminement au travers des bermes centrales. Il précise que le travail d'étude est toujours en cours et devrait aboutir prochainement. Il souligne que le service a été impliqué dans d'autres projets d'envergure (ex. : avenue Albert Dumont, place Saint-Lambert...) qui ont pris du temps. Il annonce que, lorsqu'un projet sera prêt, on réunira comme de coutume les habitants pour le leur présenter.

M. de HARENNE demande à quoi sert la petite plateforme de 3 mètres sur 3.

M. JAQUEMYNS répond qu'un box à vélos va y être placé.
 #018/18.04.2016/A/0029#

Dhr. de HARENNE interpelleert het College betreffende de werken die begin april in de Heydenberglaan werden uitgevoerd: een deel van de weg, die in slechte staat was, werd gerepareerd, er werd nieuwe asfalt gelegd en er werden narcissen geplant op de centrale berm. Hij had het College al bevraagd betreffende deze laan, meer bepaald over de parkeerplaatsen. Men heeft hem tot tweemaal toe geantwoord dat de werken of de ideeën die hij voorstelde, zouden kaderen in een algehele, en blijkbaar ambitieuze, rehabilitatie van de Ridder Koninglaan (of Meudon) tot aan de Roodebeeksteenweg. Eerst was er sprake van 2014 en daarna van 2016. Hij merkt op dat er bij lange na geen algemeen beleid bestaat. Hij denkt dat de recente asfalteringswerken niets goeds voorspellen i.v.m. een algemene herinrichting van de laan in de komende maanden, toch niet zoals het hem door de burgemeester zelf werd voorgesteld.

Dhr. JAQUEMYNS is het niet eens met het pessimisme van dhr. de HARENNE. Hij bevestigt dat de werken in de Heydenberglaan tijdens de paasvakantie werden uitgevoerd gezien de snel verslechterende staat van de asfaltlaag. Dit was onder meer te wijten aan de winterse weersomstandigheden (vriezen en dooien). Vandaar dat hij begin april beslist heeft om de asfaltlaag van de rijweg te vernieuwen. Hij merkt op dat deze werken nodig waren om de veiligheid van de weggebruikers in de Heydenberglaan te verzekeren. Er zijn echter nog andere belangrijke investeringen voorzien in het kader van de volledige herinrichting van de as Heydenberglaan en Ridder Koninglaan. Hij legt uit dat de dienst Mobiliteit een studie heeft uitgevoerd over de rationalisering van de wegprofielen waarbij met name de berm, de parkeerzones, de rijwegen en de voetpaden herbekeken worden en dat er ook de mogelijkheid ontstaat om bepaalde veel te grote

kruispunten (zeeën van asfalt) te verkleinen door er meer plaats te maken voor de voetgangers door de oversteekplaatsen te beveiligen en een weg te voorzien over de centrale berm. Hij merkt op dat deze studie nog bezig is en binnenkort afgerond zal worden. Hij benadrukt dat de dienst ook bij andere grote projecten betrokken was (vb.: Albert Dumontlaan, Sint-Lambertusplein...), iets wat veel tijd in beslag heeft genomen. Hij kondigt aan dat wanneer er een project klaar is, men zoals gewoonlijk de inwoners zal samenroepen om het project voor te stellen.

Dhr. de HARENNE vraagt waarvoor het kleine plateau van 3 meter op 3 dient.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat er een fietsbox geplaatst zal worden.
#018/18.04.2016/A/0029#

Mme NAHUM rentre en séance.
Mw. NAHUM komt de vergaderzaal terug binnen.

26. Maisons abandonnées (M. de HARENNE)
Leegstaande huizen (dhr. de HARENNE)

M. de HARENNE rappelle qu'il y a de nombreux mois maintenant, un grand projet urbanistique dans l'îlot Heydenberg-October-Roodebeek a été rejeté, à juste titre, notamment par le Collège. Il signale que le promoteur immobilier en question détient, outre des terrains, un certain nombre de maisons, en particulier sur la chaussée de Roodebeek et qu'il se dit que plusieurs d'entre elles sont abandonnées et se délabrent progressivement alors qu'il y a à peine un an, cela n'était pas le cas. On lui a dit qu'il était probable qu'il n'y ait bientôt plus d'autre solution raisonnable que d'abattre ces maisons. Il demande si le Collège peut agir contre l'abandon de biens immobiliers, du moins faire en sorte que ces maisons ne se délabrent pas.

M. THAYER répond qu'effectivement, le 26/09/2014, la commission de concertation a émis un avis défavorable sur le projet tel que présenté et que, le 09/10/2014, il y a eu également un avis défavorable du Collège des bourgmestre et échevins qui a été transmis au fonctionnaire délégué. Il signale que, vu l'avis défavorable, le demandeur a sollicité, par courrier, l'application de l'article 177/1 du code bruxellois de l'aménagement du territoire et qu'actuellement, le projet est toujours à l'étude. Il explique, d'autre part, qu'en application du règlement-taxe concernant les immeubles abandonnés, ces maisons ne peuvent pas être considérées comme immeubles abandonnés et taxées comme telles selon les indices repris dans le règlement-taxe dont le but est de lutter contre les immeubles abandonnés et pas de faire de l'argent. En effet, il s'est lui-même rendu sur ce site et, selon les constatations effectuées sur place, les maisons en question, bien que non habitées, semblent néanmoins être, sinon entretenues, du moins visitées. Il précise que les riverains affirment qu'il y a fréquemment du passage dans ces maisons, notamment pour relever le courrier et que l'on a constaté également que les volets (en PVC) étaient baissés et qu'une fenêtre était ouverte. Il en conclut que, selon les éléments venant du service et les éléments constatés par lui-même, ces maisons sont inhabitées mais pas à l'abandon. Il ajoute qu'on ne peut pas agir contre la liberté de propriété mais que l'on assure une surveillance, comme pour d'autres biens qui sont vides.
#018/18.04.2016/A/0030#

Dhr. de HARENNE herinnert eraan dat het College vele maanden geleden terecht een groot stedenbouwkundig project in het huizenblok Heydenberg-October-Roodebeek verworpen heeft. Hij wijst erop dat de projectontwikkelaar in kwestie, naast de gronden, een aantal huizen bezit, meer bepaald in de Roodebeeksteenweg. Hiervan staan er verscheidene leeg en verloederen, terwijl dit amper een jaar geleden niet het geval was. Men heeft hem verteld dat er binnenkort waarschijnlijk niets anders zal op zitten dan deze huizen af te breken. Hij vraagt of het College tegen deze leegstand kan optreden, of er toch minstens voor kan zorgen dat er een eind komt aan deze verloedering.

Dhr. THAYER antwoordt dat de overlegcommissie inderdaad op 26/09/2014 een ongunstig advies verstrekt heeft betreffende het voorgelegde project en dat het College van burgemeester en schepenen op 09/10/2014 eveneens een negatief advies verstrekt heeft, wat aan de afgevaardigde ambtenaar werd overgemaakt. Hij merkt op dat gezien het ongunstig advies de aanvrager per brief de toepassing van artikel 177/1 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening gevraagd heeft en dat het project momenteel nog altijd bestudeerd wordt. Hij legt ook uit dat met toepassing van het taksreglement betreffende leegstaande gebouwen, deze huizen niet als verwaarloosde gebouwen beschouwd kunnen worden en dus ook niet als zodanig belast kunnen worden volgens de aanwijzingen zoals ze in het taksreglement zijn opgenomen. Dit reglement is bedoeld om de leegstand tegen te gaan en niet om geld op te brengen. Hij heeft zich inderdaad ter plekke begeven en volgens de vaststellingen ter plaatse lijkt het alsof de huizen in kwestie misschien niet bewoond zijn, en misschien ook niet onderhouden, maar wel bezocht worden. Volgens de omwonenden zou er geregeld volk over de vloer van deze huizen komen, meer bepaald om de post op te halen. Men heeft ook gemerkt dat de rolluiken (PVC) waren neergelaten en dat er een raam open stond. Hij besluit hieruit dat volgens de elementen die door de dienst werden aangehaald en de elementen die hij zelf heeft vastgesteld, deze huizen niet bewoond worden maar niet aan verloedering blootstaan. Men mag niet tegen de vrijheid van bezit optreden, maar men houdt het wel in de gaten, net zoals voor andere eigendommen die leeg staan.

#018/18.04.2016/A/0030#

27. Mariages en plein air (M. de HARENNE)
Bruiloften in de open lucht (dhr. de HARENNE)

M. de HARENNE signale que la commune d'Uccle propose désormais un concept de mariages en plein air : concrètement, de mai à septembre, les couples qui le souhaitent peuvent se marier dans le Parc de Wolvendael. Il précise qu'il s'agit d'une proposition de l'échevin DILLIÈS, qui a été acceptée à l'unanimité. Il demande si la commune de Woluwe-Saint-Lambert pourrait en faire autant. Il signale par ailleurs que la même commune d'Uccle propose des mariages en soirée et le dimanche. Il demande si c'est également le cas à Woluwe-Saint-Lambert.

Mme DESTREE-LAURENT répond qu'une cérémonie à l'américaine peut sembler « fun » et sympa mais qu'elle ne voit pas la plus-value que cela peut apporter à un engagement. Elle est d'avis qu'il s'agit d'un engagement solennel qui ne doit pas être perturbé. Elle fait remarquer qu'à Woluwe-Saint-Lambert, les cérémonies sont personnalisées le plus possible et qu'elle en a un feed-back très positif. Elle ajoute que la rénovation du château Malou en fera un superbe écrin pour les mariages. Elle rappelle que c'est le Conseil communal qui décide des jours et heures prévus pour les célébrations de mariages et que le règlement prévoit les possibilités suivantes : mercredi, jeudi, vendredi et samedi matin. Elle signale qu'en cas de demande particulière, il y a toujours une possibilité d'adaptation. Elle précise que la commune d'Uccle fournit une table et 2 chaises et demande aux familles de prévoir toute l'organisation (maître de cérémonie...). Elle souligne qu'il n'y a pas de demande de la part des habitants de Woluwe-Saint-Lambert. Elle attire également l'attention sur le fait que, si on mobilise du personnel en soirée ou le dimanche, ces personnes doivent compenser ces heures, ce qui implique qu'il y aura des besoins du service à combler par des engagements de personnel, ce qui représente un coût. Elle refuse que le personnel communal soit victime de ce genre de fantaisies.

#018/18.04.2016/A/0031#

Dhr. de HARENNE wijst erop dat de gemeente Ukkel voortaan huwelijken in de open lucht aanbiedt: de koppels die dat willen kunnen voortaan, van mei tot en met september, in het Wolvendaelpark trouwen. Het gaat hierbij om een voorstel van schepen DILLIÈS dat unaniem werd goedgekeurd. Hij vraagt of de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe hetzelfde zou kunnen doen. Hij wijst er ook op dat men in Ukkel 's avonds en op zondag kan trouwen. Hij vraagt of dat in Sint-Lambrechts-Woluwe ook mogelijk is.

Mw. DESTREE-LAURENT antwoordt dat een Amerikaanse ceremonie "fun" kan lijken, maar ze ziet niet in welke meerwaarde dit aan een verbintenis toevoegt. Ze meent dat het een plechtige verbintenis is die niet verstoord moet worden. Ze merkt op dat de plechtigheden in Sint-Lambrechts-Woluwe zoveel mogelijk gepersonaliseerd worden en dat ze hierover zeer positieve feedback krijgt. Ze voegt eraan toe dat men door de renovatie van het Maloukasteel een schitterende setting voor huwelijken krijgt. Ze herinnert eraan dat het de Gemeenteraad die over de dagen en uren beslist waarop huwelijken voltrokken kunnen worden en dat het reglement de volgende mogelijkheden biedt: woensdag, donderdag, vrijdag en zaterdagochtend. Ze merkt op dat er in geval van speciale aanvraag wel altijd aanpassingen mogelijk zijn. Ze wijst erop dat de gemeente Ukkel een tafel en 2 stoelen voorziet en aan de families vraagt om voor de hele organisatie te zorgen (ceremoniemeester...). Ze benadrukt dat ze nog geen aanvragen vanwege de inwoners van Sint-Lambrechts-Woluwe gekregen heeft. Ze wijst er ook op dat wanneer men personeel 's avonds of op zondag laat werken, deze personen hun overuren moeten compenseren. De noden van de dienst zullen dus door het aanwerven van personeel aangevuld moeten worden, wat een meerkost vertegenwoordigt. Ze weigert het gemeentepersoneel te laten opdraaien voor dergelijke fantasietjes. #018/18.04.2016/A/0031#

QUESTIONS ORALES (Section 4 – art. 7 – sous-section 3) :

MONDELINGE VRAGEN (Afdeling 4 – art. 7 – onderafdeling 3):

28. Viaduc Reyers : quid pour l'aménagement du boulevard côté Woluwe-Saint-Lambert ? (M. IDE)
Reyersviaduct: stand van zaken i.v.m. de aanleg van de laan op het grondgebied van Sint-Lambrechts-Woluwe? (dhr. IDE)

M. IDE constate que la commune de Schaerbeek a une attitude proactive pour que le réaménagement du boulevard Reyers soit une réussite mais il entend nettement moins du côté de Woluwe-Saint-Lambert. Il cite les propos de M. MAINGAIN en novembre dernier : « ... à ce jour, le cabinet du ministre SMET a marqué un intérêt pour ces propositions mais ne dispose pas des budgets nécessaires... la commune a demandé la mise en place d'un groupe de travail composé de représentants des communes de Woluwe-Saint-Lambert et Schaerbeek et de la Région et reste en étroite concertation avec le ministre SMET », et concernant les exigences de Woluwe-Saint-Lambert au niveau du réaménagement : « traitement en boulevard urbain de la place Meiser jusqu'au square Vergote ». Il demande pourquoi « jusqu'au square Vergote » et pas jusqu'à Montgomery ? Il craint que l'on ne coure le risque de voir les efforts porter sur le côté Schaerbeek et pas sur le côté Woluwe-Saint-Lambert. Il demande au Collège de développer de manière précise quel est SON projet pour le réaménagement du boulevard, quelles initiatives il a déjà prises (et quand) pour se faire entendre et quels développements du dossier la commune a pu enregistrer depuis son interpellation sur le même sujet en novembre 2015.

M. JAQUEMYNS répond que le boulevard Reyers est un axe régional situé intégralement sur le territoire de Schaerbeek et que même le carrefour Diamant ne touche pas la commune de Woluwe-Saint-Lambert. Il précise que l'on parle de réaménagement complet de l'axe de Montgomery jusqu'au square Vergote car c'est la limite du territoire communal. Il confirme que l'on travaille sur la partie de voirie régionale qui concerne le territoire de Woluwe-Saint-Lambert, à savoir le boulevard Brand Whitlock entre Montgomery et Vergote. Il explique qu'à cette fin, un groupe de travail composé de représentants des services communaux, de l'ASBL Wolu-Inter-Quartiers et des comités de quartiers concernés par l'axe a été mis sur pied à l'initiative de la commune et qu'avec le projet de ce groupe, on ira trouver le ministre SMET et on peut espérer qu'il en sera tenu compte. Il fait remarquer que le but est d'avoir un consensus pour pouvoir aller présenter et défendre le projet qui s'intégrera dans le réaménagement de Diamant/Reyers.

M. IDE demande si on ne court pas le risque d'avoir un projet qui ne serait pas compatible avec celui de Schaerbeek.

M. JAQUEMYNS répond que la commune de Schaerbeek a pu s'exprimer lors de la démolition du viaduc et que Woluwe-Saint-Lambert et Schaerbeek sont relativement sur la même longueur d'onde. Il considère que la commune de Woluwe-Saint-Lambert doit d'abord avoir une vision de ce qu'elle souhaite pour pouvoir ensuite la confronter avec celle de Schaerbeek.

M. IDE demande une estimation du délai.

M. JAQUEMYNS répond que le groupe de travail va se réunir dans les jours qui viennent.

M. IDE conseille d'aller très vite.

M. de HARENNE demande si la question du tunnel Georges Henri est abordée.

M. JAQUEMYNS répond qu'il y a une volonté d'avoir une vision globale et qu'il a effectivement lu dans la presse qu'il y avait un problème avec le tunnel Georges Henri.

M. de HARENNE demande si la commune a reçu une information de la Région.

M. JAQUEMYNS répond que l'on n'a pas encore reçu d'information officielle mais que l'on aura accès aux documents qui seront transmis au Parlement.

M. MAINGAIN ajoute que la commune est attentive à l'aspect sécurité et demandera par écrit d'avoir les conclusions de l'étude.

#018/18.04.2016/A/0032#

Dhr. IDE merkt op dat de gemeente Schaarbeek een proactieve houding heeft om van de herinrichting van de Reyerslaan een succes te maken, maar dat hij van de kant van Sint-Lambrechts-Woluwe heel wat minder hoort. Hij citeert de woorden van dhr. MAINGAIN in november II.: "... tot op heden heeft het kabinet van minister SMET interesse getoond voor deze voorstellen, maar het beschikt niet over de nodige budgetten... de gemeente heeft gevraagd dat er een werkgroep zou worden samengesteld die bestaat uit vertegenwoordigers van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe en Schaarbeek en van het Gewest die in nauw overleg zou moeten werken met minister SMET", betreffende de eisen van Sint-Lambrechts-Woluwe op het niveau van de heraanleg: "de inrichting als stedelijke laan van het Meiserplein tot aan het Vergoteplein". Hij vraagt waarom "tot aan het Vergoteplein" en niet tot aan Montgomery? Hij vreest dat alle inspanningen op het grondgebied van Schaarbeek zullen gebeuren en niet aan de kant van Sint-Lambrechts-Woluwe. Hij vraagt dat het College duidelijk uitlegt wat ZIJN project is voor de heraanleg van de laan, welke initiatieven het al genomen heeft (en wanneer) om gehoord te worden en welke vooruitgang er in het dossier van de gemeente geboekt is sinds zijn vorige interpellatie hierover in november 2015.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat de Reyerslaan een gewestweg is die volledig op het grondgebied van Schaarbeek ligt en dat zelfs het kruispunt Diamant niet aan het grondgebied van Sint-Lambrechts-Woluwe raakt. Hij wijst erop dat men over de volledige heraanleg van de as Montgomery tot aan het Vergoteplein praat aangezien dat de grens van het grondgebied van de gemeente is. Hij bevestigt dat men aan het deel van de gewestweg werkt dat op het grondgebied van Sint-Lambrechts-Woluwe ligt, namelijk de Brand Whitlocklaan tussen Montgomery en Vergote. Hij legt uit dat er hiervoor op initiatief van de gemeente een werkgroep werd opgericht met vertegenwoordigers van de gemeentelijke diensten, van de vzw Wolu-Inter-Quartiers en de wijkcomités die bij deze as betrokken zijn. Men zal met het voorstel van deze werkgroep naar minister SMET trekken en men hoopt dat er rekening mee gehouden zal worden. Het is de bedoeling dat er een consensus bereikt wordt om het project te gaan voorstellen en verdedigen dat geïntegreerd zal worden in de heraanleg van Diamant/Reyers.

Dhr. IDE vraagt of men niet het risico loopt om een project te hebben dat niet compatibel is met dat van Schaarbeek.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat de gemeente Schaarbeek reeds haar zeg heeft mogen doen toen het viaduct werd afgebroken en dat Sint-Lambrechts-Woluwe en Schaarbeek zich min of meer op dezelfde golflengte bevinden. Hij meent dat de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe eerst een idee moet hebben van wat het wil alvorens dit met het voorstel van Schaarbeek te confronteren.

Dhr. IDE vraagt naar het tijds kader.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat de werkgroep een van de volgende dagen zal samenkomen.

Dhr. IDE raadt aan van snel te werken.

Dhr. de HARENNE vraagt of het de kwestie van de Georges Henritunnel wordt aangesneden.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat men een globale visie wil uitwerken en dat hij in de pers inderdaad gelezen heeft dat er een probleem met de Georges Henritunnel was.

Dhr. de HARENNE vraagt of de gemeente hierover een bericht gekregen heeft van het Gewest.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat men nog geen officiële informatie ontvangen heeft, maar dat men toegang zal hebben tot de documenten die aan het parlement zullen worden overgemaakt.

Dhr. MAINGAIN voegt eraan toe dat de gemeente veel belang hecht aan de veiligheid en dat ze een schriftelijke aanvraag zal versturen voor de conclusies van de studie.

#018/18.04.2016/A/0032#

SÉANCE À HUIS CLOS

VERGADERING MET GESLOTEN DEUREN

PRÉSENTS/AANWEZIG: M./dhr. FRANKIGNOUL, Président/Voorzitter, M./dhr. MAINGAIN, Bourgmestre/Burgemeester, M./dhr. BOTT, Mmes/mevrouwen NAHUM, DESTREE-LAURENT, MM./de heren MATGEN, THAYER, LIENART, JAQUEMYNS, Echevins/Schepenen, Mme/mw. CARON, MM./de heren LEMAIRE, VANDERWAEREN, DE SMUL, Mmes/mevrouwen HENRY, BETTE, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MM./de heren IDE, VAN DER AUWERA, Mmes/mevrouwen DE VALKENEER, MELARD, DRION du CHAPOIS, DRANSART, CALMEYN, MM./de heren VANDEVELDE, DEVILLE, Mme/mw. BEGYN, MM./de heren DEROUBAIX, GEELHAND, de HARENNE, ALLAER, SCHUERMANS, DEREPEPE, Membres/Leden et/en M./dhr. LAMBERT, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.

29. Ecoles communales – Direction, personnel enseignant, paramédical, administratif et auxiliaire d'éducation – Désignations – Ratification.
Gemeentescholen – Directie, onderwijzend, paramedisch, administratief personeel en opvoedend hulp personeel – Aanduidingen – Bekrachtiging.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié et plus particulièrement ses articles 20, 24 et 27 bis ;

Vu les désignations du personnel enseignant temporaire à charge des fonds communaux des écoles communales primaires et maternelles auxquelles a procédé le Collège des bourgmestre et échevins depuis le 17/09/2015 ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il lui appartient de ratifier ces désignations ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 17/03/2016 ;

RATIFIE

les désignations, aux écoles communales primaires et maternelles, du personnel enseignant temporaire à charge des fonds communaux mentionné ci-après, auxquelles a procédé le Collège des bourgmestre et échevins en séances suivantes :

ENSEIGNEMENT MATERNEL

Vinciane DE SCHRYVER	018/01.10.2015/B/0034
Magali BEGINE	018/15.10.2015/B/0059
Marjorie BREMER	018/15.10.2015/B/0057
Ariane DELVAULX	018/15.10.2015/B/0054
Vinciane DE SCHRYVER	018/15.10.2015/B/0063
Julie DUSSAUSOIS	018/15.10.2015/B/0062
Laura INCALZA	018/15.10.2015/B/0060
Myriam JOUBERT	018/15.10.2015/B/0056
Natacha PATINHA BARAO GODINHO	018/15.10.2015/B/0058
Sabrina SLACHMUYLDERS	018/15.10.2015/B/0055
Jennifer THOMAS	018/15.10.2015/B/0061
Julien VANHAMME	018/15.10.2015/B/0053
Ophélie AMROUNI	018/22.10.2015/B/0034
Alison LEGASSE	018/22.10.2015/B/0036
Ophélie AMROUNI	018/14.01.2016/B/0049

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Marjolaine D'AMICO	018/17.09.2015/B/0058
Christelle WILPUTTE	018/17.09.2015/B/0059
Elodie BAIX	018/15.10.2015/B/0069
Hélène POIRRIER	018/22.10.2015/B/0038
Marie LIBIOUL	018/28.01.2016/B/0045

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0033#

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié et plus particulièrement ses articles 20, 24 et 27 bis ;

Vu les désignations du personnel enseignant temporaire subventionné des écoles communales primaires et maternelles auxquelles a procédé le Collège des bourgmestre et échevins depuis le 17/09/2015 ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il lui appartient de ratifier ces désignations ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 17/03/2016 ;

RATIFIE

les désignations, aux écoles communales primaires et maternelles, du personnel directeur, enseignant et paramédical temporaire subventionné mentionné ci-après, auxquelles a procédé le Collège des bourgmestre et échevins en séances suivantes :

DIRECTEUR

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant – Direction – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (M. Paul DE GROOTE – 24 périodes/semaine subventionnées – en remplacement de M. Jean-Louis LEROY, du 01/09/2015 au 30/06/2016).
018/15.10.2015/B/0043

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant – Direction – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Christine REPJUK – 24 périodes/semaine subventionnées – en remplacement de M. David MOUSSEBOIS, du 15/12/2015 au 20/12/2015).
018/17.12.2015/B/0106

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant – Direction – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Jessica NIHANT – 24 périodes/semaine subventionnées – en remplacement de M. David MOUSSEBOIS, du 21/12/2015 au 30/06/2016).
018/17.12.2015/B/0105

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant – Direction – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Anouck VELGHE – 24 périodes/semaine subventionnées – en remplacement de Mme Patricia DENGIS, du 21/12/2015 jusqu'au retour de la titulaire).
018/17.12.2015/B/0104

INSTITUTEURS(TRICES) MATERNEL(LE)S

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Lucia PAOLILLO – 26 périodes/semaine – du 01/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/09/2015 – en remplacement de Mme Joëlle CUIGNET).
018/17.09.2015/B/0050

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à mi-temps (Mme Laura INCALZA – 13 périodes/semaine – du 01/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/09/2015 – en remplacement de Mme Ariane DELVAULX).
018/17.09.2015/B/0033

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Ludivine LAUREYS – 26 périodes/semaine – du 01/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Caroline VERTHEE).
018/08.10.2015/B/0049

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps plein (Mme Jennifer DEHENAIN – 26 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016).
018/15.10.2015/B/0044

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à mi-temps (Mme Ariane DELVAULX – 13 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Julie VIELVOYE).
018/15.10.2015/B/0049

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Cindy HENROYE – 26 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Marlène CHANOINE).
018/15.10.2015/B/0047

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à mi-temps (Mme Laura INCALZA – 13 périodes/semaine – du 01/10/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Ariane DELVAULX).
018/15.10.2015/B/0051

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à mi-temps (Mme Myriam JOUBERT – 13 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Séphora VAN GEFFEL).
018/15.10.2015/B/0048

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Ludivine LAUREYS – 26 périodes/semaine – du 01/10/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus jusqu'au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Caroline VERTHEE).
018/15.10.2015/B/0050

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à mi-temps (Mme Virginie MONFORT – 13 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016).
018/15.10.2015/B/0046

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Lucia PAOLILLO – 26 périodes/semaine – du 01/10/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Joëlle CUIGNET).
018/15.10.2015/B/0052

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps plein (Mme Audrey VANDIEVOET – 26 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016).
018/15.10.2015/B/0045

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Magali BEGINE – 26 périodes/semaine – du 14/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Virginie SIOEN).
018/22.10.2015/B/0033

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Marjorie BREMER – 26 périodes/semaine – du 23/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Sylvie ROLLIER).
018/22.10.2015/B/0035

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps plein (Mme Lucia PAOLILLO – 26 périodes/semaine – du 24/11/2015 au 30/06/2016).
018/14.01.2016/B/0048

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à mi-temps (Mme Marjorie BREMER – 13 périodes/semaine – du 04/01/2016 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Joëlle CUIGNET).
018/28.01.2016/B/0042

PSYCHOMOTRICIEN(NE)

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Maître de psychomotricité – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps partiel (M. Thomas LECLERCQ – 12 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/06/2016 – en remplacement de Mmes Déborah LODEWYCKX et Barbara TOUSSAINT)
018/24.09.2015/B/0054

LOGOPEDE

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel paramédical subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps partiel (Mme Emilie BERTRAND – 14 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Guiseppina COCUZZA).
018/22.10.2015/B/0039

KINESITHERAPEUTE

Ecoles communales primaires et maternelles – Kinésithérapeute – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (M. Pascal DEWULF – 6 périodes/semaine subventionnées – du 01/10/2015 au 30/06/2016).
018/22.10.2015/B/0040

INSTITUTEURS(TRICES) PRIMAIRES

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps plein (M. Jean-Louis LEROY – 24 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/06/2016).
018/10.09.2015/B/0049

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps plein (Mme Aurélie RICARD – 24 périodes/semaine – chargée de l'adaptation à la langue de l'enseignement – du 01/09/2015 au 30/09/2015).
018/10.09.2015/B/0048

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Julie RAYMAKERS – 24 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/06/2016 – en remplacement de M. René PITOT).
018/17.09.2015/B/0049

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Elodie BAIX – 9 périodes/semaine – chargée de l'adaptation à la langue de l'enseignement – du 01/10/2015 au 30/06/2016).
018/15.10.2015/B/0068

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps plein (Mme Dorothee CLAES – 24 périodes/semaine dans le cadre de l'encadrement en 1^{re} et 2^e primaires – du 01/10/2015 au 30/06/2016).
018/15.10.2015/B/0064

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps plein (Mme Ingrid DE MAESSCHAECK – 24 périodes/semaine dans le cadre de l'encadrement en 1^{re} et 2^e primaires – du 01/10/2015 au 30/06/2016).
018/15.10.2015/B/0065

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Pascale MAHILLON – 18 périodes/semaine – chargée de l'adaptation à la langue de l'enseignement – du 01/10/2015 au 30/06/2016).

018/15.10.2015/B/0067

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps plein (Mme Aurélie RICARD – 24 périodes/semaine – chargée de l'adaptation à la langue de l'enseignement – du 01/10/2015 au 30/06/2016).

018/15.10.2015/B/0066

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Jennifer SYSTERMANS – 24 périodes/semaine – du 01/10/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Aviva LEWKOWICZ).

018/22.10.2015/B/0037

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (Mme Aline WERON – 24 périodes/semaine – du 04/01/2016 au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Jessica NIHANT).

018/28.01.2016/B/0044

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant à temps plein (M. Trong Phi-Hung LE – 24 périodes/semaine – du 04/01/2016 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016 – en remplacement de Mme Aurélie RICARD).

018/28.01.2016/B/0043

COURS PHILOSOPHIQUES

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (M. Abdelaziz BAGDAD MOHAMED – 4 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/09/2015).

018/10.09.2015/B/0055

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Emmanuelle BLANCHARD – 8 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/09/2015).

018/10.09.2015/B/0050

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Sarah COECKELBERGHS – 4 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/09/2015).

018/10.09.2015/B/0059

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (M. Louis-Paul EYAMO MVONDO – 2 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/09/2015).

018/10.09.2015/B/0057

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Liliane GAY – 4 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/09/2015).

018/10.09.2015/B/0058

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Samira LAMJAHDI – 2 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/09/2015).

018/10.09.2015/B/0053

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (M. Mathieu MBAY CHILOND – 2 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/09/2015).

018/10.09.2015/B/0056

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Aline MOTTET – 22 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/09/2015 – en remplacement de Mmes Nancy MASSART et Pascale MAHILLON).

018/10.09.2015/B/0060

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (M. Abdelouahed MOUHSINE – 4 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/09/2015).

018/10.09.2015/B/0054

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Polytimi-Maria PALAIOLOGOU – 8 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/09/2015).

018/10.09.2015/B/0051

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (M. Adrian TIRON – 4 périodes/semaine – du 01/09/2015 au 30/09/2015).

018/10.09.2015/B/0052

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (M. Abdelaziz BAGDAD MOHAMED – 4 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016).

018/15.10.2015/B/0074

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Emmanuelle BLANCHARD – 8 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016).

018/15.10.2015/B/0070

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Sarah COECKELBERGHS – 4 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016).

018/15.10.2015/B/0077

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Liliane GAY – 4 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016).

018/15.10.2015/B/0076

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Samira LAMJAHDI – 2 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016).

018/15.10.2015/B/0072

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (M. Mathieu MBAY CHILOND – 2 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016).

018/15.10.2015/B/0075

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps plein (Mme Aline MOTTET – 24 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016 – en remplacement de Mmes Nancy MASSART et Pascale MAHILLON).

018/15.10.2016/B/0078

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (M. Abdelouahed MOUHSINE – 4 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016).
018/15.10.2015/B/0073

Ecoles communales primaires et maternelles – Personnel enseignant subventionné – Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps partiel (Mme Polytimi-Maria PALAIOLOGOU – 14 périodes/semaine – du 01/10/2015 au 30/06/2016).
018/15.10.2015/B/0071

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0034#

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié, et plus particulièrement ses articles 20, 24 et 27 bis ;

Vu les désignations du personnel enseignant et auxiliaire d'éducation temporaire de l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse auxquelles a procédé le Collège des bourgmestre et échevins depuis le 17/09/2015 ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il lui appartient de ratifier ces désignations ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 17/03/2016 ;

RATIFIE

les désignations, à l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse, du personnel enseignant et auxiliaire d'éducation temporaire subventionné mentionné ci-après, auxquelles a procédé le Collège des bourgmestre et échevins :

- en séance du 17/09/2015 :

M. Fabien BOGAERT, en qualité de professeur d'ensemble instrumental, à raison de 2 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 01/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Delphine HAVAUX ;

Mme Pascale SIMON, en qualité de professeur d'ensemble instrumental par extension d'attributions, à raison d'une période par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 01/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Delphine HAVAUX ;

Mme Catherine MAGNEE, en qualité de surveillante-éducatrice par extension d'attributions, à raison de 9 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 01/09/2015 jusqu'au retour du titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de M. Gabriel LEROY ;

Mme Gaëtane LURQUIN, en qualité de secrétaire, à raison de 18 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 01/09/2015 jusqu'au retour du titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de M. Gabriel LEROY ;

Mme Sonia LAGHZAOU, en qualité de surveillante-éducatrice, à raison de 9 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 01/09/2015 jusqu'au retour du titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de M. Gabriel LEROY ;

- en séance du 01/10/2015 :

Mme Géraldine NAUS, en qualité de professeur de formation vocale-chant et de musique de chambre vocale, à raison de 8 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 22/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Pascaline LURQUIN ;

Mme Nathalie TRAN, en qualité de professeur de formation vocale-chant et de musique de chambre vocale, à raison de 8 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 22/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Pascaline LURQUIN ;

Mme Tetyana DONETS, en qualité de professeur de formation vocale-chant et de musique de chambre vocale, à raison de 4 périodes par semaine et en qualité de professeur de chant d'ensemble, à raison de 4 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 22/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Pascaline LURQUIN ;

Mme Véronique DEKOCK, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité violon et alto, à raison d'une période par semaine, à titre temporaire, dans un emploi vacant subventionné, du 01/09/2015 au 30/06/2016 ;

- en séance du 08/10/2015 :

Mme Pascale SIMON, en qualité de professeur de musique de chambre instrumentale, à raison d'une période par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 01/09/2015 au 30/06/2016, en remplacement de M. Jocelin DENIS ;

Mme Aline HOPCHET, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité flûte à bec, à raison d'une période par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 01/09/2015 au 30/06/2016, en remplacement de M. Jocelin DENIS ;

M. Mathias LECOMTE, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité orgue et claviers, à raison de 2 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 01/09/2015 au 30/06/2016, en remplacement de Mme Cindy CASTILLO ;

- en séance du 22/10/2015 :

M. Pedro Rubi DA SILVA SOARES, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité guitare et guitare d'accompagnement, à raison de 5 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 02/10/2015 au 17/10/2015, en remplacement de Mme Myriam PIRE ;

M. François AUBINET, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité guitare et guitare d'accompagnement, à raison de 4 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 02/10/2015 au 17/10/2015, en remplacement de Mme Myriam PIRE ;

- en séance du 29/10/2015 :

Mme Pauline VAN ISACKER, en qualité de professeur de formation musicale, à raison de 4 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 29/09/2015 au 09/10/2015, en remplacement de Mme Sophie LOUCKX ;

M. Gabriel LEROY, en qualité de surveillant-éducateur, à raison de 6 heures par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 01/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Carine SEMET ;

Mme Pascale SIMON, en qualité de professeur de musique de chambre instrumentale, à raison d'une période par semaine, par changement temporaire d'attributions, dans un emploi non vacant subventionné, du 01/09/2015 au 30/06/2016 ;

Mme Sarah LOWE, en qualité de professeur de danse classique, à raison de 6 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 01/09/2016 au 30/06/2016, en remplacement de Mme Ornella LATINO ;

Mme Géraldine NAUS, en qualité de professeur de formation vocale-chant et de musique de chambre vocale, à raison de 8 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 02/10/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Pascaline LURQUIN ;

Mme Nathalie TRAN, en qualité de professeur de formation vocale-chant et de musique de chambre vocale, à raison de 12 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 02/10/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Pascaline LURQUIN ;

Mme Tetyana DONETS, en qualité de professeur de chant d'ensemble, à raison de 4 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 02/10/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Pascaline LURQUIN ;

Mme Catherine LYBAERT, en qualité de professeur de chant d'ensemble, à raison de 2 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 06/10/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Tetyana DONETS ;

Mme Pauline DUPONT, en qualité de professeur de diction-déclamation, à raison de 12 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 16/10/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Corinne YSAYE ;

Mme Eléonore GYSELINCK, en qualité de professeur diction-déclamation, à raison de 6 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 16/10/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Corinne YSAYE ;

Mme Elise SIMOENS, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité piano et claviers, à raison de 4 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 14/10/2015 jusqu'au retour du titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de M. Jean-Pierre BACQ ;

- en séance du 12/11/2015 :

M. Mathias LECOMTE, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité orgue et claviers, à raison de 4 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 15/10/2015 au 30/06/2016, en remplacement de M. Xavier DEPRESZ ;

- en séance du 26/11/2015 :

M. Benoit VANDEN BEMDEN, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité contrebasse, à raison d'une période par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 28/09/2015 au 30/06/2016, en remplacement de M. Christian DEMEY ;

M. Niranjana WIJEWICKREMA, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité trompette, à raison d'une période par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 28/09/2015 au 30/06/2016, en remplacement de M. Christian DEMEY ;

Mme Pascale de LAVELEYE, en qualité d'intervenante, à raison de 80 périodes annuelles, à titre temporaire, dans un emploi subventionné, du 01/09/2015 au 30/06/2016 ;

Mme Pascale SIMON, en qualité d'intervenante, à raison de 40 périodes annuelles, à titre temporaire, dans un emploi subventionné, du 01/09/2015 au 30/06/2016 ;

- en séance du 10/12/2015 :

M. Pedro Rubi DA SILVA SOARES, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité guitare et guitare d'accompagnement, à raison de 5 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 18/10/2015 au 30/06/2016, en remplacement de Mme Myriam PIRE ;

M. François AUBINET, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité guitare et guitare d'accompagnement, à raison de 4 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 18/10/2015 au 30/06/2016, en remplacement de Mme Myriam PIRE ;

- en séance du 17/12/2015 :

Mme Astrid DEFAUW, en qualité de professeur de formation musicale, à raison d'une période par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 15/09/2015 au 30/06/2016, en remplacement de M. Yuri BRAGINSKY ;

M. Andres SOLER CASTANO, en qualité de professeur chargé de l'accompagnement au piano, à raison d'une période par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 15/09/2015 au 30/06/2016, en remplacement de M. Yuri BRAGINSKY ;

M. Jean-Pierre DASSONVILLE, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité cor et trompe de chasse, à raison d'une période par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 15/09/2015 au 30/06/2016, en remplacement de M. Yuri BRAGINSKY ;

Mme Véronique DEKOCK, en qualité de professeur de formation instrumentale pour la spécialité violon et alto, à raison de 3 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 15/09/2015 au 30/06/2016, en remplacement de M. Yuri BRAGINSKY ;

- en séance du 07/01/2016 :

Mme Eléonore GYSELINCK, en qualité de professeur de diction-déclamation, à raison de 6 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 04/01/2016 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Corinne YSAYE ;

Mme Pauline DUPONT, en qualité de professeur de diction-déclamation, à raison de 12 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 04/01/2016 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Corinne YSAYE ;

- en séance du 21/01/2016 :

M. Gabriel LEROY, en qualité de surveillant-éducateur, à raison de 3 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi vacant subventionné, du 01/09/2015 au 30/06/2016 ;

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0035#

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié et plus particulièrement ses articles 20, 24 et 27 bis ;

Vu la désignation de personnel auxiliaire d'éducation temporaire à charge des fonds communaux de l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse à laquelle a procédé le Collège des bourgmestre et échevins en séance du 28/01/2016 ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il lui appartient de ratifier cette désignation ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 17/03/2016 ;

RATIFIE

la désignation, à l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse, du membre du personnel auxiliaire d'éducation temporaire à charge des fonds communaux mentionné ci-après, à laquelle a procédé le Collège des bourgmestre et échevins en séance du 28/01/2016 :

Mme Emilie MAERSCHALCK, en qualité de surveillante-éducatrice, à raison de 3 périodes par semaine scolaire, à titre temporaire, à charge des fonds communaux, du 03/02/2016 au 30/06/2016.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0036#

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié et plus particulièrement ses articles 20, 24 et 27 bis ;

Vu les désignations du personnel enseignant temporaire aux Cours communaux de langues modernes, auxquelles a procédé le Collège des bourgmestre et échevins depuis le 17/09/2015 ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il lui appartient de ratifier ces désignations ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/03/2016 ;

RATIFIE

les désignations à titre temporaire, aux Cours communaux de langues modernes, dans un emploi subventionné, du personnel enseignant mentionné ci-après, auxquelles a procédé le Collège des bourgmestre et échevins :

- en séance du 24/09/2015 :

Mme Maria del Carmen MARTINEZ GARCIA, en qualité de professeur de cours généraux d'espagnol au DS (perfectionnement de l'oral UF2), à raison de 3 périodes par semaine (40/800), du 01/02/2016 au 30/05/2016 ;

- en séance du 01/10/2015 :

Mme Marjorie LEBRETON, en qualité de professeur de cours généraux de français au DI (UF2), à raison de 120 périodes par an (6/20), du 01/09/2015 au 31/01/2016 ;

Mme Marjorie LEBRETON, en qualité de professeur de cours généraux de français au DS (UF3), à raison de 120 périodes par an (6/20), du 01/02/2016 au 30/06/2016 ;

Mme Marjorie LEBRETON, en qualité de professeur de cours généraux de français au DI (UFDA), à raison de 6 périodes par semaine (6/20), à partir 22/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 31/01/2016, en remplacement de Mme Clémentine COMPERE ;

- en séance du 08/10/2015 :

Mme Nicolette BROUT, en qualité de professeur de cours généraux de français au DI (UFDA), à raison de 6 périodes par semaine, à partir 21/09/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 31/01/2016, en remplacement de Mme Clémentine COMPERE ;

Mme Sheila GOYENS, en qualité de professeur de cours généraux d'anglais au DI (UF1), à raison de 6 périodes par semaine, à partir du 16/11/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Françoise DENAYER ;

- en séance du 21/01/2016 :

M. François VAN BELLINGEN, en qualité de professeur de cours généraux de français au DI (UFDB/UFDA), à raison de 12 périodes par semaine (12/20), depuis le 04/01/2016 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de Mme Véronique LIBERT ;

- en séance du 28/01/2016 :

Mme Nicolette BROUT, en qualité de professeur de cours généraux de français au DI (UF1), à raison de 6 périodes par semaine (6/20), du 01/02/2016 au 29/06/2016 ;

Mme Anika MARTIN, en qualité de professeur de cours généraux de français au DI (UFDA), à raison de 6 périodes par semaine (6/20), du 02/02/2016 au 30/06/2016 ;

M. Christophe VANDENSAVEL, en qualité de professeur de cours généraux de français au DI (UFDB) à raison de 6 périodes par semaine (6/20), du 02/02/2016 au 30/06/2016, en remplacement de Mme Clémentine COMPERE.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0037#

LE CONSEIL,

Vu le décret du 20/12/2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts ;

Vu les désignations du personnel enseignant temporaire de l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 auxquelles a procédé le Collège des bourgmestre et échevins depuis le 17/09/2015 ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il lui appartient de ratifier ces désignations ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 17/03/2016 ;

RATIFIE

les désignations, à l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75, du personnel enseignant et administratif temporaire subventionné mentionné ci-après, auxquelles a procédé le Collège des bourgmestre et échevins :

- en séance du 17/09/2015 :

M. Antoine RIGAUD, en qualité d'agent administratif (niveau 3), à raison de 19 périodes par semaine, à titre temporaire à durée indéterminée, dans un emploi vacant subventionné, à partir du 01/09/2015 ;

Mme Françoise COSTER, en qualité d'agent administratif (niveau 2), à raison de 38 périodes par semaine, à titre temporaire à durée indéterminée, dans un emploi vacant subventionné, à partir du 01/09/2015 ;

M. Patrick OTTEN, en qualité d'agent chargé du service interne de prévention et de protection au travail, à raison de 9/36 par semaine, à titre temporaire à durée déterminée, dans un emploi vacant subventionné, du 14/09/2015 au 13/07/2016 ;

Mme Bernadette MERGAERTS, en qualité de coordinatrice qualité, à raison de 9/36 par semaine, à titre temporaire à durée déterminée, dans un emploi vacant subventionné, du 14/09/2015 au 13/07/2016 ;

- en séance du 08/10/2015 :

M. Marc WATHIEU, en qualité de professeur chargé du cours de création sonore, à raison de 2 périodes par semaine, à titre temporaire à durée déterminée, dans un emploi vacant subventionné, du 14/09/2015 au 13/07/2016 ;

M. Denis SAINT-AMAND, en qualité de conférencier chargé du cours de Sciences humaines et sociales – Littérature (option), à raison de 60 périodes annuelles, à titre temporaire à durée déterminée, dans un emploi vacant subventionné, du 01/09/2015 au 30/06/2016 ;

M. Patrick LEHANCE, en qualité de professeur chargé du cours d'Atelier de l'option graphisme – Atelier (Affiche), à raison d'une période par semaine, à titre temporaire à durée déterminée, dans un emploi vacant subventionné, du 14/09/2015 au 13/07/2016 ;

Mme Raya BAUDINET, en qualité de conférencière chargée du cours de Philosophie – Esthétique, à raison de 60 périodes annuelles, à titre temporaire à durée déterminée, dans un emploi vacant subventionné, du 01/09/2015 au 30/06/2016 ;

- en séance du 12/11/2015 :

M. Bertrand LEONARD, en qualité de conférencier chargé du cours d'Atelier de l'option graphisme – Atelier, à raison de 30/600 périodes annuelles, à titre temporaire à durée déterminée, dans un emploi vacant subventionné, du 19/10/2015 au 23/10/2015 ;

M. Emmanuel DURIAU, en qualité de professeur chargé du cours d'Atelier de l'option graphisme – Atelier, à raison de 8 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 02/10/2015 jusqu'au retour de la titulaire et au plus tard jusqu'au 30/06/2016, en remplacement de M. Paul VAN BIESEN ;

Mme Anne DE JAEGER, en qualité de professeur chargée du cours de Sciences humaines et sociales – Littérature, à raison de 2 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 14/09/2015 au 30/09/2015, en remplacement de Mme Jacqueline GUISSSET ;

Mme Anne DE JAEGER, en qualité de professeur chargée du cours d'Histoire et actualité des arts - Musique, à raison de 2 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 14/09/2015 au 30/09/2015, en remplacement de Mme Jacqueline GUISET ;

Mme Anne DE JAEGER, en qualité de professeur chargée du cours d'Histoire et actualité des arts – Du moyen-âge à la renaissance, à raison de 4 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 09/09/2015 au 30/09/2015, en remplacement de Mme Jacqueline GUISET ;

Mme Anne DE JAEGER, en qualité de professeur chargée du cours d'Histoire et actualité des arts – De la préhistoire à l'antiquité, à raison de 4 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 09/09/2015 au 30/09/2015, en remplacement de Mme Jacqueline GUISET ;

Mme Raya BAUDINET-LINDBERGH, en qualité de conférencière chargée du cours de Philosophie/Esthétique, à raison de 60/480 périodes annuelles, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 14/09/2015 au 30/09/2015, en remplacement de Mme Jacqueline GUISET ;

M. Denis SAINT-AMAND, en qualité de conférencier chargé du cours de Sciences humaines et sociales – Littérature, à raison de 60/480 périodes annuelles, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 14/09/2015 au 30/09/2015, en remplacement de Mme Jacqueline GUISET ;

- en séance du 03/12/2015 :

Mme Anne DE JAEGER, en qualité de professeur chargée du cours d'Histoire et actualité des arts – Du Moyen-âge à la Renaissance, à raison de 4 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 14/09/2015 au 30/09/2015 ;

Mme Anne DE JAEGER, en qualité de professeur chargée du cours d'Histoire et actualité des arts – De la préhistoire à l'antiquité, à raison de 4 périodes par semaine, à titre temporaire, dans un emploi non vacant subventionné, du 14/09/2015 au 30/09/2015 ;

- en séance du 14/01/2016 :

M. Benoit BELLET, en qualité de conférencier chargé du cours artistique de Création sonore – atelier, à raison de 30/600 périodes annuelles, à titre temporaire à durée déterminée, dans un emploi vacant subventionné, du 30/11/2015 au 03/12/2015.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur artistique et à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0038#

30. Ecoles communales – Personnel enseignant – Congés – Octroi.
Gemeentescholen – Onderwijzend personeel – Verloven – Toekenning.

LE CONSEIL,

Considérant que Mme Joëlle CUIGNET, institutrice maternelle aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, sollicite une réduction à mi-temps de ses prestations pour raisons médicales (13 périodes/semaine) du 04/03/2016 au 02/04/2016 ;

Vu l'avis favorable de MEDCONSULT du 03/03/2016 ;

Vu l'arrêté royal du 15/01/1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22/03/1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié, et plus particulièrement ses articles 19 à 22 ;

Vu la circulaire n° 01007 du 25/11/2004 relative au congé pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité ;

Considérant que ce congé ne porte pas atteinte aux exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 17/03/2016 ;

DECIDE

d'accorder un congé pour prestations réduites à mi-temps (13 périodes/semaine) pour raisons médicales du 04/03/2016 au 02/04/2016 à :

Mme Joëlle CUIGNET,
née à Uccle, le 06/01/1961,
domiciliée avenue du Centaure 21 en c/c,
institutrice maternelle aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0039#

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 13/03/2016 par laquelle Mme Anne-Jenny DRUGMAND, institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales du régime linguistique français, sollicite une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite (type I) à temps plein, avec effet au 01/09/2016 ;

Vu l'arrêté royal du 31/03/1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié, et plus particulièrement son article 8 ;

Vu la circulaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 23/07/2014 relative aux mesures d'aménagement de fin de carrière pour l'année scolaire 2015-2016 ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016 ;

DECIDE

d'octroyer une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite (type I) à temps plein, avec effet au 01/09/2016, à :

Mme Anne-Jenny DRUGMAND,

née à Léopoldville (Congo), le 11/06/1956,
domiciliée chaussée de Roodebeek 268 en c/c,
institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0040#

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 23/02/2016 par laquelle Mme Laurence MEKHITARIAN, professeur de formation instrumentale pour la spécialité piano et claviers, à titre définitif, à l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse, sollicite une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite (type I) avec effet au 01/09/2016 ;

Vu l'arrêté royal du 31/03/1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié, et plus particulièrement son article 8 ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 4016 de la Communauté française du 16/05/2011 relative aux mesures d'aménagement de fin de carrière applicables aux membres du personnel atteignant l'âge de 55 ans à partir du 01/01/2012 ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/03/2016 ;

DECIDE

d'octroyer une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite (type I), avec effet au 01/09/2016, à :

Mme Laurence MEKHITARIAN,
née à Uccle, le 08/05/1957,
domiciliée rue Louis Coenen 13/c1 à 1060 Saint-Gilles,
professeur de formation instrumentale pour la spécialité piano et claviers à titre définitif à l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse.

Un traitement d'attente calculé sur base du dernier traitement d'activité lui sera alloué pendant cette période.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0041#

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 22/02/2016 par laquelle Mme Christine ROTTIERS, professeur de formation musicale, à titre définitif, à l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse, sollicite une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite (type I) avec effet au 01/09/2016 ;

Vu l'arrêté royal du 31/03/1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié, et plus particulièrement son article 8 ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 4016 de la Communauté française du 16/05/2011 relative aux mesures d'aménagement de fin de carrière applicables aux membres du personnel atteignant l'âge de 55 ans à partir du 01/01/2012 ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 24/03/2016 ;

DECIDE

d'octroyer une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite (type I), avec effet au 01/09/2016, à :

Mme Christine ROTTIERS,
née à Etterbeek, le 01/02/1957,
domiciliée impasse Saint-Maurice 2 à 5590 Chevetogne,
professeur de formation musicale à titre définitif à l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse.

Un traitement d'attente calculé sur base du dernier traitement d'activité lui sera alloué pendant cette période.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0042#

31. Ecoles communales – Personnel enseignant – Mise à la pension prématurée définitive pour inaptitude physique – Approbation.
Gemeentescholen – Onderwijzend personeel – Voortijdig definitief pensioen wegens ziekte of gebrekkigheid – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 10/02/2016 par laquelle l'Administration de l'expertise médicale (MEDEX) informe le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles que Mme Carine SEMET, surveillante-éducatrice, est définitivement inapte à exercer un travail pour raison médicale et qu'elle remplit les conditions pour être admise à la pension prématurée définitive ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/03/2016 ;

MET à la pension prématurée définitive à partir du 31/08/2015 à 24h :

Mme Carine SEMET,
née à Uccle, le 01/09/1957,
domiciliée rue du Bois de Linthout 66 en c/c.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0043#

32. Ecoles communales – Personnel enseignant – Démission – Acceptation.
Gemeentescholen – Onderwijzend personeel – Ontslag – Aanvaarding.

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 24/02/2016 par laquelle Mme Déborah DE VISSCHER offre la démission de ses fonctions d'institutrice primaire à charge des fonds communaux aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, avec effet au 11/03/2016 à 24h ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/03/2016 ;

ACCEPTE,

avec effet au 11/03/2016 à 24h, la démission que :

Mme Déborah DE VISSCHER,
née à Uccle, le 08/02/1987,
domiciliée Klarastraat 4 à 3080 Tervuren,

offre de ses fonctions d'institutrice primaire à charge des fonds communaux aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique néerlandais.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0044#

DE RAAD,

Overwegende dat een personeelslid uit het Onderwijs dat met pensioen wil gaan, zijn pensioen onmiddellijk dient aan te vragen aan de pensioendienst voor de overheidssector (PDOS);

Gelet op de aanvraag die mw. Godelieve LEYMAN, vastbenoemde muzikleerkracht in de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord ingediend heeft om haar pensioen met ingang van 01/09/2016 op te nemen;

Gelet op de brief van de pensioendienst voor de overheidssector (PDOS) waarin medegedeeld wordt dat mw. Godelieve LEYMAN voldoet aan de voorwaarden voorzien in de artikelen 85 tot 92 – hoofdstuk 1 – titel 8 van de wet van 28/12/2011 houdende diverse bepalingen om op de voorziene datum van 01/09/2016 een rustpensioen in de overheidssector te kunnen bekomen;

Gelet op artikel 149 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

AANVAARDT het ontslag dat:

mw. Godelieve LEYMAN,
geboren te Sint-Lambrechts-Woluwe, op 07/12/1950,
wonende te 3080 Tervuren, Zuerbergstraat 30,

als muzikleerkracht in vast verband in de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord, met
ingang van 01/09/2016, met het oog op haar opruststelling, aanbiedt.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van
het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van
14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels
Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
#018/18.04.2016/A/0045#

33. Affaires juridiques – Autorisations d’ester.
Rechtszaken – Toelatingen om in rechte te treden.

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, notamment son article 23 consacrant le droit à la protection de la santé et à un
environnement sain ;

Vu la loi du 12/01/1993 concernant un droit d'action en matière de protection de l'environnement ;

Vu la directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26/03/2002 relative à
l'établissement de règles et procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au
bruit dans les aéroports de la Communauté ;

Vu le règlement (UE) n° 598/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16/04/2014 relatif à
l'établissement de nouvelles règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions
d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de l'Union, dans le cadre d'une approche équilibrée et
abrogeant la directive 2002/30/CE, qui entrera en vigueur le 13/06/2016 ;

Vu l'ordonnance du 17/07/1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 27/05/1999 relatif à la lutte contre le bruit
généré par le trafic aérien ;

Vu l'instruction ministérielle du 15/03/2012 donnée par le Secrétaire d'Etat à la Mobilité à Belgocontrol
en exécution des accords du Conseil des Ministres des 19/12/2008 et 26/02/2010 en matière de
procédure de décollage et de sélection des pistes et son instruction complémentaire impliquant la
mise en œuvre de nouvelles consignes pour l'utilisation des pistes de décollage et routes aériennes à
dater du 06/02/2014, dénommée « Plan Wathelet » ;

Vu la motion relative aux conséquences du nouveau plan de survol de Bruxelles pour les Woluwéens,
approuvée par le Conseil communal en séance du 28/04/2014 ;

Vu l'ordonnance du 31/07/2014 du président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles qui
ordonne la cessation de l'utilisation des routes du canal telles que modifiées et mises en œuvre
depuis le 06/02/2014 ainsi que la cessation de l'utilisation des deux ensembles dits du « virage à
gauche » tels que modifiés et mis en œuvre depuis le 06/02/2014 ;

Considérant qu'un moratoire a été mis en œuvre par le Gouvernement fédéral sur base de
l'ordonnance du président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles du 31/07/2014 ;

Considérant que les habitants de la commune de Woluwe-Saint-Lambert subissent encore de nombreuses nuisances liées au survol aérien, malgré la mise en œuvre du moratoire ;

Vu les plaintes de riverains et comités de quartier de Woluwe-Saint-Lambert ;

Vu la Charte fédératrice des comités de quartier de Woluwe-Saint-Lambert relative au survol aérien approuvé par le Conseil communal en séance du 16/03/2015 ;

Vu la motion concernant le survol aérien de la Région bruxelloise adoptée par la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale le 21/10/2015 et approuvée par Conseil communal le 10/11/2015 ;

Considérant que le règlement (UE) n° 598/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16/04/2014, qui entre en vigueur le 13/06/2016 (sous réserve de la disposition transitoire visée à l'article 16), rend plus complexe l'adoption de mesures liées au bruit qui restreindraient les conditions d'exploitation de l'aéroport comme l'interdiction par exemple des vols de nuit ;

Considérant qu'il est donc urgent que le Gouvernement fédéral prenne des dispositions pour garantir le droit à la santé et à un environnement sain des riverains ;

Vu l'article 270, alinéa 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016 ;

DECIDE :

d'autoriser le Collège des bourgmestre et échevins à introduire une action en cessation environnementale contre l'Etat belge auprès du Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles et/ou à intervenir volontairement dans toute action qui serait introduite sur base de la loi du 12/01/1993 concernant un droit d'action en matière de protection de l'environnement, pour ordonner qu'il soit mis fin aux nuisances liées au survol aérien.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/18.04.2016/A/0046#

DE RAAD,

Gelet op de Grondwet, meer bepaald artikel 23, houdende het recht op bescherming van de gezondheid en op bescherming van een gezond leefmilieu;

Gelet op de wet van 12/01/1993 betreffende een vorderingsrecht inzake bescherming van het leefmilieu;

Gelet op de richtlijn 2002/30/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26/03/2006 betreffende de vaststelling van regels en procedures met betrekking tot de invoering van geluidsgerelateerde exploitatiebeperkingen op luchthavens in de Gemeenschap;

Gelet op de verordening (EU) nr. 598/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16/04/2016 inzake de vaststelling van regels en procedures voor de invoering van geluidsgerelateerde exploitatiebeperkingen op luchthavens in de Unie binnen het kader van een evenwichtige aanpak, en tot intrekking van Richtlijn 2002/30/EG;

Gelet op de ordonnantie van 17/07/1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 27/05/1999 betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer;

Gelet op de ministeriële instructie die de Staatssecretaris voor Mobiliteit op 15/03/2012 aan Belgocontrol overhandigd heeft ter uitvoering van de akkoorden van de Ministerraad van 19/12/2008 en 26/02/2010 betreffende de procedure voor het opstijgen en het selecteren van de banen, en op zijn bijkomende instructie van 06/02/2014 die nieuwe instructies oplegt voor het gebruik van startbanen en vliegroutes en die het "Plan Wathelet" genoemd wordt;

Gelet op de motie betreffende de gevolgen van het nieuwe plan voor vluchten boven Brussel voor de Sint-Lambrechtenaren, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 28/04/2014;

Gelet op de ordonnantie van 31/07/2014 van de voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel die de stopzetting beveelt van het gebruik van de kanaalroutes zoals gewijzigd en in gebruik genomen sinds 06/02/2014 evenals de stopzetting van het gebruik van de twee gehelen van de zogenaamde "linkerbocht", zoals gewijzigd en in gebruik genomen sinds 06/02/2014;

Overwegende dat de Federale Regering een moratorium heeft ingesteld op basis van de ordonnantie van 31/07/2014 van de voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel;

Overwegende dat de inwoners van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe ondanks het ingestelde moratorium nog steeds zware geluidshinder ondervinden van de vluchten boven de gemeente;

Gelet op de klachten van de omwonenden en de wijkcomités van Sint-Lambrechts-Woluwe;

Gelet op het Federaliserend handvest van de wijkcomités van Sint-Lambrechts-Woluwe betreffende de vluchten boven Brussel, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 16/03/2015;

Gelet op de motie betreffende de vluchten over het Brussels Gewest goedgekeurd door de Conferentie van Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 21/10/2015, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 10/11/2015;

Overwegende dat de verordening (EU) nr. 598/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16/04/2016 die in werking treedt op 13/06/2016 (onder voorbehoud van de overgangsbepaling van artikel 16) de goedkeuring van geluidsgelateerde maatregelen die de exploitatievoorwaarden voor de luchthaven zouden beperken, zoals bijvoorbeeld het verbod op nachtvluchten, heel wat moeilijker maakt;

Overwegende dat de Federale Regering dus dringend maatregelen moet treffen om het recht op bescherming van de gezondheid en op bescherming van een gezond leefmilieu van de inwoners te garanderen;

Gelet op artikel 270, lid 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

BESLIST:

het College van burgemeester en schepenen de toestemming te geven om voor de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel een milieustakingsvordering tegen de Belgische Staat in te dienen en/of om vrijwillig tussenbeide te komen in iedere zaak die wordt ingesteld op basis van de wet van 12/01/1993 betreffende een vorderingsrecht inzake bescherming van het leefmilieu om te gelasten dat er een eind wordt gesteld aan de hinder die veroorzaakt wordt door de vluchten boven de gemeente.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van

14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
#018/18.04.2016/A/0046#

LE CONSEIL,

Vu le permis d'environnement de classe 1B relatif à l'exploitation de 72 emplacements de parking couvert et d'installations de combustion situés à l'angle de l'avenue Jacques Brel et de la chaussée de Roodebeek en c/c, délivré par Bruxelles Environnement – IBGE à la SLRB le 09/03/2015 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 26/03/2015 d'introduire un recours contre ledit permis d'environnement auprès du Collège d'environnement de la Région bruxelloise ;

Vu le recours introduit par Mme BULTOT, le 15/04/2015, contre ledit permis d'environnement auprès du Collège d'environnement de la Région bruxelloise ;

Considérant que, le 22/06/2015, le Collège d'environnement de la Région bruxelloise a déclaré les recours recevables mais non fondés ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16/07/2015 de ne pas introduire de recours contre la décision du Collège d'environnement du 22/06/2015 auprès du Gouvernement de la Région bruxelloise ;

Vu le recours introduit par Mme BULTOT, le 27/07/2015, contre la décision du Collège d'environnement du 22/06/2015 auprès du Gouvernement de la Région bruxelloise ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 04/02/2016 confirmant le permis d'environnement de classe 1B relatif à l'exploitation de 72 emplacements de parking couvert et d'installations de combustion situés à l'angle de l'avenue Jacques Brel et de la chaussée de Roodebeek en c/c, délivré par Bruxelles Environnement – IBGE à la SLRB le 09/03/2015, qui a été notifié à la commune par envoi recommandé réceptionné le 12/02/2016 ;

Considérant qu'il convient de défendre les intérêts de la commune ;

Vu les articles 123, 8° et 270 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 24/03/2016 ;

DECIDE par 28 voix pour, 3 voix contre (M. IDE, Mme DRANSART et M. VAN DER AUWERA) et 2 abstentions (MM. THAYER et DE SMUL) :

- d'autoriser le Collège des bourgmestre et échevins à introduire un recours auprès du Conseil d'Etat afin d'obtenir l'annulation de la décision du Gouvernement de la Région bruxelloise du 04/02/2016 confirmant le permis d'environnement de classe 1B relatif à l'exploitation de 72 emplacements de parking couvert et d'installations de combustion situés à l'angle de l'avenue Jacques Brel et de la chaussée de Roodebeek en c/c, délivré par Bruxelles Environnement – IBGE à la SLRB le 09/03/2015.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0047#

DE RAAD,

Gelet op de milieuvergunning van klasse 1B betreffende de uitbating van 72 overdekte parkeerplaatsen en verbrandingsinrichtingen gelegen op de hoek van Jacques Brelaan en Roodebeeksteenweg t/g, op 09/03/2015 door Leefmilieu Brussel – BIM toegekend aan de BGHM;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 26/03/2015 om tegen voormelde milieuvergunning in beroep te gaan bij het Milieucollege van het Brussels Gewest;

Gelet op het beroep dat op 15/04/2015 door mw. BULTOT tegen voormelde milieuvergunning bij het Milieucollege van het Brussels Gewest ingesteld is;

Overwegende dat op 22/06/2015 het Milieucollege geoordeeld heeft dat de beroepen ontvankelijk maar ongegrond waren;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 16/07/2015 om niet in beroep te gaan bij de Regering van het Brussels Gewest tegen de beslissing van het Milieucollege van 22/06/2015;

Gelet op het beroep dat op 27/07/2015 door mw. BULTOT tegen de beslissing van het Milieucollege van 22/06/2015 bij de Regering van het Brussels Gewest ingesteld is;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 04/02/2016 dat de milieuvergunning van klasse 1B bevestigt voor de uitbating van 72 overdekte parkeerplaatsen en verbrandingsinrichtingen gelegen op de hoek van Jacques Brelaan en Roodebeeksteenweg t/g, op 09/03/2015 door Leefmilieu Brussel – BIM toegekend aan de BGHM, en dat aan de gemeente betekend werd door aangetekende zending die op 12/02/2016 ontvangen werd;

Overwegende dat het betaamt om de belangen van de gemeente te verdedigen;

Gelet op artikelen 123, 8° en 270 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 24/03/2016;

BESLIST met 28 stemmen voor, 3 stemmen tegen (dhr. IDE, mw. DRANSART en dhr. VAN DER AUWERA) en 2 onthoudingen (de heren THAYER en DE SMUL):

- het College van burgemeester en schepenen toestemming te geven om beroep aan te tekenen bij de Raad van State om de vernietiging te verkrijgen van het besluit van de Brusselse Regering van 04/02/2016 dat de milieuvergunning van klasse 1B bevestigt voor de uitbating van 72 overdekte parkeerplaatsen en verbrandingsinrichtingen gelegen op de hoek van Jacques Brelaan en Roodebeeksteenweg t/g, op 09/03/2015 door Leefmilieu Brussel – BIM toegekend aan de B.G.H.M.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/18.04.2016/A/0047#

Motif d'abstention de M. THAYER :

Vu que le dossier n'entre pas dans le champ de mes compétences d'échevin de l'urbanisme, et que je suis administrateur à la SLRB, je m'abstiens dans ce dossier pour une question de conflit d'intérêt.

Reden van onthouding:

Aangezien het dossier niet binnen mijn bevoegdheden als schepen van stedenbouw valt, en dat ik bestuurder van de BGHM ben, onthoud ik me voor dit dossier wegens een kwestie van belangenconflict.

34. Gulledelle 95 bte 5 – Taux de rendement – Convention-type applicable – Modification – Approbation.
Gulledelle 95 bus 5 – Rendementspercentage – Standaardovereenkomst toepasbaar – Wijziging – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant que Mme JANSSENS est actuellement locataire d'un triplex trois chambres situé rue Saint-Lambert 50 bte 1 (logement dit social) ;

Considérant que ce logement n'est plus adapté à sa situation familiale et que, malgré une attention particulière du service compétent depuis plusieurs années, aucun logement adapté à caractère social ne s'est libéré ;

Considérant qu'au vu des contacts pris et des caractéristiques du patrimoine dit social de la commune, il semble que cette situation va perdurer encore un nombre d'années indéterminé ;

Considérant que l'appartement deux chambres situé Gulledelle 95 bte 5 est actuellement libre et est compatible avec les besoins du ménage ;

Vu la décision du Conseil communal du 15/12/1998 fixant le loyer pour ce bien à 665,84 EUR/mois (montant indexé) sur la base d'un taux de rendement de 5,25 % du prix de revient ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/04/2016 ;

DECIDE :

- de fixer un taux de rendement inférieur similaire aux taux de rendement pratiqués pour les logements dits sociaux appartenant à la commune, soit 4,5 % et d'appliquer pour ce bien le bail-type social à usage de résidence principale voté par le Conseil communal en séance du 21/02/2011 ;
- qu'à l'expiration du bail de la locataire, le bien sera remis en location conformément à la décision du Conseil communal du 15/12/1998.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/18.04.2016/A/0048#

35. Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord – Onderwijzend en administratief personeel – Aanduidingen – Bekrachtiging.
« Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord » – Personnel enseignant et administratif – Désignations – Ratification.

DE RAAD,

Gelet op het decreet rechtspositie van 27/03/1991;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 19 lid 3 van hoger vermeld decreet, de Gemeenteraad de door het College van burgemeester en schepenen gedane tijdelijke aanstellingen van doorlopende duur van het onderwijzend en administratief personeel in de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord moet bekrachtigen;

Gelet op artikel 149 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/04/2016;

BEKRACHTIGT

de tijdelijke aanstellingen van doorlopende duur van het hierna vermeld onderwijzend en administratief personeel in de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord, door het College van burgemeester en schepenen gedaan op 17/12/2015:

- Dhr. Henry MARTIN – Leraar begeleidingspraktijk piano – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 1/22 lestijd per week.
- Dhr. Henry MARTIN – Begeleider – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 1/22 lestijd per week.
- Dhr. Rudy CROON – Opsteller – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 9/38 uren per week.
- Dhr. Enrique CASTILLO – Leraar begeleidingspraktijk gitaar – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 1/22 lestijd per week.
- Dhr. Enrique CASTILLO – Leraar samenspel – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 1/22 lestijd per week.
- Mw. Hélène VAN HEES – Lerares algemene muziekcultuur (AMC) – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 2/22 lestijden per week.
- Mw. Hélène VAN HEES – Lerares algemene muziektheorie (AMT) – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 1/22 lestijd per week.
- Mw. Anne VANDEWALLE – Lerares samenspel – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 1/22 lestijd per week.
- Mw. Theresa ROOSEN – Lerares pedagogische coördinatie – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 1/22 lestijd per week.
- Mw. Kristina HENNEMAN – Lerares zang – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 1/20 lestijd per week.
- Mw. Kristina HENNEMAN – Lerares zang – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 2/22 lestijden per week.
- Mw. Nancy FOLENS – Lerares samenspel – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 1/22 lestijd per week.
- Mw. Nancy FOLENS – Lerares piano – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 2/22 lestijden per week.
- Mw. Els FLEMENT – Begeleider – Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een vacante betrekking met ingang van 01/09/2015 – 1/22 lestijd per week.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/18.04.2016/A/0049#

Ainsi décidé en séance du
18/04/2016.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Patrick LAMBERT

Aldus beslist in vergadering van
18/04/2016.

Le Président,
De Voorzitter,

Daniel FRANKIGNOUL
